

M. Baker, les Douze et Israël

LES États-Unis sont-ils en train d'augmenter leurs pressions - même si elles restent discrètes - sur Israël pour convaincre le premier ministre Itzhak Shamir de ne pas voter ce qu'on considère à Washington comme une « chance unique » de faire progresser enfin un processus de paix régional ? Alors que les plus hauts responsables américains se cantonnent dans une alliance totale, les dirigeants israéliens ne cherchent plus à cacher leurs craintes quelques heures avant que M. James Baker, le secrétaire d'État américain, n'entreprene, jeudi 18 avril, sa troisième visite en quelques semaines à Jérusalem.

Il est vrai que l'escalade luxembourgeoise effectuée mercredi soir par M. Baker n'était pas faite pour calmer les responsables les plus extrémistes du Likoud, qui, tels M. Ariel Sharon, le ministre du logement et de la construction, ne cachent pas leur volonté de saboter tous les efforts de paix qui impliqueraient - fût-ce à terme - la restitution de la plus grande partie des territoires occupés à l'issue de la guerre de 1967. Le secrétaire d'État a pourtant été prudent, évitant toute promesse explicite aux ministres des affaires étrangères de la CEE.

Il n'en a pas moins affirmé qu'il allait « dire au gouvernement israélien que l'Europe peut contribuer à faire avancer le processus de paix et devrait être impliquée ». La déclaration sera considérée comme sacrilège à Jérusalem, où M. Shamir et les siens ont tout fait pour tenir à l'écart du processus de paix la CEE, « coupable » d'être majoritairement favorable à une reconnaissance internationale sous l'égide des Nations unies à laquelle participerait l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de M. Yasser Arafat.

C'est même pourquoi le premier ministre avait fini par se rallier à l'idée d'une conférence régionale, présidée par les États-Unis et l'URSS et qui servirait de « parapluie » à des négociations israélo-arabes, étant entendu que l'OLP et la CEE en seraient exclues. Le projet a fait grincer bien des dents en Europe. Reste maintenant à savoir si M. Baker va proposer à ses interlocuteurs israéliens une troisième co-présidence, européenne. Le secrétaire d'État ne s'y est pas formellement engagé mercredi à Luxembourg.

PEUT-ÊTRE cherche-t-il seulement, par ses bonnes manières à l'égard des Européens, à se doter d'un nouveau moyen de pression sur Jérusalem. Car M. Baker n'est pas au bout de ses peines pour mener à bien son projet de conférence régionale. Comment convaincre Israël de ne pas poser en préalable l'interdiction de tout État palestinien et de ne pas écarter tout interlocuteur palestinien crédible sous prétexte qu'il est proche de l'OLP ? Comment décider la Syrie à y participer tant qu'elle accablait ses projets de peuplement, non seulement de la Cisjordanie mais aussi des hauteurs du Golan ?

Ce ne sont que quelques questions. Comme M. Bush, M. Baker sait qu'il n'a pas l'éternité devant lui pour traiter au mieux un dossier essentiel pour l'avènement d'un nouvel ordre régional. Cela est d'autant plus vrai que les hésitations des États-Unis dans la crise kurde n'ont pas augmenté leur crédibilité dans la région.

Lire page 4 l'article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE

M0147 - 0419 0 - 6.00 F



En dépit des protestations de Bagdad

Des Américains ont pénétré en Irak pour venir en aide aux Kurdes

Washington a annoncé, mercredi 17 avril, que des soldats américains avaient déjà pénétré en territoire irakien, non loin de la frontière turque, pour localiser les sites où pourraient être installés les camps d'accueil destinés aux réfugiés kurdes. Auparavant, des hélicoptères français avaient commencé des travaux de repérage. De 5 000 à 10 000 militaires américains devraient participer à la mise en place

des cinq ou six campements prévus. Au total, la Grande-Bretagne envisage d'envoyer sur le terrain 1 500 à 2 000 hommes et la France un millier - 110 d'entre eux, du génie et du corps de santé de l'armée, se tenaient, jeudi, prêts à partir. Le gouvernement de Bagdad a vivement dénoncé l'opération des alliés, mais vient de conclure un accord pour la création de centres d'accueil organisés par l'ONU.

Retour au Directoire ?

par André Fontaine

Dans un récent entretien au *Monde*, Roland Dumas a pu voir ramener la politique étrangère gaullienne à une « série d'illusions » (1). Le propos est un peu surprenant, dans la mesure où le « rang » que François Mitterrand se montre si déterminé, depuis plusieurs années, à voir tenir par notre pays provient tout droit de la mythologie du général. Dans la mesure, aussi, où il ne cesse d'affirmer sa volonté de conserver la force de dissuasion, et refuse obstinément de diminuer en quoi que ce soit, malgré l'ampleur des réductions d'armements stratégiques opérées par Washington et par Moscou, sa puissance de feu. Dans

la mesure, encore, où le fameux slogan de « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural » a cessé d'être une chimère pour devenir une nécessité : le président de la République n'a pas été le dernier à la reconnaître en réclamant de longue date que l'Occident s'engage

Faut-il rappeler que l'homme du 18 juin n'avait jamais voulu enterrer la division de l'Allemagne ? Qu'il s'était toujours opposé à la reconnaissance d'une RDA dans laquelle il ne voyait, et la suite des événements lui a donné raison, qu'un produit de l'occupation soviétique ?

Même jeu pour la CEE. Malgré la référence occasionnelle du chef de l'État à sa « finalité fédérale », elle paraît vouée selon toute vraisemblance à demeurer longtemps

encore plus proche de « l'Europe des patries », chère au général, que des États-Unis d'Europe, pour lesquels militait, avec Jean Monnet, nombre de personnalités de la droite, du centre et de la SFIO. Il n'y a pas que cela. La présence à Paris d'un Boris Eltsine président de la Russie et challenger de plus en plus déclaré d'un Gorbatchev en perte de vitesse montre que nous avions tort de sourire en entendant de Gaulle s'obstiner à dire « russe », plutôt que « soviétique ».

Ne voit-on pas d'ailleurs partout les nations prendre leur revanche, comme il l'avait mille fois annoncé, sur des idéologies dont le caractère factice était à ses yeux avéré ?

Lire la suite page 4

(1) *Le Monde* du 12 mars.

Faute d'accord sur le sort des Kouriles

M. Gorbatchev prolonge ses négociations à Tokyo

Les adieux officiels du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev à l'empereur Akihito du Japon, prévus jeudi 18 avril, ont été reportés à vendredi, a annoncé le palais impérial. Au troisième jour de sa visite d'État, M. Gorbatchev n'avait toujours pas répondu aux attentes de ses hôtes, qui espèrent obtenir des concessions sur le contentieux territorial des îles méridionales des Kouriles. L'ajournement de son départ pour la Corée du Sud est lié aux difficultés apparues au cours des négociations avec le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu.

Trois séries d'entretiens bilatéraux étaient prévues au programme de cette visite, la première d'un chef d'État soviétique au Japon. Mais l'ordre du jour a été bouleversé afin d'essayer de trouver un terrain d'entente sur l'épineux dossier des Kouriles, qui empoisonne les relations nippon-soviétiques.

Deux séances de négociation supplémentaires ont donc eu lieu jeudi à Tokyo, mais on ignorait en fin de matinée si elles allaient déboucher sur la publication d'un communiqué commun ou de documents séparés. Les quatre îles controversées, occupées depuis 1945 par l'armée rouge, sont revendiquées par le Japon.

A Tokyo, le gouvernement espérait que M. Gorbatchev accepterait un compromis sur la

base d'un accord partiel datant de 1956 et lui restituant deux de ces îles. Mais apparemment, le président soviétique se refusait à des concessions de cette ampleur, en raison notamment de l'opposition des militaires et des responsables de la Fédération de Russie, dont dépend l'archipel.

Lors d'un entretien avec M. Jacques Chirac, jeudi à Paris, M. Boris Eltsine, président russe, a d'ailleurs rappelé son « opposition totale » à tout accord que M. Gorbatchev pourrait conclure à ce sujet avec les Japonais.

Lire page 5

l'article de PHILIPPE FONS.

Lire également page 33, dans le supplément « Affaires », « Les rêves de Khabarovsk », reportage sur la capitale de l'Extrême-Orient soviétique.

La douloureuse transition roumaine

M. Mitterrand est le premier dirigeant occidental à se rendre à Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Alors que M. Mitterrand était attendu à Bucarest jeudi après-midi, 18 avril, l'atmosphère générale reste toujours, ici, à la déception. Car, aujourd'hui, en Roumanie, sauf pour quelques intellectuels, quelques jeunes qui ont risqué leur vie en décembre 1989 pour renverser Nicolae Ceausescu, ou quelques anciens des geôles communistes, la question fondamentale n'est pas de savoir si une révolution a bien eu lieu ou si le pouvoir a fait venir à Bucarest en juin dernier des milliers de mineurs pour réprimer brutalement les occupants de la place de l'Université.

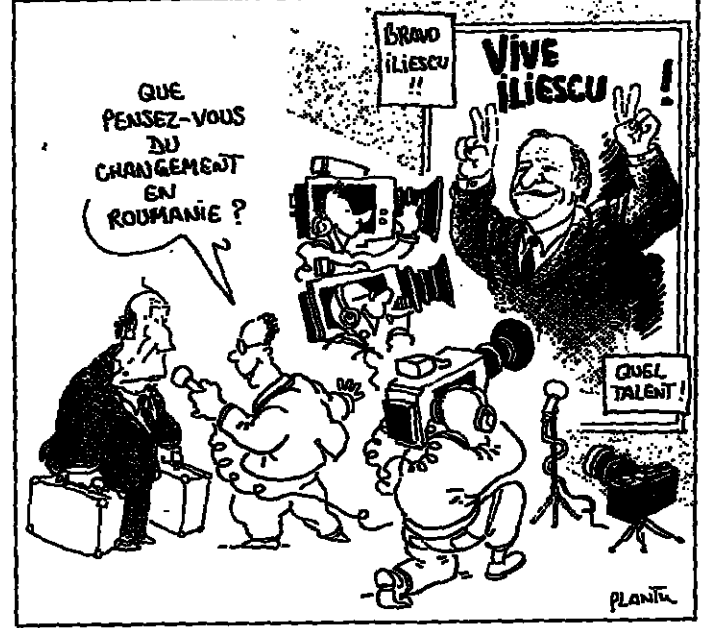
Non, pour l'immense majorité des Roumains, la question était, et reste, de savoir si, après une journée de travail qu'ils souhai-

tent moins longue et mieux payée qu'avant, ils auront de la lumière et du chauffage chez eux et non plus l'obscurité et les 16 degrés de rigueur sous l'ancien régime, un bon film à la télévision à la place des deux heures de faits et gestes d'Elena et Nicolae Ceausescu et quelque chose de mangé dans leur réfrigérateur au lieu du salami au soja du « programme d'alimentation scientifique ».

A défaut d'avoir répondu aux premières questions qui intéressent assez peu de monde, le pouvoir a - jusqu'à présent - assez bien répondu aux secondes en augmentant les salaires et en réduisant le temps de travail, tout en important largement des biens de consommation, de « Dallas » au poulet congelé.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite page 6



Les difficultés de M. Rocard

Les socialistes continuent de rechercher un accord avec le PC sur le scrutin régional

page 10

Etrange record à Wall Street

L'indice Dow Jones a franchi les 3 000 points

page 27

Grandes manœuvres en URSS

« Table ronde » contre « Traité d'union »

page 6

Un point de vue de François Fillon

La France doit-elle rejoindre l'OTAN ?

page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

B O Y D

William Boyd

BRAZZAVILLE

PLAGE

roman

Seuil

120 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 8 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Espagne, 190 PTA; Grèce, 85 p.; Hongrie, 200 HUF; Italie, 2,200 L.; Luxembourg, 42 FL.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,50 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LIVRES • IDÉES

Subversion de La Fontaine

Une nouvelle édition dans « La Pléiade » : une nouvelle preuve du souverain pouvoir des Fables

- Régis Debray saisi par McLuhan. ■ Le billard de Daniel Bogueux
- Dossier : brève histoire de la philosophie au Chili ■ Lettres italiennes : le vide devant soi ; les harmonies du désir et de l'attente
- Ecrits intimes : une catholique éduquée à mort ; sous le drapeau des mots
- Le feuilleton de Michel Braudeau : « La bécasse des écrivains »
- Histoire littéraire, par François Bost : « Le mystère Bory »
- D'autres mondes, par Nicole Zand : « Un carrefour des langues »

pages 17 à 26

AFFAIRES

La qualité japonaise, la fin d'un mythe

Le « made in Japan » n'est plus synonyme de qualité, même si son image reste encore très positive en Occident.

- Les Pays-Bas déclarent la guerre à l'automobile ■ Des planches à voile qui dopent le marché ■ Les cimetières français organisent leur recherche

pages 31 à 33

سكنا في العالم

DÉBATS

Défense

Entre l'OTAN et l'Europe des chimères

par François Fillon

DEPUIS la libération du Koweït, on ne compte plus en France les voix qui s'élèvent pour clamer l'impérieuse nécessité de doter la construction européenne d'une véritable capacité de défense. Forts du constat de l'absence d'une politique commune efficace dans la guerre du Golfe comme dans la crise qui l'a précédée, on s'ingénie à réfléchir *in abstracto* aux voies et moyens de cette chimérique Europe de la défense. Sans prendre conscience du désert dans lequel on pêche, tant nos partenaires et alliés ont tiré de l'aventure du Golfe des conclusions différentes des nôtres.

Ayons le courage de voir les choses telles qu'elles sont. Pour nos amis européens, la contre-performance communautaire a démontré le caractère illusoire d'une union politique qui serait dotée à court terme de compétences réelles en matière de défense et qui permettrait aux Douze d'équilibrer le poids des États-Unis dans le nouvel ordre international. Seuls les Français croient réellement aujourd'hui à la pertinence d'une défense de l'Europe par les Européens. Ni les Anglais, ni les Allemands, ni les Hollandais, ni les Belges, ne sont prêts à générer le processus en cours d'adaptation de l'OTAN comme principale structure apte à jouer en Europe un rôle militaire face aux instabilités nouvelles. Dubitatifs, les Italiens et les Espagnols attendent de voir. Par ailleurs, aux yeux de nos alliés, la France, au-delà du discours, n'apparaît pas réellement décidée à rompre avec la spécificité de sa politique de défense.

Personne ne souhaite au fond voir l'OTAN dépassée et doublée par une nouvelle structure. Les Français eux-mêmes, et surtout les plus affirmés d'entre nous dans leur profession de foi européenne, le souhaitent-ils réellement ?

En réalité, trois obstacles majeurs barrent la voie d'une Europe de la

défense. L'incertitude complète dans laquelle nous nous trouvons quant à l'avenir de l'Union soviétique constitue une première difficulté. Si la diminution de la menace que faisait naguère peser l'armée rouge s'avère suffisante pour ôter aux Européens le principal facteur susceptible de galvaniser leurs efforts, l'instabilité de la transition interne dans laquelle s'est engagée l'URSS interdit en revanche une remise en cause de l'OTAN comme facteur de stabilisation sur le continent. Ensuite, l'Allemagne ne pourra éviter, pour une période prolongée, de privilégier la difficile tâche intérieure de mise à niveau de l'ex-RDA au détriment, non pas tant de la poursuite de l'intégration à Douze, mais bien d'une intensification rapide des compétences de la future union politique en matière de défense. Les États-Unis, enfin, forts de leur victoire face à l'Irak et de leur statut de seule superpuissance, ont intérêt à exploiter la situation afin qu'une OTAN réformée demeure la seule structure de défense crédible à l'avenir, au détriment de toute organisation ouest-européenne réellement compétente sur le plan de la sécurité et de la

Trois obstacles à surmonter

La réforme de l'OTAN, par la force des choses, est en marche, prenant la forme d'une illusoire «européanisation» de la structure militaire intégrée. Les plans actuellement élaborés prévoient, pour 1995, une réduction progressive de la présence américaine sur le Continent à moins de 100 000 hommes, destinés à être intégrés au sein de corps multinationaux stationnés en Allemagne et dans lesquels les forces européennes seraient majoritaires. L'essentiel de la charge de défense serait ainsi supportée par les membres

européens de l'Allemagne, le commandement suprême continuant de revenir aux États-Unis. On envisage même la création d'une force de réaction rapide de l'OTAN exclusivement composée d'unités européennes. L'idée est de mettre en place une composante «européenne» de l'OTAN qui pourrait éventuellement être assignée à l'UEO en cas de crise, dans l'hypothèse où les Européens parviendraient à décider une intervention conjointe hors d'Europe. Bien entendu, cela permettrait à l'UEO de faire l'économie d'une organisation et de moyens militaires crédibles dès le temps de paix.

Dans ces conditions, on comprend aisément que nos alliés européens n'aient ni la volonté politique, ni les moyens militaires et financiers de créer *ex nihilo* un système de défense au sein de l'UEO qui serait en parfaite redondance avec ce qui existe déjà : l'OTAN. Tous manifestent leur volonté de travailler à partir des structures en place en faisant cette défense «européenne» à l'intérieur de l'OTAN, avec les Américains et non en concurrence avec eux, c'est-à-dire dans un cadre atlantique au détriment d'une Europe réellement autonome. Soyons clairs : n'en déplaise à nos européens les plus convaincus, la France doit dorénavant faire face à un contexte stratégique où l'OTAN, sans doute reconstruit, sera en Europe la seule structure de défense viable à l'horizon prévisible.

Une initiative française rivalisant avec le processus en cours d'«européanisation» de l'OTAN — en proposant par exemple la création d'une FAR européenne dans le cadre de l'UEO — aurait donc toutes les chances de ne pas aboutir. Nous devons avoir le courage de comprendre que poser aujourd'hui la question de l'avenir de la défense de l'Europe et du rôle que notre pays devra y jouer impose d'aborder en toute lucidité le problème de nos relations avec l'OTAN. Depuis notre retrait des commandements intégrés décidés en 1966 par le général de Gaulle, la position de la France demeure à cet égard inchangée.

Retour à l'esprit de 1949

Malgré l'urgence de la situation, le président de la République semble avoir choisi une politique de temporisation ambiguë. Nous ne participons qu'indirectement à l'exercice d'«européanisation» de l'OTAN et pas la moindre proposition française de refonte de l'Alliance n'a été avancée par le gouvernement qui poursuit — sans doute sans illusion — la chimère d'une Europe de la défense dans le cadre de la future union des Douze. Cet attentisme risque de nous placer, sous peu et sans que

l'opinion n'en soit réellement informée, devant un choix impossible entre deux options aussi dommageables l'une que l'autre, tant pour notre politique de défense que pour l'avenir de la construction européenne. Soit procéder à la «normalisation» des rapports France-OTAN — euphémisme pour notre réintégration par la petite porte — qui nous permettrait certes de participer pleinement à l'«européanisation» de l'Alliance, mais au prix de l'abandon de notre ambition d'une Europe pleinement autonome, alliée aux États-Unis. Soit opter pour la continuation du *status quo* actuel, ce qui nous priverait de toute influence significative sur la réforme de l'OTAN au profit des Britanniques et des Allemands, au risque de nous isoler progressivement dans une Europe atlantique, faite d'un projet réellement européen susceptible d'équilibrer le tout en notre faveur.

Sortir de cette impasse suppose une politique volontaire dans la transformation en cours du système européen. Sans abandonner la poursuite de la construction communautaire, la France aurait intérêt à placer ses alliés au pied du mur en proposant une véritable européanisation de l'Alliance atlantique, en concurrence avec l'actuel projet de simple repliement de l'OTAN sous leadership stratégique américain. Le plan mis en avant poserait clairement les conditions dans lesquelles nous serions prêts à participer pleinement à une OTAN repensée : retour à l'esprit du traité de 1949, prééminence des organes de décision politiques sur la structure militaire, européanisation de tous les commandements, y compris le poste suprême, adoption d'une stratégie nucléaire clairement dissuasive rejetant tout concept de bataille, même conventionnelle, enfin coopération et interopérabilité des forces plutôt que leur fusion.

Dans l'hypothèse où nos partenaires refuseraient de s'engager dans cette voie, au moins la situation serait-elle clarifiée. Nous serions alors à même d'en prendre acte, de refuser en toute quiétude de nous rapprocher d'une OTAN encore trop américaine et travailler pas à pas à la construction européenne. Mais qu'on cesse de feindre de croire en France aux possibilités de créer avant longtemps une structure de défense parallèle à l'OTAN. Que nos partenaires européens cessent de nous faire croire qu'il est possible d'avancer rapidement dans ce sens quand dans la réalité des faits, ils continuent à s'en remettre aux États-Unis. Qu'on cesse de jouer sur deux tableaux : l'un chimérique, l'autre infantile.

► François Fillon est député RPR de la Sarthe.

Irak

Les mains blanches

par Max Gallo

ASSEZ d'hypocrisies ! Le dégoût monte aux lèvres quand, sur les images tragiques du peuple kurde une nouvelle fois assassiné, sur ces corps d'enfants martyrisés, la voix mielleuse des pleureuses s'apitoie.

Mais vite le ton change. Il suffit de quelques pains jetés à des affamés qui se battent entre eux (honte pour nous de laisser des hommes en être réduits à cela !) de deux ou trois corolles blanches de paille chute pour que l'on se félicite. Nous avons inventé le droit d'ingérance, nous avons proposé... nous avons mis en œuvre, nous... nous sommes exemplaires. Hier, nous étions les vainqueurs de l'opération «Tempête du désert». Nous avions pour la première fois gagné une guerre, depuis 1945. Avant-hier, nous étions les inégaux inventeurs de solutions diplomatiques — les meilleurs, il va de soi — pour l'après-guerre.

Assez d'hypocrisies et de rodomontades ! L'après-guerre est tragique. Un crime se commet contre un peuple. Nous connaissons l'assassin, Saddam Hussein. Et nous laissons faire depuis près de deux mois, voilà le constat. L'aide humanitaire est indispensable. Certes, il faut l'augmenter. Sûrement. Etablir des zones de protection. Installer des camps. Bien sûr. Mais le crime demeure. Et nous pouvons allumer tous les contre-feux idéologiques, dénoncer le tiers-mondisme, l'anti-américanisme, invoquer, avec des mines savantes et gourmandes de précieux ridicules, la complexité de la «nouvelle donne» internationale, nous sommes, mais oui, les complices de l'assassin.

Car, en choisissant de résoudre par la guerre la crise ouverte par Saddam Hussein et son inabordable agression contre le Koweït, nous aurions dû savoir — et nous savons bien — que, dans le contexte régional, nous ne pouvions aboutir qu'à des massacres multipliés.

Aller jusqu'à Bagdad, détruire toute l'armée irakienne, bénéficier d'un coup d'État militaire qui aurait chassé Saddam Hussein, n'y aurait rien changé. Avec l'aide de qui, en effet, pouvions-nous établir un Irak démocratique et pluraliste ? Avec les Turcs, qui refusent aux Kurdes leur autonomie et les persécutent ? Avec les Iraniens chiites ? Avec les Syriens, qui vivent sous le régime oppresseur

de Hafez El Hassad ? Avec l'émir Jabber, qui, dans l'obscurité des caves du Koweït libéré, exécute les étrangers (Palestiniens, Jordaniens, etc.) et aussi ses opposants ? Avec le si démocrate souverain d'Arabie saoudite ? Dont on connaît le respect pour les droits de l'homme et de la femme ?

L'anniversaire d'Epinaly

Dès lors qu'on choisissait la guerre comme thérapeutique «chirurgicale», sans aborder l'ensemble des problèmes régionaux ni évoquer la question de la démocratie, qu'on ne s'étonne pas que le sang jaillisse partout : celui des 150 000 victimes irakiennes — oubliées, — celui des Kurdes aujourd'hui, des chittes, des Palestiniens. Pauvres peuples jetés dans la fournaise ! Abandonnés. Et tout cela couvert du noble manteau d'un nouvel ordre mondial. Comme si, en répondant par des moyens barbares — la guerre — à la barbarie de Saddam Hussein, on pouvait faire naître autre chose qu'un après-guerre barbare !

La guerre, disions-nous, aggraverait tous les problèmes de la région. Les faits sont là. Et les habiles idéologues n'y changeront rien !

Heureusement, ils peuvent tirer sur nos responsabilités majeures — car nous aurions dû savoir, nous ne sommes pas des «barbares» mais des démocrates civilisés n'est-ce pas, et même dit-on des socialistes — le grand beau rideau de l'aide humanitaire. On ! Nous sommes bien les meilleurs. Si généreux. Si inventifs. Innocents. Mains blanches.

Nos chefs d'État peuvent ainsi continuer de jouer au golf, en surveillant du coin de l'œil la courbe des sondages. Cependant que les socialistes français s'apprennent à célébrer comme il se doit le vingtième anniversaire du congrès d'Epinaly et le dixième anniversaire du temps où ils affirmaient vouloir «changer de vie». Et même le monde. Voir Cancun (discours).

► Max Gallo est écrivain.

COURRIER

Évangéliste et évangélique

Suite à la publication dans le Monde des 10, 11 et 12 avril d'articles consacrés à la vague «évangéliste» en Amérique latine, je me permets d'attirer votre attention sur la confusion entre les termes «évangéliste» et «évangélique».

Le mot «évangéliste» est habituellement réservé aux auteurs des quatre Évangiles — Matthieu, Marc, Luc et Jean — et, dans le protestantisme, aux personnes exerçant le ministère de la prédication de l'Évangile. Il est donc erroné de parler de «l'heure évangéliste» ; il conviendrait plutôt de dire «l'heure des évangélistes».

L'adjectif (ou substantif selon le cas) «évangélique» est généralement utilisé pour désigner des Églises et diverses dénominations protestantes. Mais ce terme est

aussi appliqué, en particulier en Amérique latine, à une nébuleuse appelée communément — et souvent fausement — «sectes». Il faut en effet distinguer, d'une part, les groupes religieux authentiquement «évangéliques», comme par exemple les «Assemblées de Dieu» et certaines expressions du pentecôtisme, véhicules d'une évangélisation des milieux populaires pauvres ; et, d'autre part, des groupes religieux ou para-religieux qui sont nés dans les vingt ou trente dernières années et qui touchent plutôt les classes aisées.

C'est cette dernière catégorie qui, en Amérique latine, encourt généralement les reproches des milieux politiques ou chrétiens, sensibles aux valeurs de justice sociale et de promotion des classes défavorisées.

CHARLES ANTOINE Paris

BIBLIOGRAPHIE

Portrait de quatre défricheurs

LA PASSION DE LA TERRE de Roger Cans, first, 230 p., 98 F.

Notre collaborateur Roger Cans vient de publier un livre sur quatre grands spécialistes de l'environnement. Nous avons demandé à M. Christian Brodhag, porte-parole des Verts, de rendre compte de cet ouvrage.

Roger Cans nous livre quatre portraits d'exception, quatre destins brossés avec toutes leurs aspérités, leurs hésitations, c'est-à-dire leur humanité. Comment en effet ne pas être fasciné par Alain Bombard, Jacques-Yves Cousteau, Haroun Tazieff et Paul-Emile Victor ? Si l'auteur les a soigneusement rangés par ordre alphabétique sur la couverture de son livre, c'est sans doute pour ne pas froisser les susceptibilités de ces fortes personnalités, dont pourtant les destins s'entrecroisent tout au long des chapitres.

Ces quatre aventuriers, présentés tantôt comme des sortes de mousquetaires, tantôt comme des personnages de bande dessinée, entretiennent des rapports ambigus tant avec la science qu'avec les écologistes.

Pour la science, ces Pic de La Mirandole, égarés au vingtième siècle, redonnent un semblant d'unité médiatique à une connaissance scientifique aujourd'hui éclatée en tant de disciplines apparemment aussi incapables de dialoguer entre elles que de communiquer avec le grand public. A l'heure où donner le savoir passe par le donner à voir, Roger Cans nous montre les limites de l'exercice, les hésitations, voire les erreurs qui ont parsemé leurs parcours.

Cousteau encouragea l'immersion de boues rouges par Pachiney en ignorant leur impact sur le poisson, ce qui navra Bombard, mais cela pesa peu de poids par rapport à l'ambition de son action de protection de la mer. Une expérience menée au large d'Étel par Bombard fera neuf morts, mais tant de vies ont été sauvées par

les expériences du naufragé volontaire, Paul-Emile Victor milite pour l'Antarctique, mais aussi pour une piste même si elle «gène quelques manchots».

Tazieff aborde les problèmes scientifiques avec son expérience vécue et son «doigt mouillé». Il ne peut donc que s'opposer aux hypothèses de l'effet de serre, qui s'appuient sur les boîtes noires des modèles informatiques, sur de nombreuses expériences, des mesures sophistiquées. C'est en relisant son itinéraire, minutieusement relaté par Roger Cans, que l'on comprend mieux sa délectation à s'opposer à l'ensemble de la communauté scientifique, sur l'effet de serre, la couverture «à» ozone ou le pyralène.

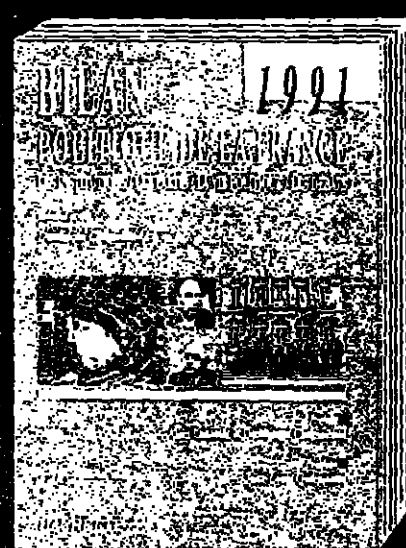
Mêlant le sport et la science, l'exploration et la technique, leur appareil comme un jeu, il est normal qu'il s'arrête aux frontières où le monde de la science devient un travail obscur, répétitif et besogneux. Le saltimbanque est plus séduisant que le travailleur, mais le geste léger de l'artiste matérialise un long travail, celui d'une vie, et quelle vie pour ces quatre-là !

Mais comme tous les défricheurs, ils ouvrent, dans un monde vierge, des sentiers qui se transforment rapidement en grandes voies d'exploitation ouvertes à l'armée des commerçants. Bien que cela les agace, les militants écologistes, si mauvais communicateurs, ou «Ushuals», émission si peu écologiste mais sponsorisée par Rhône-Poulenc, tous sont leurs enfants.

C'est le mérite du journaliste du Monde chargé de l'environnement, donc le mieux placé pour connaître parfaitement leur milieu, de nous faire vivre ces itinéraires hors du commun, qui agacent, certes, mais nous ont tant fait rêver.

CHRISTIAN BRODHAG

Le premier bilan complet de la vie politique en France



Avec, en complément, le tour d'horizon des ouvrages politiques récents grâce à une trentaine de fiches de lecture, et le rappel des dates marquantes dans la chronologie politique de l'année 1990.

HACHETTE - 256 pages, broché - 99 F

Les institutions (exécutif, législatif, Conseil constitutionnel, justice, collectivités locales...), les partis (UDF, RPR, PS, PC, Front National, Verts, groupes d'intérêt...), les grands débats politiques (amnistie et financement des partis, recomposition de l'opposition, immigration et intégration, répercussions de la guerre du Golfe sur la politique intérieure...).

Le Monde	
Édité par la SARL Le Monde	
Comité de direction :	
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication	
Bruno Fappet, directeur de la rédaction	
Jacques Guiz, directeur de la gestion	
Manuel Lucbert, secrétaire général	
Rédacteurs en chef :	
Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)	
Thomas Fernandez, Philippe Herremann, Jacques-François Simon	
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)	
Anciens directeurs :	
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)	
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)	
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :	
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15	
Tél. : (1) 40-66-25-25	
Télécopieur : 40-66-25-99	
ADMINISTRATION :	
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94352 IVRY-SUR-SEINE CEDEX	
Tél. : (1) 40-66-25-25	
Télécopieur : 40-60-30-10	

ÉTRANGER

Après la décision de la Maison Blanche d'établir des camps au Kurdistan

Des soldats américains ont pénétré en Irak pour préparer l'installation de zones de protection

Des soldats américains ont déjà pénétré, mercredi 17 avril, dans le nord de l'Irak pour préparer l'installation de zones de protection temporaires destinées aux réfugiés kurdes, dont la création a été décidée par Washington, Paris et Londres. Une initiative que le régime irakien a dénoncée comme étant une ingérence flagrante alors qu'il venait d'accepter l'installation de centres d'accueil de l'ONU (le Monde du 18 avril).

L'opération, américano-franco-britannique, a fait valoir le président George Bush, est uniquement motivée par des soucis humanitaires. L'objectif est de permettre aux réfugiés irakiens de retourner dans les vallées, où les secours internationaux leur parviendront plus facilement. « Des groupes terrestres ont commencé aujourd'hui à entrer dans le nord de l'Irak pour étudier les sites qui conviennent le mieux à ces centres de réfugiés », a indiqué mercredi le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams. De cinq mille à dix mille soldats américains devraient mettre en place les cinq ou six campements prévus dans une zone située au nord du 36° parallèle. De leur côté, la Grande-Bretagne enverra mille cinq cents à deux mille militaires, et la France un millier d'hommes. Cent quatre-vingts Français, dont cent dix militaires, doivent gagner le nord de l'Irak dans les prochains jours.

Selon le numéro deux du Foreign Office, M. Douglas Hogg, les alliés mettront environ deux mois à installer ces camps avant qu'une force des Nations unies ne prenne leur relais. La couverture aérienne des contingents des trois pays déployés sur le sol irakien sera assurée par les États-Unis.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a déclaré n'avoir pas d'objection à cette initiative, étant donnée la situation des

réfugiés irakiens. « Nous étudions la situation avec beaucoup d'attention, de façon à respecter la souveraineté de l'Irak, mais nous espérons que les autorités irakiennes vont comprendre que l'objectif est tout simplement humanitaire », a-t-il dit à Paris, à l'issue d'une entrevue avec le M. François Mitterrand.

Mais la nouvelle, accueillie favorablement par le Front du Kurdistan irakien (qui regroupe les mouvements kurdes), a pris de court la délégation des Nations unies actuellement en Irak pour examiner le sort des réfugiés. Bagdad venait d'accepter la création, sous l'égide de l'ONU, de « centres humanitaires » dans le Nord kurde et le Sud chiite, a déclaré à

Bagdad le chef de la délégation, le Belge Eric Suy. Toutefois, la signature d'un accord avec l'ONU sur l'installation de ces « centres » est intervenue jeudi, en dépit de l'opposition irakienne à l'initiative américano-franco-britannique. Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, n'a pas moins dénoncé l'entrée de forces américaines au Kurdistan estimant que « l'interférence des grandes puissances dans cette affaire a compliqué la situation ».

Les 110 militaires français prêts au départ disposeront tout au plus de « quelques moyens d'autodéfense », a-t-on appris de source irakienne. Ils seront accompagnés de quelque soixante-dix médecins, chirurgiens,

pédiatres et hommes de la sécurité civile. La logistique sera prioritaire dans le cadre de leur mission, afin de surmonter les immenses difficultés d'accès aux régions montagneuses concernées. Le cas échéant, des hélicoptères seront utilisés pour faciliter les secours. De source officielle à Paris, on indique que des soldats français participent depuis plusieurs jours déjà, à bord d'hélicoptères notamment, à des opérations de repérage, destinées à localiser les sites les plus favorables à l'implantation de camps de toute pour les réfugiés. Depuis le 8 avril, des avions français ont par ailleurs effectué une quarantaine de sorties, larguant 180 tonnes de vivres et couvertures.

Soulagement d'Ankara scepticisme des réfugiés

ISTANBUL
de notre correspondant

Les autorités turques ont accueilli avec soulagement la décision du président Bush d'établir des camps dans le nord de l'Irak pour les réfugiés actuellement massés à la frontière turco-irakienne. « Très positif », a affirmé mercredi 17 avril M. Murat Sungar, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. On rappelle à Ankara que l'idée avait été suggérée par le président Ozal dès le début de l'exode des Kurdes irakiens, mais qu'il a fallu deux semaines pour convaincre l'administration américaine de la gravité de la situation.

Le gouvernement turc craignait que l'arrivée des réfugiés n'attise les braises du nationalisme au sein de la minorité kurde de Turquie, qui compte 12 millions de représentants. Cette crainte était particulièrement évidente aux alentours du camp d'Isikveren, situé au cœur de la zone d'activité du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'armée turque avait parfois de la peine à faire la différence entre les réfugiés et les indépendantistes du PKK que les militaires sont habitués à combattre. « Ces gens sont tous des terroristes », affirmait un jeune soldat en ajoutant : « N'ont-ils pas soutenu les rebelles, Talabani et Barzani (dirigeants de l'opposition kurde en Irak) ? »

Surprise des organismes humanitaires

Les autorités turques souhaitent que la communauté internationale assure la sécurité des réfugiés pour qu'ils puissent rentrer chez eux, mais elles ne voulaient pas pour autant qu'un Kurdistan soit établi de facto en Irak, sous la forme d'une région placée sous la protection des alliés et des Nations

unies. Le plan dévoilé par M. Bush semble éviter cette embûche, puisque les alliés assurent uniquement la sécurité des camps et non pas du nord de l'Irak tout entier.

Inquiet du poids financier de l'aide apportée aux réfugiés et critiqué par les organisations humanitaires pour son refus de les admettre à l'intérieur du pays, le gouvernement turc ne peut qu'être soulagé.

Sur le terrain, le projet de M. Bush a été accueilli avec scepticisme par certaines organisations humanitaires, y compris par les représentants des Nations unies, qui ont admis avoir été surpris. D'une part, le délai de dix à quinze jours pour les préparatifs dont parlent les responsables américains semble très court pour établir cinq à six camps gigantesques pouvant contenir le demi-million de réfugiés actuellement en Turquie. D'autre part, personne ne semble savoir précisément où seront placés les camps et qui en assurera le fonctionnement à long terme.

Les autorités américaines insistent sur l'aspect temporaire de l'opération militaire allié en Irak. Elles ont bien conscience que de nombreux réfugiés, qui n'accroissent pas beaucoup de crédibilité aux promesses américaines. Il est donc probable que certains réfugiés kurdes seront difficiles à convaincre de retourner en Irak.

De nombreux détails restent à régler, notamment le rôle des Nations unies. Mais pour les autorités turques, ces questions n'ont que peu d'importance : la communauté internationale a répondu à leurs appels à l'aide, elle a clairement indiqué qu'elle avait l'intention d'assumer la responsabilité de la population kurde irakienne, et les réfugiés devraient quitter la Turquie sous peu.

NICOLE POPE

L'exode des Kurdes vers l'Iran se ralentit

Pour la première fois depuis le début de l'exode des Kurdes d'Irak vers les pays voisins, le flot des réfugiés arrivant en Iran a commencé à baisser à l'un des principaux points de passage entre les deux pays. Au total, ils étaient, mercredi 17 avril, 901 120 à avoir déjà trouvé refuge en Iran, selon les autorités de Téhéran.

Le nombre d'Irakiens se présentant chaque jour à la ville frontalière iranienne de Sardacht est passé de quelque 20 000 à la fin de la semaine dernière à 6 000 ou 7 000 seulement lundi. Des responsables de Médecins Sans Frontières installés depuis une semaine dans cette ville, qui rapportent ces chiffres, ont confirmé mardi avoir eux aussi constaté une baisse sensible de l'afflux des réfugiés.

Cette baisse, qui a permis de stabiliser à quatre-vingt mille le nombre de réfugiés installés dans la ville, selon les autorités, ne semble pas concerner tous les points de passage empruntés par les Kurdes irakiens pour se rendre en Iran. Dimanche, les arrivées se poursuivaient au rythme de vingt mille par jour à Piranshahr, à une soixantaine de kilomètres plus au nord, selon un décompte effectué par Médecins du monde.

Le nombre des réfugiés massés en territoire irakien, sur la route menant à Piranshahr, en attendant de pouvoir traverser la frontière, semblait, la semaine dernière, beaucoup plus important qu'à la frontière près de Sardacht, selon les journalistes qui avaient pu visiter les deux sites. Cette diminution

des arrivées à Sardacht pourrait s'expliquer à la fois par un ralentissement de l'exode et par l'installation de derniers arrivants dans des camps que les autorités irakiennes sont en train de mettre en place à proximité immédiate de la frontière. Une équipe de MSF, présente depuis le début de la semaine dans l'un de ces camps, près du village de Bétouche, a indiqué que plusieurs dizaines au moins de réfugiés étaient venus mardi grossir le nombre des quelque 5 000 à 6 000 personnes qui s'y trouvent déjà.

Par ailleurs, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'association Franco-Libertés, a fait savoir qu'elle se rendra à la fin de la semaine à la frontière irako-iranienne pour assister à l'arrivée d'un convoi de secours. — (AFP)

Un journaliste allemand a été assassiné par des soldats irakiens

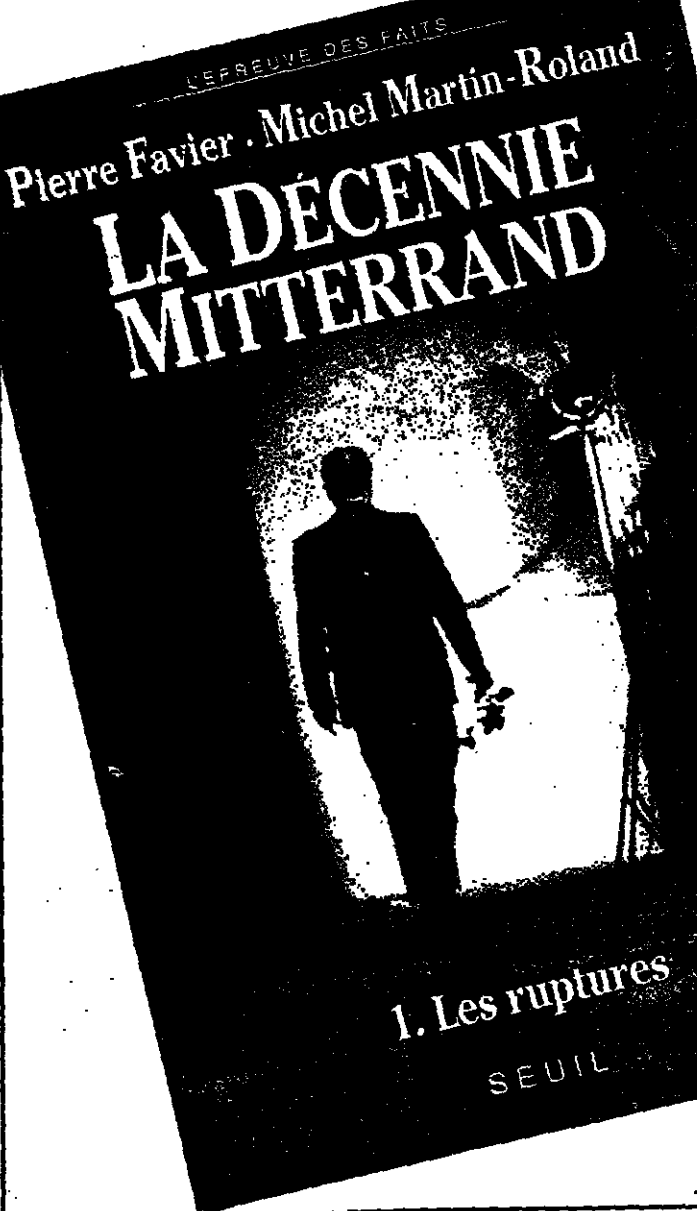
Un journaliste allemand de vingt-sept ans, Gad Gross, travaillant pour le magazine américain Newsweek, a été tué le 29 mars par des soldats irakiens au Kurdistan lors de la répression de l'insurrection kurde. C'est ce qu'ont rapporté, mercredi 17 avril, deux de ses confrères faits prisonniers à Kirkouk et libérés le 15 avril par les autorités irakiennes.

Alain Buu, un photographe français de l'agence Gamma-Liaison, et Frank Smyth, un Américain travaillant pour CBS, ont indiqué que Gad Gross avait été exécuté lorsque les troupes de Bagdad ont attaqué Kirkouk pour la reprendre aux rebelles kurdes. « Gad a été découvert dans une maison de Kirkouk en compagnie de Bakhtiar, un rebelle kurde, le 29 mars au matin. Peu après, les deux hommes ont été abattus par les soldats irakiens », a déclaré Frank Smyth, qui, avec Alain Buu, avait été arrêté peu après cet assassinat. Lors d'une conférence de presse à leur arrivée en Jordanie, ils ont dit n'avoir pas « vu » la scène, mais l'avoir « entendue » depuis leur cachette, à une trentaine de mètres de là. « Avant d'être capturés, nous avons entendu Gad crier et, cinq secondes plus tard, nous avons entendu plusieurs coups de feu », a déclaré Alain Buu.

Les deux journalistes ont indiqué avoir vu un soldat s'écrouler avec le sac de photographie de Gad Gross. Quelques heures plus tard, ils ont vu sa carte d'identité souillée de sang au centre d'interrogatoire où ils ont été conduits. « Les soldats irakiens nous ont dit qu'il avait un revolver et s'était tué », a déclaré Frank Smyth, en assurant que Gad Gross n'était pas armé. Les trois journalistes étaient entrés en Irak, via la Turquie, le 20 mars pour couvrir l'insurrection kurde. — (Reuters)

o L'Institut kurde de Paris assure un service d'information par Minitel. — L'Institut kurde de Paris assure, à partir de mercredi 17 avril, un service Minitel (36 15 SOS Kurdes) destiné à donner toute information sur l'aide française, publique et privée, en faveur des Kurdes d'Irak.

LE LIVRE DE RÉFÉRENCE



Un ouvrage de référence, de nature à ravir les historiens. Un exposé clair, précis, pour tout dire irréfutable de ce morceau d'histoire de France.

Jean-Marie Colombani / Le Monde

Le premier ouvrage de référence sur la Présidence depuis 1981. Avec une vue imprenable sur les archives protégées. Les 588 pages de ce livre seront vite écorchées à force d'être consultées.

Christine Fauvet-Mycia / Libération

Voilà enfin la somme du "décennat" qui va faire date.

Christian Sauvage / Le Journal du Dimanche

Un ouvrage de référence sur dix ans passés à l'Élysée. Si le travail est sérieux et crédible, il n'est pas pour autant austère. Les anecdotes y ont leur place, souvent désopilantes.

Nicole Kern / Le Figaro

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. Tome 1 : Les ruptures. 140 F. Tome 2 : Les réconciliations (à paraître)

Editions du Seuil

La Croix-Rouge déplore les obstacles opposés par la Turquie

GENEVE
de notre correspondant

La Turquie ne souhaite guère permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de porter secours aux réfugiés kurdes. C'est ce qu'a déploré M. Cornelio Sommaruga, président du CICR, mardi 16 avril, en précisant que les démarches continuent auprès des autorités d'Ankara. Le CICR a cependant eu l'autorisation d'avoir des entretiens sans témoins avec mille huit cents « internés militaires » (en d'autres termes des désertheurs) irakiens en Turquie et de leur porter assistance.

Empêché d'accomplir sa mission en faveur des Kurdes en Turquie même, le CICR concentre ses efforts, comme nous l'a déclaré M. Sommaruga, pour aider matériellement, dans la mesure du possible, les files de réfugiés qui, dans le nord de l'Irak, se dirigent vers la frontière turque. Outre les risques de représailles, les Kurdes affrontent une situation sanitaire particulièrement dramatique. Le taux de mortalité infantile ne cesse d'augmenter en raison d'épidémies diarrhéiques — on n'hésite pas au CICR, comme à l'OMS, à parler de choléra — qui sévissent dans le Sud et risquent d'endosser le reste du pays.

Le CICR maintient en Irak et des deux côtés de la frontière avec l'Irak cent cinquante délégués et des spécialistes qui ont pour première tâche de procéder à la purification et au transport de l'eau, afin d'éviter que la situation ne se transforme en catastrophe de longue durée. Des médecins et d'autres délégués ont la charge de nourrir, vêtir et protéger contre les intempéries quelque deux cent mille réfugiés. Le CICR, en collaboration avec le Croissant-Rouge iranien, fournit à ces derniers trente tonnes de nourriture par jour, ainsi que des médicaments, du matériel sanitaire, des couvertures et des tentes. Une grande partie des secours qu'il dispense dans la région provient de sociétés nationales européennes de la Croix-Rouge, auxquelles est venue s'ajouter une importante contribution israélienne.

ISABELLE VICHNIAC

سكزنا الاصل

PROCHE-ORIENT

Lors d'un dîner de travail à Luxembourg

M. Baker a promis aux Douze de les associer au processus de paix

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

Il est vrai que les problèmes se posent de façon différente depuis la décision de créer en Irak les centres d'accueil pour réfugiés sous contrôle des armées américaine, britannique et française. La mise en œuvre d'une cellule unique de coordination entre l'aide américaine et l'aide européenne a également été évoquée.

Tout en se déclarant d'accord à «cent pour cent» avec la proposition des Douze que M. Saddam Hussein soit jugé par un tribunal international, M. Baker a poliment évoqué les limites du projet en les invitant à «réfléchir à ce que signifie un procès s'il n'y a pas d'accusé présent». Il a rappelé que «les États-Unis ne sont pas prêts à prendre des mesures militaires» pour s'assurer de la personne du dictateur de Bagdad, et il a estimé que «davantage de vies humaines seraient sauvées» si l'intérêt quittait lui-même le pouvoir. Mais constatant que le Koweït et l'Arabie saoudite détiennent des

logistique de l'UEO dans cette crise, mais cela n'est pas apparu dans les propos officiels.

«criminels de guerre» irakiens, il a déclaré que «ces pays pourraient prendre des mesures».

Le ralliement du secrétaire d'État américain au désir des Douze d'être associés à la recherche de la paix entre Israël et ses voisins a été plus net. Tout en admettant lui-même qu'il restait volontairement dans le vague quant aux formes de cette association, M. Baker a dit qu'il «allait bien préciser» son point de vue à Jérusalem. Il était déjà révélateur que l'Américain revienne voir les Européens avant de commencer sur le terrain sa nouvelle mission pour «une conférence de la paix», qu'il s'est abstenu de qualifier de régionale ou d'internationale pour ne pas compliquer les choses. Les Européens sont persuadés que, «la paix revenue», la communauté peut concourir au développement de toute la région, dans laquelle ils sont les principaux partenaires commerciaux. C'est ce qui, à leurs yeux, les désigne comme interlocuteurs incontournables déjà acceptés par le monde arabe et les Palestiniens.

JEAN DE LA GUÉRIVÈRE

Invokant les besoins alimentaires du pays

Bagdad demande à l'ONU l'autorisation de reprendre ses exportations de pétrole brut

Le président George Bush n'a pas exclu, mercredi 17 avril, d'accorder à l'Irak, qui venait de faire une demande en ce sens auprès de l'ONU, l'autorisation d'exporter du pétrole, mais a affirmé qu'il ne l'envisagerait pas tant que les réfugiés kurdes ne seraient pas en sécurité : «La priorité est de fournir des secours à ces gens qui souffrent», a-t-il affirmé.

NEW-YORK

de notre correspondant

L'Irak a sollicité mercredi 17 avril auprès du Comité des sanctions de l'ONU, chargé de veiller à l'application de l'embargo, l'autorisation de reprendre ses exportations de brut et de produits pétroliers «à titre exceptionnel». Et ce afin de pouvoir acheter les produits alimentaires et de première nécessité dont le pays a besoin pour les prochains mois.

Estimant que la situation est à ce point critique qu'elle dépasse à la fois les possibilités du gouvernement irakien et l'aide que peuvent apporter les organisations humanitaires, l'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a adressé une lettre au président (autrichien) du Conseil de sécurité, lequel préside également le Comité des sanctions. Dans cette lettre figure la liste des produits qui seraient nécessaires et leur coût estimé. Bagdad, qui importait avant la guerre 70 % de ses produits alimentaires, établit ainsi l'inventaire précis (exprimé en tonnes) de ses besoins en blé, riz, sucre, thé, lait, légumes, viande, sel de table, savon, lessive et... lames de rasoir (un million d'unités) évaluant à 940 millions de dollars pour quatre mois et à 2,8 milliards pour un an, les sommes dont l'Irak a besoin pour financer ces importations à partir de ses livraisons de brut. Sous réserve que les Nations Unies donnent leur feu vert.

Décision politique

«Mais il ne suffit pas que l'ONU accepte une levée partielle de l'embargo», avertit un spécialiste new-yorkais du marché pétrolier. Pour que le commerce pétrolier puisse être rétabli avec ce pays, il faut aussi que les gouvernements, à commencer par celui des États-Unis, donnent leur accord pour importer du brut irakien. C'est seulement après que les grandes compagnies, notamment celles qui, telle Coudert, avaient l'habitude de travailler avec l'Irak, et les traders (négoceurs intermédiaires) pourront se porter acquéreurs de brut irakien, un pétrole considéré comme de bonne qualité sur le marché.

«C'est là une décision politique»,

SERGE MARTI

Retour au directoire ?

Suite de la première page

Les Républiques baltiques et la Géorgie, en attendant l'Arménie et la Moldavie, mettent en échec les tentatives du «centre» pour les faire rentrer dans le rang. La Slovaquie et la Croatie sont sur le point de prendre congé de la Yougoslavie, sauf pour celle-ci à accepter de se transformer en une très lâche confédération. Les derniers sondages réalisés au Québec montrent une population maintenant acquiescente à la majorité à l'idee de souveraineté. Dieu sait pourtant si de Gaulle avait été critiqué à l'époque pour son fameux «Vive le Québec libre !» Presque autant que pour ce qui avait paru à beaucoup son geste le plus outre-dançais : sa prétention, contenue dans un mémorandum secrètement adressé le 24 septembre 1958 à Eisenhower et à Macmillan, de constituer entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ce qui équivalait, bien que le mot ne figurât pas dans le document, à un directoire du monde occidental.

On a peine à imaginer le tollé qui accueillait cette démarche alors que nous voyons prendre corps sous nos yeux, à la faveur, si l'on ose dire, de la tragédie kurde, un directoire tripartite de fait : George Bush vient en effet d'annoncer lui-même que les trois pays s'étaient mis d'accord pour envoyer des troupes dans la partie irakienne du Kurdistan, non certes pour s'y battre mais pour venir en aide à la détresse de tout un peuple.

Cette décision a été prise apparemment sans demander la permission du conseil de sécurité des Nations unies ou du gouvernement de Bagdad : il y a des circonstances où le respect du droit n'est plus qu'une excuse pour Ponce Pilate. Elle a d'ailleurs au moins un précédent : l'envoi de militaires américains, français, italiens, à Beyrouth, au lendemain du massacre de Sabra et Chatila, pour protéger les réfugiés des camps palestiniens. Mais

il s'agissait de l'addition de décisions nationales. Alors que, cette fois, nous sommes en présence d'une décision concertée et exécutée à trois.

C'est un signe des temps. Il y a un an encore, quand Bush envisageait les «partenaires» possibles pour l'ordre mondial de ses rêves, il songeait, essentiellement, à l'Europe et au Japon. Et il ne faisait pas de doute dans son esprit qu'il revenait dans une large mesure à l'Allemagne, maintenant réunie, d'être la locomotive de l'Europe. Mais depuis il y a eu la guerre, à laquelle l'Allemagne et le Japon n'ont guère participé que comme banquiers : grandes puissances économiques s'il en est, l'une comme l'autre hésitant toujours visiblement à assumer des responsabilités politiques et à plus forte raison militaires qui dépassent le cadre régional. Quant à la Communauté européenne, qui avait une belle occasion de s'affirmer, elle aura été l'arlésienne du conflit. Alors que leur participation active et résolue a fait du Royaume-Uni et de la France les partenaires quotidiens des États-Unis.

Rien n'assure que cela durera très longtemps. Pour l'instant, François Mitterrand pourrait adapter à la situation à l'intérieur du monde occidental un mot qu'il a eu naguère à propos du PCF devant, précisément, un vieux gaulliste. «Deux hommes, lui avait-il déclaré, l'ont fait reculer : le général en s'opposant à lui, moi en m'alliant avec lui.» Il pourrait dire aujourd'hui, et c'est à cela peut-être que songeait Roland Dumas en parlant des «illusions» gaullistes, mais il aurait dû alors être plus explicite, qu'en se comportant vis-à-vis des États-Unis en allié il a largement contribué à faire consommer à la France le rang que le général n'avait rétabli qu'en leur tenant tête plus souvent qu'à son tour...

ANDRÉ FONTAINE

A TRAVERS LE MONDE

EL SALVADOR

Nouvelles actions meurtrières de la guérilla

La guérilla salvadorienne a affirmé avoir tué ou blessé vingt soldats dans plusieurs actions armées mercredi 17 avril dans l'est du Salvador, où elles ont notamment attaqué la garnison de Usulután et occupé la ville de California. Selon la station clandestine Radio Venceremos du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN), ces actions s'inscrivent dans une campagne destinée à sauvegarder «l'intégrité des zones» que la guérilla contrôle contre les incursions de l'armée. Les rebelles ont également attaqué des positions de l'armée dans la ville de Santa Helena dans la même région. Des commandos urbains de la guérilla ont par ailleurs endommagé une station fournissant de l'énergie électrique dans le nord-ouest de San Salvador privant d'électricité plusieurs quartiers de la capitale. — (AFP)

HAÏTI

Incidents et manifestations se multiplient

Une vive tension a régné mercredi 17 avril, en fin de matinée, à Port-au-Prince, où plusieurs centaines de jeunes manifestants ont brisé les vitres de plusieurs magasins au centre-ville, de même que les pare-brises de certains véhicules, accusant les «tontons macoutes» (anciens miliciens des Duvalier) et les «bourgeois» d'avoir provoqué l'incendie d'un marché populaire, le marché Hypolite, enrobant le feu dans la nuit de mardi à mercredi par un incendie qui serait d'origine criminelle. Ce marché, construit à la fin du dix-neuvième siècle sous la présidence de Florvil Hyppolite, également appelé «marché en fer», était considéré comme une pièce historique unique de l'architecture métallique en Haïti.

Ces incidents se produisent 48 heures après que de jeunes manifestants des quartiers populaires se soient livrés au pillage dans la deuxième ville de Haïti, au Cap-Haïtien (à 280 km au nord de la capitale) des dépôts de plusieurs commerçants qu'ils accusaient de stocker du riz. — (AFP)

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le président Balaguer annonce son retrait de la vie politique en 1994

Le président Joaquín Balaguer a annoncé, mercredi 17 avril, son retrait de la vie politique en 1994, à expiration de son mandat actuel de quatre ans.

M. Joaquín Balaguer, qui, à quatre-vingt-quatre ans, est pratiquement aveugle, a déclaré qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat en 1994, «au cas hypothétique» où il serait encore en vie.

Depuis l'assassinat en 1961 de Rafael Trujillo, homme fort de la République dominicaine, M. Balaguer a été six fois chef de l'État (avec toutefois des interruptions). Il n'a remporté l'élection présidentielle de mai 1990 qu'avec moins de 1 % d'avance. L'opposition de centre gauche avait alors parlé de «fraude électorale monstrueuse». — (Reuters)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : dix-sept condamnés à mort. — Le président Frederik de Klerk vient de commuer en peines de prison dix-sept peines capitales. Bénéficient notamment de cette clémence Barend Strydom, un extrémiste blanc qui avait tué sept Noirs, à Pretoria, en novembre 1988, et Robert McBride, un membre du Congrès national africain (ANC) impliqué dans l'explosion d'une voiture, en juin 1986, à Durban, dans laquelle trois femmes avaient trouvé la mort. — (AFP)

ALBANIE : l'opposition met fin au boycottage du Parlement. — Le Parlement issu des élections libres s'est finalement réuni au complet pour la première fois, mercredi 17 avril, les députés du Parti démocratique ayant renoncé à la boycotter pour protester contre ce qu'ils considéraient comme l'inaction des autorités après le meurtre de quatre membres de leur parti le 2 avril à Shkoder, dans le nord du pays. — (Reuters)

ALGÉRIE : coups de feu dans une mosquée. — Deux contestataires ont tiré des coups de feu, mardi 16 avril, dans une mosquée de Henaya, à 10 kilomètres de Tiemcen, faisant trois blessés graves, a rapporté, mercredi, la presse algérienne. L'incident aurait été provoqué par deux individus armés qui voulaient interdire aux fidèles d'accomplir la prière de la mi-journée. — (AFP)

CAMEROUN : opération «villes mortes». — Le Comité national de coordination des partis de l'opposition a lancé une opération «villes mortes», les 18 et 19 avril, et

Un Israélien tué par un commando venu de Jordanie

Un agriculteur israélien a été tué, mercredi 17 avril, par un commando qui avait réussi à s'infiltrer en Israël à partir de la Jordanie, à une dizaine de kilomètres au sud du lac de Tibériade, a-t-on annoncé de sources militaires. C'est la première fois depuis plus de dix ans qu'un civil israélien est tué lors d'une infiltration à partir de la Jordanie.

Le commando, composé apparemment de deux hommes, a tendu une embuscade dans une orangerie du kibboutz de Neve Ur, situé à 1 kilomètre de la ligne

de cessez-le-feu, le long du Jourdain. Le commando a ouvert le feu avec des armes automatiques légères en direction d'un tracteur. Gideon Ezra, vingt-deux ans, du kibboutz de Neve Ur, a été tué sur le coup et trois autres agriculteurs ont été blessés. Des soldats dépêchés sur les lieux ont tiré sur le commando, tuant l'un de ses membres. L'homme portait sur lui une pièce d'identité de l'«Armée populaire» jordanienne et un tract du mouvement de la Résistance islamique, Hamas. — (AFP)

principale force de l'opposition, le Parti démocratique progressiste (DPP), afin de dénoncer la «vielle garde» du parti au pouvoir (Kno-mintang, KMT), qui ne s'est pas présentée devant les électeurs depuis plus de quarante ans. Bien qu'interdite par les autorités, cette manifestation — la plus importante qu'ait connue le pays — s'est déroulée sans incidents majeurs. — (AFP)

TURQUIE : l'ancien maire de Diyarbakir libéré après onze ans de prison pour «séparatisme». — L'ancien maire de Diyarbakir, la plus grande ville du Sud-Est anatolien à majorité kurde, M. Mehdi Zana, un Kurde accusé de «séparatisme» et condamné en septembre 1980 à plus de vingt ans de prison, a été libéré en vertu de la loi du 12 avril sur la libération. M. Zana, quarante ans, a déclaré, mercredi 17 avril, qu'il «pourrait la lutte pour la libération du peuple kurde». Arrêté et jugé tout de suite après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, il avait été condamné plusieurs fois à de nouvelles peines de prison lors de sa détention à cause de son insistance à parler le kurde lors des audiences des tribunaux militaires. — (AFP)

LES CONTES POPULAIRES DE
L'EGYPTE ANCIENNE
TRADUITS ET COMMENTÉS PAR
G. MASPERO
Un volume 12x17, 306 pages, 120 F.
Maisonneuve & Larose

le Coup de gueule de
Jean Ziegler
1989, le Mur de Berlin tombe.
1991, Karl Marx renaît
JEAN ZIEGLER
À demain
KARL
RECUEIL DEFORGES ÉDITEUR

DES AOUT 91 USA
ÉTUDEZ AUX
Dans une grande université
de Californie ou de Floride.
Pour un stage linguistique ou pour
des études (BA, Master, MBA, Ph.D.).
Une année ne coûte que 50.000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office 57, rue Charles Laffitte
92200 Neuilly (1) 47 45 09 19
Recherchons professeurs fac, ou lycées
correspondants toutes régions.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

DIPLOMATIE

Le voyage du chef de l'Etat soviétique au Japon

M. Gorbatchev n'a pas fait les concessions territoriales espérées par Tokyo

La visite de M. Gorbatchev au Japon restera dans l'histoire comme l'un des événements dont les résultats ne sont guère à la hauteur des attentes qu'ils ont suscitées. Visite historique assurément — dont le porteur symbolique de réconciliation a été soulagé de part et d'autre, — elle ne paraît cependant guère de nature à faire progresser de manière aussi spectaculaire qu'on le pensait les relations entre les deux pays.

TOKYO

de notre correspondant

Pierre d'achoppement des relations nippo-soviétiques, le contentieux territorial n'a pas fait l'objet du compromis attendu, qui aurait pu donner un coup de fouet aux échanges entre les deux pays et ouvrir la voie à un nouvel ordre économique et stratégique en Asie du Nord-Est.

Les seules concessions faites par les Soviétiques consistent à : premièrement, reconnaître officiellement qu'il existe un problème territorial, et proposer que l'instance qui en traite soit élevée, du niveau des

vice-ministres des affaires étrangères (comme c'est le cas depuis 1988), à celui des chefs de la diplomatie de chaque pays; deuxièmement, proposer une délimitation des quatre îles.

Laborieuses négociations

Pour leur part, les Japonais ont accepté que le règlement du contentieux territorial ne soit plus la condition d'un « élargissement » des relations nippo-soviétiques, revenant par conséquent sur le principe de non-séparation de l'économie et du politique qui avait été jusqu'à présent l'axe de leur politique.

De laborieuses négociations de dernière heure, jeudi 18 avril, en vue de la réduction du communiqué commun ont dû être prolongées et elles ont conduit à l'annulation d'une partie de l'emploi du temps de M. Gorbatchev. C'est à l'annulation, au cours d'une cinquième session de pourparlers non prévues au programme, que le communiqué commun devait être signé, si, du moins, les deux parties ne se résolvait à diffuser deux communiqués distincts.

Après avoir étudié les difficultés au cours des quatre séries d'entretiens précédents, les deux parties se trou-

vaient au pied du mur et clairement sur des positions divergentes : le Japon demandait la reprise des négociations sur la base du communiqué commun de 1956, stipulant que l'URSS était disposée à restituer les deux îles de Sikotan et Habomai. Jusqu'au dernier moment, M. Gorbatchev s'est refusé catégoriquement à ce qu'une référence soit faite à ce texte, minimum qu'attendaient les Japonais.

Difficultés intérieures de l'URSS

D'autant plus sensible sans doute qu'on avait l'impression au Japon que M. Gorbatchev arrivait avec une sorte de joker en poche pour sortir les relations nippo-soviétiques de l'impasse, l'intransigeance dont il a fait preuve a surpris et irrité les Japonais. M. Gorbatchev ne voulait pas aller au-delà de ce qu'il avait déclaré la veille devant la Diète : « Nous essayerons d'aller de l'avant pour régler les derniers problèmes laissés par la guerre y compris la difficile question de la démarcation des territoires ».

Cette fermeté semble avoir été essentiellement due à des considérations de politique intérieure soviétique. Le chef du Kremlin a d'ailleurs fait allusion à plusieurs reprises aux

difficultés intérieures en URSS lorsque ses interlocuteurs japonais abordaient la question territoriale. A la Diète, s'écartant de son texte, il a rappelé, après avoir évoqué « l'existence d'une nouvelle réalité créée par l'installation de colonies soviétiques sur les îles », qu'il devait tenir compte des souhaits de ses concitoyens : « Nous avons aussi une opinion publique », a-t-il déclaré.

La nervosité du porte-parole soviétique, accusant la presse japonaise de prendre ses désirs pour des réalités, et le départ soudain du gouverneur de Sakhaline, M. Fedorov, sur une laconique déclaration selon laquelle la délégation soviétique ne tenait pas compte des intérêts de la population des Kouriles et de Sakhaline témoignent d'une certaine tension dans les rangs soviétiques.

Le retrait des troupes stationnées sur les îles revendiquées par les Japonais, évoqué par M. Gorbatchev, ne semble pas avoir balayé les réticences des Japonais (qui suivent en cela Washington) face à la proposition soviétique de mettre en place un système de sécurité collective en Asie. A leurs yeux ce projet est prématuré et ne tient pas suffisamment compte de la complexité de la situation régionale.

PHILIPPE PONS

La fin du séjour de M^{me} Chamorro à Washington

M. Bush souligne la nécessité de « sacrifices » pour redresser l'économie du Nicaragua

La présidente du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro, a été reçue mercredi 17 avril à la Maison Blanche, où le président George Bush a fait l'éloge de la démocratisation nicaraguayenne tout en soulignant la nécessité de « sacrifices » pour un succès économique. Alors que M^{me} Chamorro avait demandé mardi dans un discours au Congrès un engagement américain pour une aide financière à son pays pendant dix ans, M. Bush n'a annoncé aucune nouvelle aide américaine autre que celle de 200 millions de dollars qu'il a déjà demandée pour l'année fiscale 1992.

« Nous vous offrons notre respect, notre admiration et notre amitié », s'est contenté de déclarer le président amé-

ricain. M. Bush n'a cependant pas mentionné les quelques anicroches dans les relations entre les deux pays, comme par exemple le maintien au poste de ministre de la défense de M. Humberto Ortega, frère de l'ex-président sandiniste Daniel Ortega, et les récents meurtres de contras ayant déposé leurs armes, dont sont soupçonnés des sandinistes. Soulignant enfin qu'il « n'était pas facile » de réformer le système économique nicaraguayen après dix ans de sandinisme, le président américain a conclu en déclarant « les sacrifices à court terme sont vitales pour réaliser une croissance et un développement à long terme. » (AFP)

Si Simeon II de Bulgarie veut jouer un rôle. — Parrainé par Sir Jack Stewart-Clark (conservateur britannique), Simeon II de Bulgarie a tenté, mercredi 17 avril, de faire son entrée politique sur la scène européenne. Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée dans les locaux du Parlement de la CEE à Strasbourg, cet homme d'affaires a joué la modestie : « J'ai longtemps gardé un profil bas mais aujourd'hui je crois que je peux être utile à mon pays. » Cet exilé de la dynastie de Saxe-Cobourg — parti en 1946, à l'âge de neuf ans, en Egypte, puis en Espagne — estime qu'il peut « jouer un rôle dans une Bulgarie démocratique ». — (Corresp.)

MM. Abraham Serfaty et Francisco Valenciano. Prix 1991 de la Liberté d'écriture. — Parrainé par MM. Arthur Miller et Mario Vargas Llosa, le prix 1991 de la Liberté d'écriture, créé en 1960, par Pen American Center pour venir en aide aux écrivains et aux journalistes, victimes de censure, d'emprisonnement ou de tortures à cause de leurs écrits, vient d'être attribué à MM. Abraham Serfaty, incarcéré depuis plus de quinze ans au Maroc, et Francisco Valenciano, directeur du quotidien salvadorien indotendur *Diario Latino*, connu pour ses prises de position en faveur de la démocratie en Amérique centrale. — (Corresp.)

Se rendant comme prévu en Libye et en Egypte

M. Dumas reporte ses visites en Algérie et en Tunisie

M. Roland Dumas a reporté les visites qu'il devait faire, à partir du 21 avril, en Algérie et en Tunisie mais il se rendra, comme prévu, lundi 22 et mardi 23 avril, en Libye et en Egypte. Cette tournée, en quatre étapes devait prolonger le récent déplacement du chef de la diplomatie française au Maroc et en Mauritanie.

« Simple question de calendrier », assure-t-on au Quai d'Orsay. « Aucun programme n'a dû être démenti puis que aucun n'avait été précisément arrêté. »

Compte tenu de ses engagements, le ministre ne pourra, cependant, pas compléter son périple maghrébin avant la deuxième semaine de mai. L'idée première de M. Dumas, qui avait insisté sur le souci de Paris de renouer, au plus vite, les liens avec ses partenaires d'outre-Méditerranée, quelque peu distendus par la guerre du Golfe, était de visiter, au cours d'une seule tournée, les cinq capitales de l'Union du Maghreb arabe (UMA). En définitive, pour des raisons qui ne se réduisent pas à de simples questions de calendrier, le ministre devra s'y prendre au moins en trois fois pour arriver à ses fins.

L'Algérie semble être pour partie responsable de ces contretemps. A-t-elle refusé de figurer au programme d'une tournée étape? A-t-elle fait valoir que les rapports spéciaux et agités qu'elle entretient avec l'an-

cienne métropole méritaient qu'elle soit traitée à part et avec plus d'égalité? A moins qu'elle n'ait manifesté aucun empressement à recevoir un émissaire français. De passage à Paris, au lendemain de la guerre du Golfe, M. Ahmed Ghazali, chef de la diplomatie algérienne, s'était abstenu de rencontrer M. Dumas, qui souhaitait s'entretenir avec lui.

L'annulation d'une rencontre, à Tunis, avec M. Yasser Arafat, qui avait été fixée au lundi 21 avril à midi et précédée, la semaine dernière, par un entretien entre le chef de l'OLP et le directeur du département Proche-Orient-Maghreb au Quai d'Orsay, pourrait expliquer aussi le report du voyage de M. Dumas. C'est été une « première » depuis la décision de la CEE de geler ses contacts avec la centrale palestinienne en raison de ses prises de position pro-irakiennes. Le ministre a-t-il jugé plus sage de différer ce projet et de s'en remettre à des renseignements pris, l'on ne pouvait en attendre rien de très positif?

Quoi qu'il en soit, la Tunisie fait les frais de ces complications diplomatiques alors qu'elle appelait de ses vœux une visite de M. Dumas. Elle est conduite à constater avec amertume que l'OLP lui fait de l'ombre et que l'Union du Maghreb arabe ne suffit pas à remplir l'emploi du temps du chef de la diplomatie française.

J. de B.

L'accroissement des pouvoirs du Parlement européen

La Commission et l'Assemblée critiquent les propositions du Luxembourg

STRASBOURG
Communautés européennes

de notre correspondant

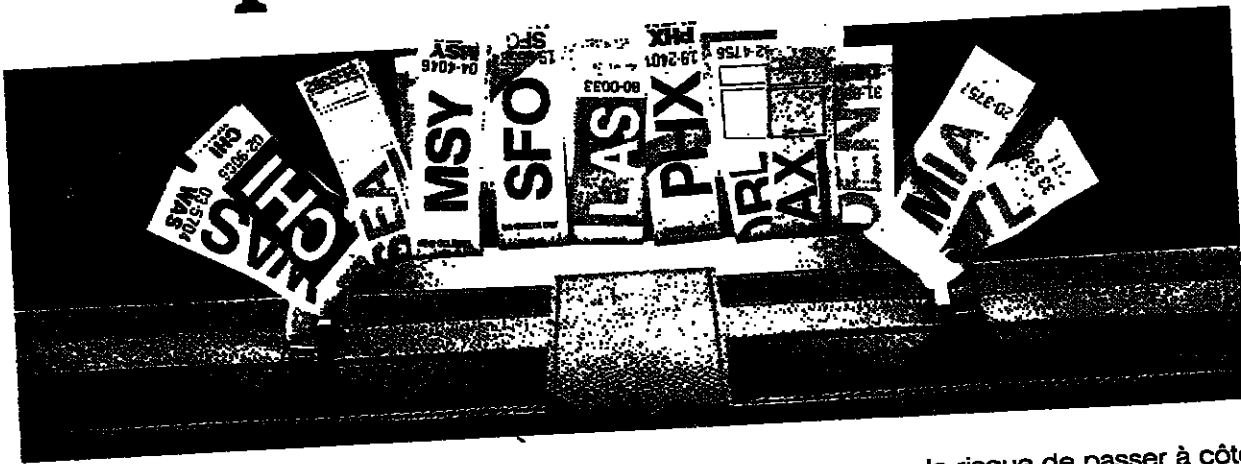
Le Parlement européen a débattu, mercredi 17 avril, du projet de la présidence luxembourgeoise de la CEE sur l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée. Ce projet a soulevé de vives critiques, tant de M. Jacques Delors que des parlementaires, mais pas pour les mêmes raisons. Une résolution devait être votée, jeudi 18 avril, dans laquelle les députés menacent de rejeter les résultats des deux conférences intergouvernementales ouvertes par les Douze sur l'union politique et monétaire.

Le débat tourne autour des compétences du Parlement en matière législative. L'idée luxembourgeoise est de l'associer plus étroitement au Conseil des ministres dans le processus d'adoption des directives communautaires. Mais, outre le fait que le champ d'application de cette « codécision », tel qu'il est envisagé par les Luxembourgeois, est des plus limités, aucune piste de sortie n'est prévue en cas de désaccord entre le conseil des

ministres et l'Assemblée. Cette dernière souhaite détenir plus qu'un « pouvoir négatif », sans toutefois préciser le mécanisme qu'elle souhaite. En réalité, forts de l'appui de l'Italie et de l'Allemagne (le Monde du 17 avril), nombre de députés nourrissent l'espoir d'un renversement de la situation actuelle. Les procédures de l'Acte unique donnent aujourd'hui le dernier mot au conseil des ministres en cas de conflit avec le Parlement. La Commission de Bruxelles joue alors un rôle très important de conciliation. Or, la proposition du Luxembourg amoindrirait de manière considérable le poids de l'exécutif communautaire dans sa fonction de médiateur. M. Jacques Delors est donc monté au créneau. « Affaiblir la Commission, a-t-il estimé, est une solution institutionnelle qui ne concilie pas démocratisation et efficacité. » « Si cette dérive devait continuer, je vous demanderais pourquoi avoir accepté un système qui risque de plonger le processus de décision communautaire dans des palabres sans fin entre le conseil et le Parlement? Il n'est pas trop tard pour y réfléchir. »

MARCEL SCOTTO

Côte Ouest, Côte Est. L'Amérique pour 1095 F.



Si vous pensez que l'Amérique se limite à New York, vous prenez le risque de passer à côté de toutes ses autres merveilles. Découvrez-les avec le Twaipass de TWA. C'est le moment d'en profiter. Le Twaipass vous ouvre le réseau intérieur TWA pour seulement 365 F. par vol et vous offre le choix parmi une centaine de destinations. Alors, si vous pensez, en plus, aux tarifs très avantageux que TWA pratique en ce moment au-dessus de l'Atlantique, c'est vraiment maintenant qu'il faut découvrir l'Amérique! Appelez tout de suite votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11. Réservez vite votre super Twaipass. Vous partirez à ces conditions si vous achetez vos billets avant le 15 mai 1991.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Validité 7 jours min., 30 jours max. 3 coupons min., 5 coupons max. Le 1^{er} vol doit être effectué au plus tard le 30 juin 1991. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente, de transport et sujets à approbation gouvernementale.

سكوتيا الرحال

EUROPE

URSS : table ronde contre traité d'union

Les grandes manœuvres politiques se préparent

Désertée par ses dirigeants, partis au Japon, en France ou à Londres, l'Union soviétique se prépare, dans la confusion, à de grandes manœuvres politiques, sur fond de grèves, persistantes chez les mineurs et sporadiques dans de nombreux autres secteurs. Mardi 16 avril, la tension s'était focalisée en Ukraine et s'accroissait en Géorgie, où le président Gamsakhourdia a décrété la « désobéissance civile ».

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La capitale de l'Ukraine, Kiev, a connu mardi une journée de « grève générale de solidarité ». Les mineurs de la République continuent, comme ailleurs, à réclamer la démission de M. Gorbatchev. Le mouvement fut loin d'être « général », mais comme l'appel émanait de la fois des comités de grève et des groupes indépendants radicaux, les autorités s'étaient fortement inquiétées : des forces anti-émiettes protégeaient le Parlement, qui reprenait ce jour-là ses travaux. Les arrêts de travail dans les transports et dans une poignée d'entreprises ainsi que les manifestations aux abords du centre-ville ont eu cependant leurs effets : le Parlement, dominé par des communistes, néanmoins favorables à la souveraineté de l'Ukraine, a créé une commission pour négocier avec les grévistes et charger le gouvernement local de dresser la liste des décrets et lois soviétiques contraires à celle de l'Ukraine. Les députés ont ainsi annulé le dernier décret en date de M. Gorbatchev sur les approvisionnements industriels. Pour l'Ukraine, cela revient à refuser une des composantes du « plan anti-crise » du président soviétique, à savoir le respect de la répartition centralisée des marchandises pour l'année en cours et la suite.

Dans les régions touchées par les grèves et souvent dans celles menacées de l'être - en fait, pratiquement sur tout le territoire - les autorités locales, qu'elles soient communistes ou réformatrices, ont fait des concessions à la population. Elles ont souvent supprimé l'impôt de 5 % à la vente - introduit le 1^{er} janvier et appelé communément l'« impôt du président » - annulé certaines hausses de prix ou adopté des programmes sociaux particuliers. Ce qui n'empêchait pas le premier ministre, M. Valentin Pavlov, d'exposer

à Londres son programme de sortie de crise « anti-inflationniste » et de promettre de remettre le pays au travail, « sans user de la force, bien sûr », pour redresser l'économie d'ici à 1993. Les détails du plan exposé dans ses grandes lignes la semaine dernière par M. Gorbatchev restent pour le moment confidentiels et seront discutés, la semaine prochaine, par le Parlement soviétique. L'examen se déroulera-t-il à huis clos ?

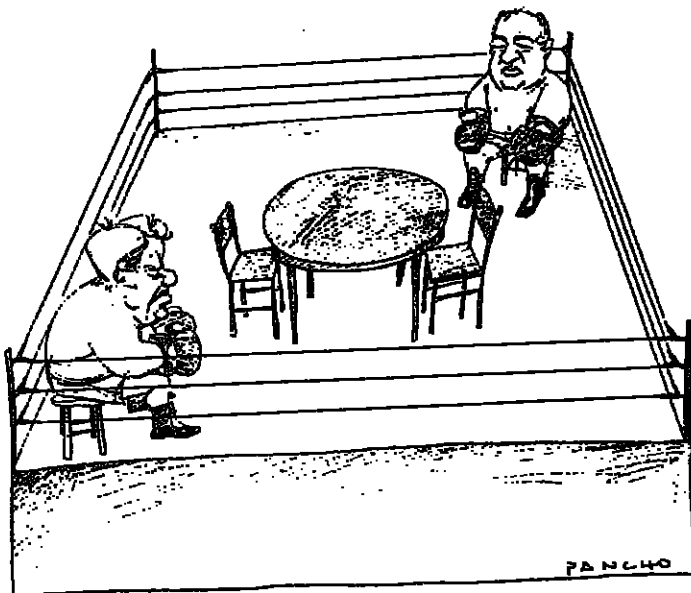
Cette pratique se développe au Soviet suprême. N'est-ce pas hors de la présence des journalistes que celui-ci a débattu, lundi et mardi, non pas de secrets d'Etat, mais des mouvements de grève ? Les députés étaient en fait appelés à modifier la loi déjà votée sur « les conflits du travail » pour en accentuer les aspects répressifs (peine de prison pour les « instigateurs » de

riennes du Koubass et de Vorkouta - qui se réunissent jeudi. Son premier point à l'ordre du jour est la loi sur l'élection présidentielle russe, prévue le 12 juin et qui devrait consacrer à la fois le triomphe de M. Boris Eltsine et la perte de pouvoirs de M. Gorbatchev.

Nouveau virage de M. Gorbatchev ?

Reconnu comme intermédiaire obligé entre les grévistes et le président soviétique, M. Eltsine aura ainsi d'autant plus de raisons d'appeler à la tenue de sa table ronde, où il se voit assis à côté des grévistes face à MM. Gorbatchev et Pavlov pour élaborer un mécanisme de transfert de pouvoirs.

M. Gorbatchev, qui doit affronter une nouvelle fois les commu-



grève, concept qui doit être « expliqué » à la Cour suprême. Le huis clos a surtout servi à cacher l'impopularité du Parlement, qui a fini par approuver « en principe » une interdiction des grèves politiques, reportant son adoption définitive au prochain débat. Le Parlement soviétique s'est, en outre, déchargé du problème des mineurs sur les Parlements des Républiques, appelés à désigner des représentants à une commission inter-parlementaire qui doit discuter avec les grévistes.

L'Ukraine ayant déjà créé une telle commission et le Kazakhstan ayant réussi à amadouer ses mineurs dès le mois dernier, cet appel s'adresse donc au Parlement de Russie - avec ses mines sibé-

nistes conservateurs au plénum du 24 avril, n'a encore rien concédé, même s'il a laissé dire qu'il ne refusait pas l'idée de cette table ronde. Avant de partir pour le Japon, il a certes annoncé qu'il entendait « coopérer avec la Russie » mais il a aussi accusé M. Eltsine de dire une chose et son contraire dans la même journée. M. Gorbatchev a réaffirmé que sa priorité restait le traité d'union, qu'il veut faire signer en avril et ratifier en mai.

« Table ronde » contre « traité d'union » : le marché est posé et la lutte sera rude. En attendant, la presse réformatrice cherche, et trouve, des signes annonciateurs d'un nouveau virage de M. Gorbatchev vers le camp des démocrates.

Fin de la visite du président russe à Paris

M. Boris Eltsine a été reçu à l'Élysée

M. Mitterrand a finalement eu recours à M. Boris Eltsine, le président de la fédération russe, aux mêmes subtilités que le président George Bush : soucieux de ne pas froisser M. Gorbatchev, celui-ci avait fait recevoir en 1989 M. Boris Eltsine à la Maison Blanche par son secrétaire général, M. James Baker, et s'était simplement « joint » à l'entretien. Mercredi soir 17 avril, au terme d'une visite de trois jours en France riche en rebondissement, polémiques et annulations, M. Eltsine a enfin été reçu à l'Élysée, officiellement par le secrétaire général, M. Jean-Louis Bianco, auquel M. Mitterrand « s'est joint » à la fin de l'entretien, selon la présidence.

Le rival de M. Gorbatchev a donc pu annoncer qu'il s'était entretenu des « perspectives de l'entrée de la Russie dans l'Europe » avec le chef de l'Etat français, et

conclure dignement une visite très mal commencée à Strasbourg. La journée de mercredi a eu aussi son lot de péripéties, avec l'annulation intempestive de la visite prévue à Grenoble, où tout était pourtant fin prêt pour le recevoir, depuis le gazon tendu de frais jusqu'aux petits fours, et un Alain Carignon, en président du conseil général de l'Isère, indigné de tant de désinvolture.

Mais le reste des rencontres parisiennes de M. Eltsine s'est déroulé normalement : devant le maire de Paris, il a dressé « un tableau pessimiste de la situation politique et économique de l'URSS et de la Russie », selon M. Chirac, et fait part de « son opposition totale à tout accord » qui pourrait conclure M. Gorbatchev sur les îles Kouriles en faveur des Japonais.

La commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat a également entendu M. Eltsine pendant plus d'une heure, après quoi M. Jean Lecanuet, président de la commission, a souligné que le dirigeant russe, « homme d'Etat compétent et maître de lui », avait été reçu « dans un climat de courtoisie et d'ouverture ». Il a, en revanche, estimé « scandaleux et honteux » l'accueil du président de la fédération de Russie par le groupe socialiste du Parlement européen de Strasbourg.

Il ne restait plus à M. Eltsine qu'à déclarer, au cours d'une conférence de presse, que ses « objectifs étaient atteints », puisqu'ils consistaient « essentiellement à tisser des liens politiques », à présenter ses « excuses » au maire de Grenoble, et à se dire, somme toute, « satisfait » de sa visite privée et parlementaire en France.

blicaine irlandaise (IRA), en est exclu en raison de ses positions en faveur de la lutte armée. - (AFP.)

o YUGOSLAVIE : fin de la grève en Serbie. - Le Parlement de Serbie a approuvé, mercredi 17 avril, à la quasi-unanimité les mesures présentées par le gouvernement, visant à satisfaire les revendications des grévistes de la métallurgie et du textile (le Monde du 17 avril). Les quelque 700 000 salariés qui s'étaient mis en grève générale, mardi 16 avril, ont décidé de reprendre le travail. Le gouvernement serbe a garanti le versement régulier des salaires minimum et s'est engagé à baisser les impôts et à adopter d'ici à la fin avril une loi sur la protection sociale. - (Corresp.)

M. Erich Honecker est en situation irrégulière à Moscou

M. Erich Honecker, l'ancien numéro un est-allemand, n'a pas déposé de demande de permis de résidence à Moscou et s'y trouve donc en situation irrégulière, a fait savoir mercredi 17 avril le chef du service de presse de la municipalité réformatrice de Moscou, M. Mikhail Karpov.

Sans la fameuse *prispiska*, indispensable pour résider à Moscou, M. Honecker n'a donc droit ni au logement ni au bénéfice des services sociaux, selon M. Karpov. Gravement malade, M. Honecker avait été secrètement transféré par les Soviétiques de Berlin à Moscou le 13 mars, alors qu'il se trouvait en instance de jugement en Allemagne. - (Reuters.)

o IRLANDE DU NORD : deux groupes loyalistes décident un « cessez-le-feu ». - Deux organisations loyalistes, l'UFF (Ulster Volunteer Force) et l'UFF (Ulster Freedom Fighters) ont annoncé, mercredi 17 avril, un cessez-le-feu à partir du 29 avril, veille de l'ouverture de discussions multipartites sur l'Irlande du Nord. Dans un communiqué commun, les deux groupes armés indiquent que le cessez-le-feu « total » sera observé pendant toute la durée des pourparlers. Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, avait obtenu l'accord de toutes les formations politiques pour l'organisation de discussions sur l'avenir de la province. Seul le Sinn Féin, la branche politique de l'Armée répu-

Les conservateurs ont ainsi relancé leur appel à la démission du président soviétique. Ce dernier, en outre, pris récemment comme conseiller, chargé des contacts avec les partis, le jeune Valentin Karashev, qui avait fait un moment parti des groupes parlementaires des réformateurs. Des signes d'assouplissement sont aussi perceptibles dans le camp Eltsine, avec la fièvre qui s'est déclarée dès l'évocation de la table ronde. Le mouvement Russe démocratique a ainsi défini dimanche les « conditions » de sa participation : il ne demande plus la démission de M. Gorbatchev, mais une « limitation anticipée de ses pouvoirs ». Les mineurs de Vorkouta, dans le Grand Nord, font de même en expliquant à la base que cette démission est « implicite » dans leur demande de démission du Soviet suprême et de formation d'un gouvernement de coalition.

Ce dernier point semble, en tout cas, faire une large unanimité. M. Nikolai Petrakov, ex-conseiller économique de M. Gorbatchev, traduit un sentiment répandu en estimant, dans une interview, que « le cabinet Pavlov ne durera sans doute pas longtemps ». N'étant pas populaire, il ne pourra pas résister au populisme et « dans une semaine », cédra, selon lui, aux revendications salariales. Alors, conclut-il, « l'inflation s'engouffrira ». L'idée que seul un pouvoir issu d'un minimum de confiance populaire pourrait imposer les « douloureuses » réformes nécessaires, fait lentement son chemin dans les esprits. Mais reste l'immense personnalité entre M. Gorbatchev et Eltsine, que leurs proches ne cachent plus pour l'intervener ces derniers temps pour tenter de les rapprocher. Le président du Kazakhstan, M. Nazarbaev, a dit qu'il lui était « incompréhensible qu'après ces entretiens, où nous nous étions mis d'accord, chacun recommence à suivre sa ligne et ne tienne pas sa parole ».

SOPHIE SHIHAB

ALLEMAGNE

Arrestation d'un espion de la Stasi au ministère de la défense

BONN

de notre correspondant

Wolf Heinrich Prellwitz, cinquantenaire, n'était qu'un modeste fonctionnaire du ministère de la défense. Il était documentaliste au 4^e bureau de l'armement, chargé du classement des dossiers concernant le développement et l'acquisition des matériels de défense aériens.

Selon le parquet fédéral de Karlsruhe, qui a ordonné son arrestation, mercredi 17 avril (nos dernières éditions du 18 avril), Prellwitz était parallèlement, depuis 1968, l'un des principaux agents de la Stasi dans le domaine militaire. Il a ainsi pu livrer sans éveiller les soupçons, pendant plus de vingt ans, des renseignements à Berlin-Est sur les armements les plus modernes utilisés et étudiés dans le cadre de l'OTAN, y compris le très controversé TBA, l'avion de chasse mis en chantier en collaboration avec plusieurs autres pays européens. Pour le prix de ses services, Wolf Heinrich

Prellwitz aurait reçu au total l'équivalent de 700 000 F. Selon le quotidien *Die Welt*, trois autres arrestations d'anciens espions seraient imminentes au ministère de la défense.

On découvre ainsi peu à peu l'ampleur du système d'espionnage mis en place par les dirigeants est-allemands en Allemagne de l'Ouest. La semaine dernière, l'hebdomadaire *Die Zeit* établissait, en étudiant les carnets de l'ancien secrétaire d'Etat est-allemand au commerce extérieur, M. Alexander Schalck-Golodkowski, que dans le courant de l'année 1984, la Stasi était informée très précisément des intentions du chancelier Helmut Kohl dans les négociations en cours pour une éventuelle visite à Bonn de M. Erich Honecker. Cela laisse supposer que les « fuites » ne pouvaient provenir que de l'entourage très proche du chancelier ou de M. Philipp Jenninger, qui était alors ministre à la chancellerie, chargé des rapports avec la RDA.

L. R.

Fin des manifestations dans l'ex-RDA

BERLIN

de notre correspondant

Le syndicat de la métallurgie allemande, IG Metall, avait appelé, mercredi 17 avril, à une grande manifestation nationale à Berlin contre l'inégalité sociale entre l'Est et l'Ouest. Il attendait 150 000 personnes. Il n'en est venu que 30 000. Quatre à cinq mille personnes seulement avaient pris part en début de semaine au « lundi » de Leipzig. Les formations politiques, notamment les mouvements apparus dans la mouvance de l'Eglise protestante lors de l'effondrement du régime communiste, qui parraient ces manifestations ont annoncé mercredi, après le syndicat IG Metall, qu'elles renonceraient à de nouveaux rassemblements. Le rassemblement de Berlin a eu lieu à la porte de Brandebourg,

l'un des symboles de la réunification. Des trains et des autobus avaient été affectés spécialement. Mais derrière les bannières des métallos, les rangs des militants étaient éparpillés. « Nous ne voulons pas une fausse unité (entre l'Est et l'Ouest). Nous voulons l'unité sociale », le président d'IG Metall, M. Franz Stenklitz, a martelé une fois de plus le leitmotiv des manifestations de ces dernières semaines. Il a rappelé que les syndicats souhaitent voir les pouvoirs publics s'engager dans un vaste programme de reconstruction pour éviter le démantèlement de l'industrie est-allemande et maintenir l'emploi.

La réaction du gouvernement, qui a débloqué quelques milliards de deutschemarks, puis l'assassinat du président de la *Trennung*, Detlev Rohwedder, ont mis un coup d'arrêt à cette mobilisation.

H. de B.

La douloureuse transition roumaine

Suite de la première page

En 1990, selon des chiffres officiels, la production a chuté de 15 % tandis que la masse monétaire augmentait de 24 %. Conséquence : un déficit extérieur qui commence à se creuser. Nicolae Ceausescu avait remboursé la dette de la Roumanie (11 milliards de dollars en 1981) au rythme épuisant de plus de 1 milliard par an, laissant même un pécule évalué, par des sources occidentales, à 1,7 milliard de dollars.

Le nouveau pouvoir a tout d'abord cherché à contrôler les exportations chutant de 46 % alors que les importations grimpaient de 54 %. Le déficit de la balance commerciale approche 1,2 milliard de dollars par trimestre. Aujourd'hui, le problème qui se pose - et qui pourrait en faire resurgir d'autres - est que, même si elle n'a pas de dette extérieure, la Roumanie n'a plus un dollar en caisse.

Il va donc falloir, après les fastes post-révolutionnaires et prélecturaux, retourner à l'austérité et passer aux dures lois de l'économie de marché pour obtenir des crédits occidentaux. Alors qu'en janvier 1990, le premier ministre, M. Petre Roman, estimait qu'il était « impossible d'établir pour l'instant en Roumanie » cette fameuse économie de marché, il annonçait, six mois plus tard, que, finalement, son gouvernement optait pour une économie libérale et était prêt aux chocs de l'inflation et du chômage.

En octobre, après que le directeur général du Fonds monétaire ait clairement dit que la Roumanie n'aurait pas un sou sans de profondes réformes, M. Roman a été saisi d'une fièvre réformatrice, annonçant de grands changements : fin des subventions et hausse des prix, restructurations et privatisations. Une première « libéralisation », un peu improvisée, des prix des biens de consommation intermédiaires intervenait dès le 1^{er} novembre. Après avoir hésité, le gouvernement procédait, le 1^{er} avril, à une seconde libéralisation, plus douce, des prix des produits de base, conjuguée à une nouvelle dévaluation du leu, avec en échange, le 11 avril, un prêt de 1 milliard de dollars du FMI.

Le pouvoir semble donc faire aujourd'hui l'inverse de ce qu'il a promis hier. Les investisseurs étrangers, jugés indésirables début 1990 -

« Nous ne vendrons pas le pays aux étrangers », a martelé le Front de salut national (FSN), le parti au pouvoir, pendant la campagne électorale, - sont devenus, en 1991, des « partenaires indispensables ». La propriété privée, généreusement mise, dans le programme initial du FSN, sur un pied d'égalité avec « les autres formes de propriété », est devenue « l'essence de la réforme ».

Exclusion et guerre sourde

M. Roman a pris le contrôle du FSN lors de sa convention des 16 et 17 mars dernier, faisant avaliser son programme de réformes accélérées. Mais les « conservateurs », ont contre-attaqué peu après, par la voix du président du Sénat, M. Alexandru Barladeanu, considéré comme un proche de M. Iliescu. Le président du Sénat, ainsi qu'une dizaine d'autres parlementaires, qui s'étaient tenus fidèles au programme initial du FSN, en ont été exclus. Même si M. Barladeanu, dont les attaques contre le gouvernement sont largement publiées par *Dimineața*, un journal très favorable à M. Iliescu, reste président du Sénat.

Bref, la guerre sourde qui couvait entre le jeune premier ministre, entouré de son équipe de technocrates formés à l'Ouest, et le président - dont la clientèle est formée d'un couche plus ancienne de la nomenklatura, de formation moscovite - semble déclarée.

Cette dissidence a eu, paradoxalement, pour effet de relancer l'ouverture vers l'opposition. M. Petre Roman, conscient que la transition vers le marché qu'il appelle « la plus profonde crise qu'ait connue le pays » et une « érosion du soutien populaire » à son gouvernement, a reconnu la nécessité de « remanier largement » son gouvernement et même de l'ouvrir à l'opposition. Celle-ci, toujours persuadée que le pouvoir se cueille et ne se conquiert pas, reste divisée. Si la perspective d'entrer au gouvernement semble tenter M. Radu Campeanu, président du Parti libéral, elle rebute M. Corneliu Coposu, du Parti paysan.

Les principales formations d'opposition parlementaire se sont réunies dans une Convention pour la démocratie, sans locaux, ni porte-parole, ni programme d'action com-

muns. Les associations de la société civile, étudiants, intellectuels, ont, elles, formé une Alliance civique, qui reste un slogan plus qu'une organisation. Une troisième structure réunit tout le monde sans mettre personne d'accord, le Forum démocratique antitotalitaire qui, pour le moment, n'a accouché que de déclarations de principes.

Parce qu'aucun leader n'a encore émergé, beaucoup d'opposants ont finalement choisi de soutenir le roi Michel de Roumanie, qui vit en exil en Suisse depuis son « abdication » par les communistes en 1947. Ces monarchistes vont de Marian Munteanu, ex-dirigeant des étudiants, à la célèbre dissidente Dolina Cornea, en passant par la plupart des responsables du Parti paysan et nombre d'intellectuels. Dans les rares ambassades occidentales de Bucarest où l'on ne mise pas sur M. Roman, certains pensent pour l'avenir à un tandem formé par le roi Michel, comme garant moral, et, pour l'efficacité, par un homme qui a fait un parcours sans faute, le général Victor Stanculescu, actuel ministre de la défense après avoir été vice-ministre des armées sous Ceausescu (dont il a organisé à la fois, la fuite et le procès).

En expulsant, à Noël, le roi, venu en « pèlerinage », puis en consacrant depuis beaucoup d'efforts à le désacraliser, le pouvoir montre, qu'à tort ou à raison, il a peur du monarque. S'il n'arrive pas à redresser l'économie en motivant la population et en écartant les appareils inefficaces, il court le danger d'être débordé par la montée en puissance d'un courant nationaliste, dont il ne s'est jamais vraiment distingué. Ce courant, réunissant beaucoup d'ex-membres de l'appareil communiste, véhicule une idéologie populiste d'extrême droite. Selon l'Institut roumain d'opinion publique, le Parti de l'unité nationale des Roumains (PUNR) recueillirait près de 10 % des voix, contre 2 % aux élections de mai dernier.

Pour l'instant, les réformes restent supportables, notamment grâce aux quelques réserves financières accumulées par la population et parce que la véritable restructuration d'une industrie délabrée n'a pas commencé. Même si ce n'est plus le plébiscite de mai dernier, la chute de popularité des dirigeants est limitée. Selon le sondage IRNOP, réalisé fin mars, près de 55 % des Roumains font toujours confiance à MM. Iliescu et Roman. Mais la vie politique, stabilisée et normalisée en surface, risque de connaître de nouveaux soubresauts lorsque le pays entrera dans le vif de la crise économique.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALLEMAGNE
 station d'un espion de la
 ministère de la défense

des manifestations dans l'air

maine



Entre les systèmes impérialistes et les systèmes en voie de développement, il y a Philips Systèmes Informatiques.

Dans l'univers informatique, il y a ceux qui vous emprisonnent dans leurs systèmes et ceux qui n'ont pas les moyens de leurs systèmes.

Philips Systèmes Informatiques, c'est la voie des systèmes ouverts et des solutions informatiques pointues, aux standards du marché.

Depuis plus de 20 ans, nous avons une approche très en amont de vos problèmes : pour bien faire notre métier, nous commençons par apprendre le vôtre ; nous sommes devenus les partenaires privilégiés des institutions financières, des assurances, et de tout le secteur des services, privés ou publics.

Philips Systèmes Informatiques, c'est aussi la formidable concentration d'énergie, de puissance et de technologie du groupe PHILIPS, une expertise des systèmes multi-médias alliée à la compétence de 10000 hommes dédiés à une vocation unique : vous comprendre.

Ainsi, dès sa naissance, PHILIPS SYSTÈMES INFORMATIQUES s'affirme comme un intégrateur de systèmes sur lequel on peut compter, avec lequel il va falloir compter.

Philippe Lottin

Philips Systèmes Informatiques



PHILIPS

هكذا ان الامل

مكتبة جامعة القاهرة

Comme
les informaticiens
se sont aperçus que
peu de gens parlaient
l'informatique, ils ont
appris le français.

Com
les
de
le
ils
vo



LE SERVICE INFORMATIQUE

Depuis 20 ans
le Service Informatique
de la Faculté de
Sciences utilise les
technologies
de l'ordinateur.

Comme
ticiens
us que
arlaient
ils on
rançais

Comme
les informaticiens
de GSI parlaient déjà
le français,
ils ont appris à parler
votre métier.

Depuis 20 ans, le service de GSI s'appuie sur une connaissance approfondie du métier de ses clients. Depuis 20 ans la qualité est au cœur de sa volonté. Depuis 20 ans, GSI donne à ses clients accès aux technologies de pointe.
En 1990, les 3185 collaborateurs de GSI ont réalisé, dans 10 pays en Europe et en Amérique du Nord, un chiffre d'affaires de 2,044 milliards de francs.



gsi

EGVATEUR

E P A R L E V O T R E M E T I E R

مركز اتصالات

POLITIC

Face au durcissement de l'opposition

**M. Rocard est obligé de louvoyer
pour faire discuter ses projets de loi au Parlement**

Cette belle époque est-elle révolue et avec elle les « majorités Rocard » soigneusement mifonnées par son conseiller, M. Guy Carca-sonne ? Le président de la commis-sion de la défense, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine) n'est pas loin de le penser : « La situation devient de plus en plus tendue. Si l'opposition joue le manichésisme sur tous les thèmes, le groupe communiste va se trouver en situation d'arbitre, ce qui est aber-rant ! » M. Jean C. de C. porte-parole du groupe PS, se veut opti-miste. M. Rocard, Il explique, paraphrasant Foch (2) : « Ma gauchise est enfoncée, ma droite effondrée, mon centre percé. Der-rait l'attaque... »

PIERRE DUBREUIL

(1) Les députés ont trois motions à leur disposition : la question préalable, qui tend à démontrer qu'il n'est pas utile de discuter d'un texte, l'exception d'irrecevabilité, qui tend à démontrer que le texte est inconstitutionnel et la renvoi en commission pour travail insuffisant. Ces motions permettent, en fait, à l'opposition de parler longuement sur un texte sans qu'il y ait toujours de rapport entre le contenu du discours et l'objet de la motion.

(2) La citation exacte de Foch, contenue dans un message au Grand Quartier général (GQG) durant la bataille de la Marne, alors qu'il commandait l'armée de la réserve, est la suivante : « *Mon cœd, ma droite recule, situation excellente, l'ennemi!* »

bles par an, et l'Etat s'engage à verser à ses bénéficiaires une indemnité compensant, totalement ou partiellement, leur éventuelle diminution de rémunération. L'article 2 du texte ouvre, en outre, aux bénéficiaires de ce congé de représentation, le droit à la protection contre les accidents du travail entraînés par l'exercice de leur mission.

Le contrôle des collectes de fonds

Tout en jugeant le texte « *insuffisant* », les orateurs de l'opposition, notamment MM. Francisque Perrut (UDF, Rhône) et Jean-Luc Reitzer (RPR, Haut-Rhin), se sont

immédiatement émus de la contrainte que ce nouveau congé allait faire peser sur les entreprises. M. Dreyfus a précisé qu'un décret, qui sera pris, amènera en force l'application de l'efficacité de l'établissement, le nombre maximum de salariés susceptibles de bénéficier du congé au cours d'une année. Il a indiqué que le texte prévoit que l'employeur peut refuser l'exercice de ce droit, après consultation des délégués du personnel, s'il estime que l'absence du salarié aurait des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise.

Les députés socialistes ont saisi l'occasion de ce débat pour déposer une proposition de loi instituant un congé annuel de travail.

pour de cassation

administrative d'appel à saisir pour avis le Conseil d'Etat.

Cette procédure, non susceptible de recours, a un effet suspensif, mais n'empêche toutefois pas le Tribunal de prendre des mesures d'urgence ou conservatoires dans l'attente du prononcé de l'avis. La Cour de cassation, statuant en formation restreinte, dispose d'un délai de trois mois, et son avis n'est pas la juridiction qui a formulé la demande.

En raison des retards qu'elle pourrait entraîner, le texte précise que cette saisine de la Cour de cassation ne sera pas applicable en matière pénale. A l'initiative du rapporteur, les députés ont adopté un amendement autorisant le procureur général près la Cour de cassation à intervenir, s'il l'estime souhaitable, auprès de l'estime appelée à rendre un avis.

P. R.-D.

Répandant aux accusations de « mise sous tutelle » des associations lancées par les députés RPR, UDF et UDC, M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret) a précisé que le contrôle ainsi exercé ne saurait être « en aucune manière un contrôle d'opportunité des dépenses, mais seulement un contrôle des comptes ».

PASCALE ROBERT-DIARD
**« Politis » donne
la parole aux jeunes
de Sartrouville**

Dans son numéro du 18 avril, l'hebdomadaire *Politis* laisse carte blanche aux jeunes de Sartrouville pour décrire les conditions de vie dans la cité des Indes, où un jeune homme de dix-huit ans, Djemel Chettou, a été tué par un vigile, le 26 mars dernier.

Fouad, Amar, Kamel, Salim, Saadia parlent de leur rapport avec les médias et la politique, évoquent l'école et l'adolescence dans les quartiers défavorisés. Dans un entretien qu'il leur a accordé, M. Michel Rocard leur redit son profond désaccord avec le maire de Sartrouville, M. Laurent Wotling, qui refuse la mise en application de la politique de développement social des quartiers et dont l'attitude est jugée « provocatrice » par le premier ministre.

RECOURREZ
A FRANCE
REVUE PAR
MARTINE,
HUGO ET
LES AUTRES

... ..

EN SUITE

• Le MEPC approuve à l'unanimité les propositions de l'Union européenne relatives à la réglementation des produits chimiques dangereux. Les propositions de l'Union européenne relatives à la réglementation des produits chimiques dangereux. Les propositions de l'Union européenne relatives à la réglementation des produits chimiques dangereux.

M. de Luchet, député
socialiste du Nord.
M. de Luchet, député
socialiste du Nord.

Des coul
en gr
Faites
c'est le

POLITIQUE

An Sénat

La majorité maintient sa position sur la solidarité financière entre les communes

La majorité sénatoriale a adopté, mercredi 17 avril, après l'avoir réécrit selon ses vœux, le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement présenté par le ministre d'Etat chargé de la ville, M. Michel Delebarre. Les socialistes ont voté contre. Les communistes se sont abstenus.

La discussion entre le Sénat et le gouvernement n'a pas avancé d'un pouce, de la première à la deuxième lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire. La majorité sénatoriale, après avoir déploré la précipitation qui précède à l'examen d'un texte «*chauffé et bûché*», a réitéré qu'elle ne se prononcera pas sur le projet de loi avant d'avoir vu le projet de loi de la commission mixte paritaire (création d'un indice composite déterminant les communes bénéficiaires, régime particulier de contribution, mi-obligatoire mi-facultative, pour l'île-de-France).

M. Delebarre, sûr du soutien des députés, jeudi, pour la lecture définitive du projet de loi, n'a pas fait de concessions.

Un sondage fait apparaître une désaffection croissante à l'égard de la gauche. Selon un sondage de la SOFRES réalisé du 6 au 9 avril auprès de mille personnes, pour l'émission «*La marche du siècle*», diffusée mercredi 17 avril sur FR3, et dont les résultats sont publiés par l'Express (daté 18 avril), la cote de la gauche a perdu 14 points en deux ans. En mars 1989, une majorité de Français (51 %) affirmait se sentir «*très proches ou assez proches de la gauche*»; ils ne sont plus que 37 %. Le franchissement du seuil des 2,5 millions de chômeurs est, pour 65 % des personnes interrogées, un des motifs de cette désaffection, de même que l'accroissement du nombre des «*nouveaux pauvres*» (50 %). Le nombre de ceux qui se classent à gauche (36 %) ou à droite (28 %) a diminué. Ceux qui refusent de se situer dans l'un ou l'autre camp passent de 20 % à 35 %. M. François Mitterrand est celui qui correspond le plus (76 % des réponses) à l'idée que les Français se font d'un homme de gauche, devant MM. Michel Rocard (69 %).

En préparant sa succession à la mairie de Saint-Denis

M. Berthelot met la fédération du PCF au pied du mur

M. Marcelin Berthelot, maire communiste «*refondateur*» de Saint-Denis et député de la Seine-Saint-Denis, a exposé publiquement, mardi 16 avril, le différend qui l'oppose à la fédération départementale du PCF au sujet de sa succession à la tête de la municipalité (le Monde daté 14-15 avril).

M. Berthelot souhaiterait voir succéder M. Patrick Braouezec, âgé de quarante ans, adjoint au maire chargé du logement et de la culture, alors que la fédération porte sa préférence sur M. Maurice Soucheire, soixante-deux ans, premier adjoint, vice-président du conseil général et conseiller régional d'Île-de-France.

M. Berthelot a affirmé qu'il n'a «*nullement l'impression d'agir en monarche engeant dans une féodalité*» en se prononçant en faveur de M. Braouezec car, selon lui, «*ce sentiment est également celui majoritairement exprimé par les élus communistes au conseil municipal*» qui sont trente, dont deux

apparentés, sur cinquante-trois conseillers. D'après l'entourage du maire, les deux tiers du groupe majoritaire soutiendraient le «*poulain*» que M. Berthelot a choisi depuis de nombreux mois. Observant que M. Soucheire, dont le nom a été proposé le 4 avril dernier par la section de Saint-Denis, n'est que de vingt mois son cadet, M. Berthelot s'est interrogé sur l'efficacité d'une «*solution de maire par intérim*» et sur la raison de l'hostilité fédérale : «*Faut-il la chercher dans les positions critiques prises par M. Braouezec au sein du PC au moment du dernier congrès ?*»

Le maire a dénoncé les «*comportements sectaires, partisans qui sont monnaie courante à la section de Saint-Denis*», «*la pratique du double langage*» et «*la duplicité*» du premier secrétaire de la fédération, avant d'indiquer que sa démarche «*n'a pas pour vocation de chagriner la Place du Colonel-Fabien*».

O. B.

L'ancien maire, le député et le parquet

L'ancien maire communiste de Villepinte (Seine-Saint-Denis), condamné en 1989 pour fraude électorale (1), a de nouveau affaire à la justice, cette fois pour avoir provoqué, en état d'ivresse, un accident de la circulation. Le 11 avril, en début de soirée, alors qu'il venait de quitter M. Jean-Claude Lefort, député (PCF) du Val-de-Marne, M. Ange Baragioli a provoqué, à Ivry, un accident matériel sans gravité, mais suffisamment important pour justifier l'intervention de la police. Un contrôle sanguin a fait apparaître un taux d'alcoolémie de 2,48 grammes.

Placé en garde à vue au commissariat d'Ivry, M. Baragioli a obtenu de pouvoir téléphoner à M. Lefort. Celui-ci s'est rendu sur place et, après intervention auprès de la préfecture, M. Baragioli a été remis en liberté dans le courant de la nuit sans que le parquet en soit averti. Informé le lendemain dans la matinée, le

parquet a reconvoqué l'ancien maire de Villepinte au commissariat d'Ivry pour y être placé en garde à vue.

Une procédure de comparution immédiate a été engagée contre lui, mais, à sa demande, pour lui permettre de préparer sa défense comme tout contrevenant, il a été renvoyé à son domicile. Il sera jugé dans les prochains jours. En attendant, son permis de conduire lui a été retiré et il a été placé sous contrôle judiciaire.

FRANCIS GOUGE

(1) M. Baragioli, ancien directeur d'école, avait été élu maire de Villepinte en mars 1977, après s'être présenté aux élections cantonales un an plus tôt. A la suite de fraudes lors des élections municipales de 1983, les vrais résultats ont été reconnus, et M. Roger Lefort (RPR) lui a succédé en 1984 et, le 9 février 1989, M. Baragioli avait été condamné à dix ans de prison avec sursis, et à 800 francs d'amende.

EN BREF

Le MRG opposé à l'entrée de la NAR dans France une. Dans un communiqué publié mercredi 17 avril, M. Emile Zaccarelli, président du MRG, confirme l'hostilité de son parti à l'entrée de la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin dans France une. «*La tradition de tolérance des radicaux*», écrit M. Zaccarelli, «*les amène à trouver normal qu'une formation politique comme la NAR se définisse comme royaliste et puisse s'exprimer comme telle et souhaiter l'instauration en France d'une monarchie*». (...) Il demeure que le MRG est libre de choisir ses alliances politiques. Attachés à la République, les radicaux jugent incompatible l'alliance avec les monarchistes.

M. Léotard hostile à toute alliance avec le Front national. M. François Léotard a réaffirmé, mercredi 17 avril lors d'un débat organisé par France Plus, son hostilité «*à toute alliance avec le Front national*». L'ancien président du Parti républicain a déploré que «*la France soit le seul pays occidental avec une extrême droite*

à 10 % ou 15 % et un Parti communiste associé à la majorité politique du pays». «*Si le président de la République veut cesser de jouer avec l'extrême droite*», le seul moyen, a-t-il conclu, est l'instauration aux élections législatives d'un scrutin à la britannique (majoritaire uninominal à un tour).

Rectificatif. — Une coquille nous a fait écrire, à la «*une*» du Monde du 18 avril, à propos du projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, que M. Mitterrand était hostile à l'organisation du scrutin dans le cadre régional, «*qu'aurait pu permettre l'adoption du texte*». Il fallait lire : «*qui aurait pu permettre...*», l'opposition, comme l'indiquait l'article de Patrick Jarreau, n'étant pas a priori défavorable à une telle formule.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

Des couleurs Hollywood en grande taille ?

Faites-vous plaisir c'est le printemps !

Capel
GRANDES TAILLES

PARIS-LYON-STRASBOURG-LILLE

Fortune de France, En nos vertes années, Paris ma bonne ville..., tous ces titres ont enchanté des centaines de milliers de lecteurs.

Voici la suite, très attendue, de cette grande fresque historique et romanesque.

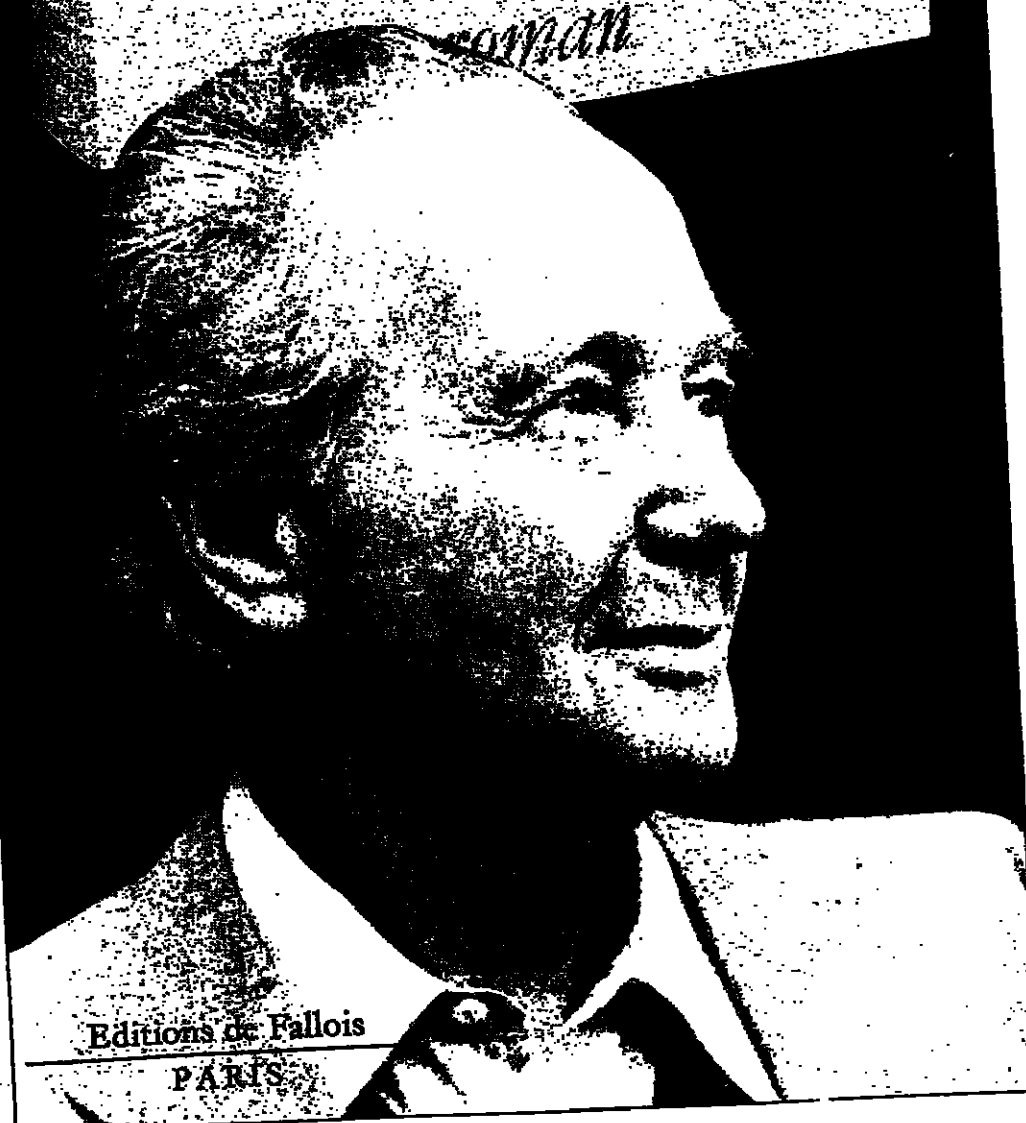
Nous sommes au début du XVII^e. Malgré les fastes et les fêtes de la Cour, l'intolérance est toujours prête à frapper, la paix est toujours menacée.

Henri IV n'a plus que trois ans à vivre...

Robert Merle

FORTUNE DE FRANCE

La volte des vertugadins



Editions de Fallois
PARIS

PARCOUREZ LA FRANCE RÉVÉE PAR LAMARTINE, HUGO ET LES AUTRES

LES HAUTS LIEUX DU ROMANTISME EN FRANCE

Pour retrouver l'émotion intacte en lisant «*Les mémoires d'outre-tombe*» en Bretagne, «*Le lac*» à Trébeurden et «*Les diaboliques*» en Normandie. Un nouveau guide du Voyage culturel.

Bordes

سكز ان الال

JUSTICE

Aux assises de la Haute-Garonne

L'incompréhensible supplice d'Isabelle

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Ce soir-là, le 30 mai 1989, pour la virée habituelle au centre ville, Thierry Jacouen n'avait pas emporté son canif. Il fut donc impossible à la petite bande des paras de Francouzi de se livrer à sa distraction favorite : fracturer des portières des voitures pour en dérober l'autoradio, ou bien voler le véhicule lui-même. On se contenta de chercher sans conviction les voitures à portières déverrouillées. Puis, bradoulées, on se rabattait vers la gare Matabieu où l'on acheta quelques grammes de haschisch, aussitôt consommés.

Peu avant minuit, Jacouen, Philippe Siauve et Franck Feuerstein entreprirent donc de regagner à pied leur base, distante de quelque 10 kilomètres du centre de Toulouse. Après une heure de marche environ, dans une petite cité de la banlieue, les trois paras croisaient Isabelle Rabou, une kinésithérapeute de vingt-trois ans qui rentrait chez elle au volant de sa voiture.

Ils attendent quelques instants. Elle se gara. Siauve bondit, et alors qu'elle sort de la voiture il l'y repousse rudement. Il s'installe au volant, ouvre les portières arrière à ses deux comparses et démarre. Isabelle pleure, crie. Siauve lui ordonne de se taire. Elle se calme. La voiture arrive en vue de la base de Francouzi et la dépasse. A l'intérieur, personne ne parle. Isabelle Rabou roule désormais vers un incompréhensible supplice. « Si c'était seulement pour rentrer à la base, pourquoi ne pas l'avoir laissée descendre », interroge, mercredi 17 avril, le président de la cour d'assises, Daniel Schlex.

« Oui, c'aurait été mieux », convient Feuerstein. A partir de cet instant, sa ligne de défense et celle de Jacouen sont claires. Ils ont suivi Siauve dans un état second. Ravisseurs malgré eux, violeurs contraints, témoins paralysés. Quant à Siauve, selon les phases de l'enquête, il accepte de porter seul le poids des crimes ou s'insurge. « Si c'aurait été juste pour la voiture, je l'aurais jetée à terre et on serait partis. On rigolait tous dans la voiture », a-t-il, par exemple, écrit de sa prison au juge d'instruction.

Un quart d'heure environ après avoir dépassé Francouzi, la voiture s'arrête enfin dans un endroit isolé. Siauve : « Dans ma tête, je ne sais pas ce qui s'est passé. J'ai pris un chemin de terre et c'est là que j'ai eu l'idée de la violer. Elle m'a dit "D'accord, mais éteins la lumière. Et avec toi seulement." Un des deux, derrière, a baissé le siège avant. Je l'ai violée. Elle pleurait. Siauve sort ensuite de la voiture. Les deux autres lui succèdent chacun son tour. Feuerstein « qui a des problèmes » se fait pratiquer une fellation. Le président : « Quel type de problème ? » « Je ne vais pas vous le dire ici », crie l'accusé. Il y a des choses qu'on n'a pas le droit de dire à Franck Feuerstein. Que l'on décrive sa participation au crime, le reste de marbre, rectifié courtoisement quand il juge qu'on lui en attribue trop. Mais que le président risque une allusion à sa virilité, il s'empourpre et s'empourpre.

Les trois hommes et la jeune fille se réhabilitent, selon Jacouen et Siauve, remontent en voiture — Feuerstein lui, soutient qu'on reste au même endroit. Siauve : « Je voulais tuer la fille à la

Ramée. Vous l'aviez décidé en rapant ? — Oui. — Pourquoi à la Ramée ? Parce qu'il y a un lac ? — C'est ça. — Vous en avez parlé à vos camarades ? — Non. » Il est debout, raide, dressé comme un coq ou un cobra. « Cobra » était d'ailleurs son surnom chez les paras.

« J'avais la haine »

La voiture, cette fois, s'arrête au milieu d'un champ de blé. « Tu sais, ce qu'on a fait, c'est grave », explique Siauve à Isabelle Rabou, pour justifier la suite du programme. « Elle nous regardait tous », précise-t-il à l'audience. Siauve enlève sa ceinture. « C'est alors que j'ai compris, assure Feuerstein. D'autant que Siauve m'avait dit qu'il avait peur qu'elle puisse le reconnaître à son cobra tatoué. »

« Ne me tuez pas, je ne dirai rien », implore Isabelle Rabou. Siauve, par derrière, lui passe son ceinturon autour du cou et serre. Est-ce le haschisch ? La peur de Siauve ? Dans quel tréfonds de l'âme faut-il aller chercher les raisons de cette inertie-là ? Les deux autres ne bronchant pas, Isabelle tombe. A genoux d'abord, puis à plat ventre. « J'ai appelé Feuerstein, il est venu m'aider à serrer. » Dans le box, Feuerstein dément pour la forme.

Ce n'est pas fini. Siauve trouve un tournevis dans la coffre et s'acharne sur le corps de la malheureuse. « J'avais la haine. » Mais elle ne vous avait rien fait », objecte le président, dépassé. « Non. — Depuis le début, elle vous suppliait. » Siauve ne répond rien. Il ne « sait pas ». Les trois paras « ne savent

pas » pourquoi ils déplacent ensuite le corps de quelques mètres. Siauve « ne sait pas » pourquoi, en marche arrière, il roule enfin sur la supplicée.

A bord de la voiture d'Isabelle, les trois paras regagnent ensuite leur base. Sans doute fatigués, ils attendent d'en être à 400 mètres pour abandonner la voiture dans une gravière après l'avoir incendiée. Croit-on alors qu'ils vont se taire et trembler d'être découverts ? Dans les semaines suivantes, parfois sur le ton de la vantardise, ils multiplient les confidences. Parce qu'il avait « besoin de parler », Feuerstein raconte la soirée à un de ses camarades. Et vers la fin juin, entre la poire et le fromage, Siauve raconte à un autre camarade qu'il a été pris en stop « par une belle fille, qu'il a violée et tuée ».

Trois autres témoignages sont lus à l'audience. « Quand j'ai envie d'une fille, j'ai la pende et la viole, et la perce avec un tournevis, et après je brûle la voiture. » D'un geste, Cobra résume ces témoignages. « J'ai jamais dit ça. Ces gars m'ont voulu parce que je leur ai promis des autoradios que je ne leur ai pas donnés. » En dépit de cette relative publicité interne, et de la proximité de l'épave de la voiture avec Francouzi, il faudra attendre six semaines pour que les soupçons policiers s'orientent vers les paras. Six semaines et deux autres meurtres que la cour d'assises devait évoquer jeudi 18 avril.

DANIEL SCHNEIDERMAN

ÉDUCATION

Quatre mille manifestants à Paris

Les instituteurs exigent

« des moyens pour démocratiser l'école »

Quatre mille instituteurs ont participé, mercredi 17 avril à Paris, à la manifestation nationale organisée par le Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC). D'accord sur l'essentiel des projets de réforme du gouvernement, les enseignants ont voulu exprimer leur refus de devenir les « boucs émissaires » d'une politique qui « annonce le changement en refusant les moyens ». Bien que soutenu par la plupart des syndicats de la Fédération de l'Éducation nationale (dont le SNI est le premier syndicat avec 180 000 adhérents), la manifestation des instituteurs avait un arrière-goût de passivité. Rien de comparable au précédent rassemblement de 1989 pour la revalorisation des salaires (15 000 participants), dont certains slogans ont été repris lors de la manifestation de mercredi. Un défilé peu bruyant, sans grandes banderoles revendicatives, mais bien représentatives de tous les départements.

« Déboussoles » pour les uns, « désarçonnés » pour les autres, les

instituteurs se sentent « en porte-à-faux » vis-à-vis du gouvernement. Ils sont, pour l'essentiel, favorables aux projets de réforme de l'enseignement, notamment en primaire avec la mise en place des cycles plurianuels. Mais, devant les « incohérences » et les « hésitations » du ministère, ils réclament des moyens « en équipements, en matériels, en formation, en accompagnement », « des postes d'enseignants dans les banlieues, sans en fermer dans les villages » et « des décharges pour les directeurs » pour qu'ils puissent travailler sur les projets d'école.

« Oui au changement, non au mensonge », a lancé M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du SNI. « Nous ne serons pas les complices d'une supercherie qui consiste à annoncer des changements, puis à ne pas en donner les moyens et enfin nous désigner comme coupables. Il faut nous donner les moyens de la démocratisation à l'école ».

J.-M. Dy.

EN BREF

Un policier condamné pour proxénétisme et écoulement. — M. Jean-Pierre Rouche, quarante ans, sous-brigadier de police, a été condamné, mercredi 17 avril, par le tribunal de grande instance de Saint-Etienne (Loire), à deux ans d'emprisonnement, dont un an ferme, pour proxénétisme aggravé. Il a été écroué à l'issue de l'audience. Il lui était reproché la fréquentation assidue d'un bar spécialisé et ses relations avec le couple de gérants, M. Raymond Gueye et son épouse. — (Corr.)

Une fillette de six ans violée et étranglée à Voreppe (Isère). — Un enfant âgé de six ans, Sarah Syad, de nationalité algérienne, a été retrouvée morte, violée et étranglée, mercredi 17 avril à Voreppe (Isère), non loin de son domicile, d'où elle avait disparu depuis la veille au soir. La fillette avait été aperçue pour la dernière fois peu avant 20 heures dans la cour de son immeuble, où, comme dans l'ensemble du quartier, se faisait la fin du ramadan. Les gendarmes ont auditionné les voisins et visité les caves et garages du quartier.

Remise en liberté de l'un des deux douaniers incarcérés à Dijon. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon a ordonné, mercredi 17 avril, la mise en liberté, sous contrôle judiciaire, de M. Pierre Tardy, l'un des deux responsables des douanes inculpés et écroués à Dijon (Côte-d'Or) dans le cadre de l'enquête sur la saisie litigieuse de plus d'une demi-tonne de résine de cannabis (le Monde du 16 mars). Les magistrats ont cependant confirmé le maintien en détention de M. Michel Ribatet, chef de l'échelon de Lyon de la Direction nationale des enquêtes et recherches douanières.

Annulation de la réduction des crédits contre la toxicomanie. — Le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, a annoncé, mercredi 17 avril, à l'Assemblée nationale, l'annulation de la réduction de 5 % des crédits destinés à la lutte contre la toxicomanie (le Monde du 23 mars). « En plein accord avec mon collègue Michel Charasse, nous avons décidé de lever les conséquences de la régulation budgétaire sur la lutte contre la toxicomanie », M. Bruno Durieux a ajouté qu'outre cette mesure, les crédits alloués aux centres d'accueil des toxicomanes allaient être augmentés de 2,9 %, selon le même haut directeur que l'ensemble des crédits médico-sociaux. L'annulation de 5 % des crédits destinés à la lutte contre la toxicomanie faisait partie des économies budgétaires annoncées par le gouvernement en mars dernier.

Un ancien magistrat condamné à huit ans de réclusion pour vol à main armée. — M. Jean Holtzer avait quitté l'armée avec le grade de commandant. Il intégra alors la magistrature, mais démissionna de son poste de premier substitut de Charleville-Mézières en 1982 « pour des raisons politiques ». Avocat à Valence (1984-1988), candidat malheureux du Front national aux élections cantonales et législatives en Ardèche, il se retrouva dans une impasse financière. Pour en sortir, il « braqua » en mars 1990 une petite agence bancaire. Le butin fut maigre (15 000 F). Les

jurés de la cour d'assises du Loiret l'ont condamné, mercredi 17 avril, à huit ans de réclusion criminelle.

Le sacristain homosexuel de Saint-Nicolas du Chardonnet obtient gain de cause en cassation. — La chambre sociale de la Cour de cassation a cassé, mercredi 17 avril, l'arrêt rendu le 30 mars 1990 par la cour d'appel de Paris, qui avait admis que l'aide-sacristain de l'église de Saint-Nicolas du Chardonnet, à Paris, soit licencié parce qu'il était homosexuel (le Monde du 10-2 avril 1990). La Cour de cassation a rappelé que le code du travail interdit à l'employeur « de congédier un salarié pour le seul motif tiré de ses mœurs ou de ses convictions religieuses ». L'association traditionaliste Fraternité Saint-Pie X avait engagé ce sacristain en 1985, puis l'avait licencié le 19 juin 1987 après avoir appris par une indiscretion qu'il était homosexuel.

MÉDECINE

Dans l'attente de leur homologation

Les traitements par la chaleur de l'adénome de la prostate ne devraient plus être remboursés par la Sécurité sociale

L'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) a rendu publiques, mercredi 17 avril, ses conclusions concernant les nouveaux traitements par la chaleur de l'adénome de la prostate. Selon l'ANDEM, ces traitements ne devraient pas être utilisés en routine. Ils ne devraient pas non plus, dans l'attente de leur homologation, donner lieu à des remboursements par les caisses de Sécurité sociale.

En novembre dernier, l'Association française d'urologie, dans une démarche tout à fait inhabituelle, avait publiquement dénoncé la récente installation dans une trentaine d'établissements hospitaliers, privés pour la plupart, d'appareils censés pouvoir traiter par hyperthermie les tumeurs bénignes (ou adénomes) de la prostate. Les responsables de cette association, que préside le professeur Alain Le Duc (hôpital Saint-Louis, Paris), estimaient que rien ne permettait de conclure à l'efficacité réelle de ce type de traitement (le Monde du 21 novembre 1990). Ils demandaient la mise en œuvre rapide de travaux objectifs d'évaluation, permettant de situer avec précision la valeur thérapeutique et le rapport coût-bénéfice de ces « chauffe-prostates ».

La question soulevée est, à plusieurs égards, exemplaire du souci actuel des pouvoirs publics d'établir — comme c'est de plus en plus fréquemment le cas dans le monde du médicament — une étroite corrélation entre la prise en charge d'une thérapeutique par la collectivité et la démonstration scientifique, c'est-à-dire reproductible, de l'efficacité de cette même thérapeutique.

L'utilisation de la chaleur comme agent thérapeutique a été développée ces dernières décennies dans le domaine de la cancérologie, sans qu'on puisse exactement situer son intérêt. A partir de 1986, différents travaux ont été menés, en Israël notamment, pour voir si

le recours à la chaleur permettait de réduire le volume des adénomes prostatiques et de faire l'économie des interventions chirurgicales habituelles. Par la suite, plusieurs firmes industrielles ont développé et mis sur différents marchés ce type de technologie : Technomatix (Belgique), Biodan et Mid (Israël), Bruker (Allemagne), BSD (Etats-Unis), ainsi que la firme française Technomed International.

Nouvelle technologie

« Les enjeux de cette nouvelle technologie sont importants, explique-t-on aujourd'hui à l'ANDEM. Il s'agit là d'un traitement peu invasif, qui s'applique à un problème de santé fréquent : schématiquement, l'adénome de la prostate se développerait chez un homme sur deux après l'âge de cinquante ans. Il entraîne des symptômes une fois sur trois, soit chez plus d'un million de Français, le tiers étant traité actuellement par des médicaments (extraits de plantes et alpha-bloquants). Si le traitement s'avérait

efficace et compétitif à l'égard du traitement chirurgical, son impact sur la baisse de l'activité chirurgicale traditionnelle de l'urologue serait important. L'hyperthermie prostatique bénigne est à l'origine de soixante mille à cent mille interventions annuelles en France, 80 % d'entre elles sont effectuées dans le secteur libéral et 20 % dans les hôpitaux publics. » Actuellement, les « chauffe-prostates » ne sont, point important, soumis à aucune homologation officielle.

Au terme de leur analyse, les responsables de l'ANDEM sont sans équivoque : « Avant l'extension de leur utilisation en routine en mode clinique humaine, tous les appareils utilisant l'hyperthermie pour le traitement de l'adénome prostatique devraient être soumis à homologation, soulignent-ils. Tout remboursement par les caisses d'assurance-maladie, concernant l'utilisation de ces appareils, devrait, dans l'attente, être proscrire (...). La cotation — son principe même — devrait être revue après un délai raisonnable de trois à cinq ans, à la lueur des résultats

d'une ou de plusieurs études comparant l'utilité de ces appareils à celle des autres traitements, médicamenteux ou chirurgicaux. »

En prenant ainsi clairement position sur un sujet très polémique et dont l'enjeu médical et financier est essentiel, l'ANDEM, un an après sa création (le Monde du 17 avril), semble changer sinon de fonctionnement, du moins de mode d'expression. Après une analyse technique et une enquête très détaillée, cette agence reprend notamment à son compte la décision de M. Evrin, qui, en novembre dernier, avait rappelé au directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie que la réglementation en vigueur interdisait aux caisses de Sécurité sociale de rembourser cette nouvelle thérapeutique. On savait, en effet, alors que plusieurs caisses acceptaient une telle prise en charge à hauteur du geste chirurgical (environ 1 500 F) sans disposer de garanties quant à l'efficacité réelle de ce procédé.

JEAN-YVES NAU

Le traitement antisida

M. Durieux demande « un avis scientifique » sur les recherches du professeur Zagury

Répondant à une question de M. Bernard Charles (app. PS, Lot), M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a indiqué, mercredi 17 avril, à l'Assemblée Nationale, qu'il avait demandé au directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, le professeur Jean-Paul Lévy, de donner « un avis scientifique » sur les recherches cliniques menées par le professeur Daniel Zagury, « sur la nécessité ou non de les poursuivre, et si oui dans quelles conditions » (le Monde des 16 et 17 avril). M. Durieux a estimé que, concernant la qualité scientifique des essais effectués à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, la commu-

nauté scientifique est « partagée ». Il a rappelé que, dès qu'il avait eu connaissance des contestations auxquelles ces essais ont donné lieu, il avait immédiatement demandé au directeur général de l'Assistance Publique de Paris de procéder à une enquête et, qu'au terme de celle-ci, il avait rendu public un communiqué indiquant que « les textes en vigueur, les procédures et les recommandations des comités d'éthiques avaient été respectés par les équipes responsables de ces essais ».

[Nous malentendons nos informations selon lesquelles plusieurs des recommandations du comité national d'éthi-

que n'ont pas été respectées lors des expérimentations d'immunothérapie antisida pratiquées à l'hôpital Saint-Antoine. D'autre part, ainsi que nous l'indiquions dans nos dernières éditions (datées 18 avril), le docteur Robin Fox, directeur de la revue médicale britannique The Lancet, a démenti l'information — donnée par le professeur Zagury dans une interview à Libération — selon laquelle sa revue aurait décidé de ne pas publier l'article de dermatologues de l'hôpital Henri-Mondor faisant état de deux cas de vaccins survenus au cours des essais d'immunothérapie. Au contraire, nous a-t-il dit, l'éventualité de sa publication sera examinée « en toute priorité ». — F. N.]

PARCOUREZ
LA FRANCE
INVENTÉE PAR
LE CORBUSIER,
PEI ET
LES AUTRES



LES HAUTS LIEUX
DE L'ART MODERNE
EN FRANCE

Pour passer à la maison du fada à Marseille et aller de la grande Arche à la pyramide du Louvre et à la Géode. Un nouveau guide du Voyage culturel.

Bordas

سكنى في الامم

insolents

Tout vient à point

L'Orchestre de Birmingham vient d'inaugurer sa nouvelle salle de concerts

PARLOIR ROMAND

Lectures scéniques

du 6 au 10 avril

10 h 30 et 22 Avril

théâtre

Centre Georges Pompidou
Bos. - T.U.F. 42 40 27 28

6 œuvres
inédites
de Suisse
romande

de l'international
de langue
française

TRIPLOX
Lectures
Olivier
Lévesque

Jean-Daniel Coudray Jacques Gardet
Claude Delarue Gabriel Gaman
Sylviane Dupuis Chantal Muret
Asta Kofler Daniel Benoin
Jacques Probst François Berthel
Michel Viala François Truan

CULTURE

MUSIQUES

Les insolents sont là Retour sur scène des stars du rock alternatif

LES NÉGRESSES VERTES
à l'Espace Cardin

Ces derniers temps, les Négres Vertes étaient devenues rares. Deux ans ont passé depuis la sortie de leur brillant premier album et depuis plusieurs mois le groupe ne s'était pas produit en France. Ce qui ne l'empêchait pas de recevoir régulièrement l'oscar de l'exportation du rock, en remplissant les salles en Grande-Bretagne, en se glissant sur des compilations de prestige. De quoi entretenir une image, mais pas une carrière ni un public.

Et voilà que, par nécessité, les Négres Vertes reviennent en faisant tout à l'envers. Il est d'usage de remonter sur scène une fois le nouvel album sorti. Des difficultés juridiques - un procès entre le groupe et OTT, le label qui a publié le premier disque - retardant la sortie du successeur de *Mah! !*. Les Négres ont donc couru le public parisien à entendre les nouvelles chansons sur scène. Et comme pour braver encore un peu plus les pistes, le groupe fait sa rentrée à l'Espace Cardin que l'on associe aux apaches des Négres comme le foyer de l'Opéra aux Suprêmes NTM. Au moment où la Mano Negra fait la tournée des banlieues, Helno, le chanteur, Mathias Canavese l'accordéoniste, Mellino le guitariste et les autres, alourdissent le soubassement depuis déjà un moment sur les Négres Vertes : et s'ils étaient devenus des voyous de salon, la version BCBG de la scène alternative?

Mais, si le public n'est décidément pas celui de l'Elysée-Montmartre (plus chic, plus vieux à l'Espace Pierre-Cardin), il ne faut pas plus d'un demi-morceau aux Négres Vertes pour remettre les choses au point. Même chaleur, même insolence, même invention, les Négres continuent de jouer dans une catégorie qu'ils se sont créée pour eux tous seuls. Les ingrédients n'ont pas changé : pas

d'électricité (sauf pour la basse), beaucoup de guitares et de percussions, des cuivres laconiques et efficaces et l'accordéon de Canavese. Et l'apparence du désordre (ils ne cessent d'échanger leurs instruments, de faire les clowns derrière ceux qui travaillent quand ils n'ont rien à faire) que permet une organisation musicale rigoureuse.

Le perfectionnisme qui leur interdit les aventures musicales spontanées (on les voit mal aujourd'hui débarquer dans une cour d'immeuble) porte ses fruits : les Négres jouent bien et donnent l'impression, finalement rare dans un groupe aussi nombreux et hétérodoxe (onze personnes jouant d'instruments difficiles à sonoriser) de faire ce dont ils ont envie.

Helno, gousse de talent, image contemporaine du Paris qu'on cherche en vain du côté de la rue de Lappe, Helno, donc, n'a plus qu'à faire le spectacle, à faire passer des chansons qui, pour les plus anciennes, tiennent debout toutes seules et, pour les nouvelles, promettent déjà beaucoup, de la *Bodega*, espagnole incandescente au *Fanfaron*, qui permet au groupe de se prendre pour un big band. Au long de la soirée, les Négres alignent les fantômes musicaux, groupe de rockabilly ou orchestre funk, bande de rasta reggae ou camp gitan. A tous les coups, on y croit.

THOMAS SOTINEL
Jusqu'au 23 avril, à 20 h 30, à l'Espace Pierre-Cardin, 1, avenue Gabriel. Tél. : 42-66-17-30.

Le concours d'opéra de Marseille reporté à 1992. - Après celui de l'Opéra de Paris, le concours de chant de Marseille, dont les épreuves devaient se prolonger jusqu'au 20 avril, a dû être reporté à 1992 faute de subventions de la ville et de la direction régionale des affaires culturelles. 116 candidats, représentant 23 pays, étaient inscrits à cette compétition, qui aurait dû voir cette année sa quatrième édition. Tél. : 91-41-28-26.

ARTS

Vol de nuit



Extrait de la série de douze images « 4^e Expédition », cette vue nocturne constitue la première étape du périple, d'abord dessiné sur une carte, entrepris par Thierry Urban en 1986. Archéologue romantique survolant les traces et le relief des ruines aux contours incertains, il décèle en surplomb leurs messages dans les remous et les replis des dunes qu'illumine un éclairage rasant. Epopée imaginaire, méditation sur la durée, hommage faussement naïf à la

Terre, ce survol des siècles, mené avec l'acuité d'un relevé scientifique, ouvre sur l'aventure. L'attente réveille du sable à la pure réalité d'un mirage. Instrument d'observation, l'appareil visualise, dans la moire du désert, l'espace cosmique surgi presque par enchantement de la mémoire. Par la magie du petit format, où l'obsession du grain photographique s'allie à celle du grain de sable, Thierry Urban matérialise l'intimité d'une vision intérieure.

Thierry Urban, « Archéologies du désert », Galerie Pons, 16, rue de Montreuil, 75011 Paris, jusqu'au 24 avril. Parution sous le même titre d'un album édité par la Galerie Pons, prix Kodak 1990, textes de Frédéric Lambert et Nicole Vitre, 140 F.

PROLONGATION

DERNIÈRE LE 27 AVRIL

Nathalie Sarrault
Les fruits d'or
mise en scène
Elisabeth Chailloux

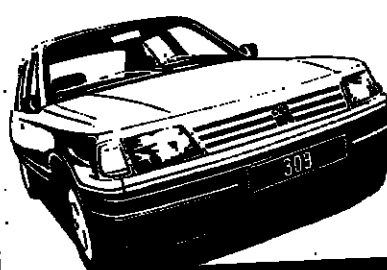
Tout est là-dedans, rien dehors. Quoi, tout ? La formation du goût, le jeu des influences, la cruauté sociale, les intraduisibles détresses, le désir de plaire, le ridicule de déplaire, l'amour des livres, le courage des solitaires et la lâcheté du groupe, du clan, de la tribu. Voilà. Surtout le grand, l'infini, l'immense, le subtil mouvement de marée de la langue agitée dans toutes les écumes. Il reste cela, abandonné par le jasant, morceau de papier, feuille pas morte, cela qui s'appelle un livre. Admissible ? Rêve ! LIBERATION

RÉS. 42.02.68

THEATRE PARIS-VILLETTE

Exceptionnel jusqu'au 30 avril :
Votre 309 superéquipée "PLUS"

• Alarme
• Toit ouvrant
• Poste de radio



PEUGEOT
NEUBAUER

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
• 227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

*Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

THEATRE RENAUD BARRAULT

Humour Italien en langue Française
L'INVENTORE DEL CAVALLLO
Ettore PETROLINI Emilio FLAIANO Cesare ZAVATINI
Peppino DE FILIPPO Achille CAMPANILE
entrée libre



DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 46 63 12 66.

LUNDI 22 AVRIL

- S. 2 - Art nègre, Océanie. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 3 - Anciens objets de vitrine, émaux. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 5 - Bijoux, tableaux anciens, meubles. - M^{re} RIBEYRE, BARON.
- S. 7 - Tapis modernes et anciens. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
- S. 11 - Tab., bib., mob. - M^{re} LANGLADE.
- S. 12 - Têtières. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- S. 14 - Par autorité de justice et appartenant à divers : porcel., gravures, tableaux, bibelots, céramiques. Important mobilier de style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 15 - Tableaux, meubles, objets mobiliers. - M^{re} DAUSSY, DE RICQUES.

MARDI 23 AVRIL

- S. 9 - 14 h 15 LIVRES ANCIENS ET MODERNES. Objets de vitrine en maroquin. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier. Exposition chez les experts : Librairie « Giraud-Badin », 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-58. Fax : (1) 42-84-05-87 jusqu'au 20 avril 9 h à 13 h et 14 h à 18 h. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.
- S. 12 - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 24 AVRIL

- S. 1 - Tableaux et meubles anciens. ARCOLE (M^{re} RENAUD).
- S. 4 - Livres. - M^{re} BOISGIRARD.
- S. 5 - 100 ARTISTES BLACKS. 100 peintures africaines contemporaines. - M^{re} BENOCHÉ, GODEAU.
- S. 7 - 14 h 15 AFRIQUE OCEANIE. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Montbarbon, expert. Tél. : (1) 42-51-51-13. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.
- S. 10 - Jeunes peintures. Tableaux modernes et contemporains. Art nouveau, art déco. - M^{re} JUTHEAU, MM. Schoeller et Frossard.
- S. 11 - Tableaux, mobilier, objets d'art. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- S. 16 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.

JEUDI 25 AVRIL

- S. 3 - Livres. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 8 - Bijoux et montres. - M^{re} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- S. 9 - Timbres-poste, gravures, tableaux, bibelots, céramiques. Sijes et meubles anciens et de style. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENREDI 26 AVRIL

- S. 3 - Suite de la vente du 25 avril. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 6 - Tableaux, objets d'art, mobilier ancien. ARCOLE (M^{re} OGER, DUMONT).
- S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 14 - 14 h 15 Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
- S. 15 - Tab., bib., mob. - M^{re} BOISGIRARD.
- S. 16 - Dentelles, tableaux XIX^e et XX^e siècles, mobilier de style, bronzes, objets de vitrine. PARIS AUCTION (M^{re} CARDINET-KALCK).



DROUOT VÉHICULES II
30, RUE DES FILLETES
93300 AUBERVILLIERS

VENTE AUX ENCHÈRES

SAMEDI 20 AVRIL à 10 heures
VÉHICULES EXCEPTIONNELS 1991-1990
R.R. Shadow II The 78, ROADSTER 500 SL t. opt., 2 cabriolets CARRERA 2, Coupé 19-21-205CTI, SPORT 2 928S4-911, CARRERA 4 - CARRERA 2, coupé BMW 850IA-Transam, 4x4 Toyota HDJ 80 D Tbo, 4 PATROL GR D Tbo - Vitara, Cherokee D Tbo - Range, 25 ALLEMANDES D et D. The 45 VOITURES JUDICIAIRES. ARTUS 47-70-87-29 - 3615 IVP.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BENOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DAUSSY, DE RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009) 42-46-61-16.
LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-81-30-91.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOEBAN-COUTURIER, 23, rue de la Pelote (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-86-38.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

Spectacle Europe 2

CASINO DE PARIS
JANE BIRKIN



NOUVEL ALBUM
AMOURS DES FEINTES

A PARTIR DU 14 MAI LOCATION : 49 95 98 98

ANTENNE



mac

سكز ان الاصل

SPECTACLES

JEUDI 18 AVRIL

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et s. mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

L'ARTOT
Atelier des enfants. Jusqu'au 20 mai 1991.

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN. Galerie du Cci. Jusqu'au 27 mai 1991.

FRANK O. GENTRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991.

WITOLD GONIMOWICZ. Galerie du Cci. Jusqu'au 10 juin 1991.

LE MYTHE W. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin 1991.

CLAUDE VIALAT. Dessins. Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 3 juin 1991.

JEAN VILAR AU PRÉSENT. Grand foyer. Jusqu'au 3 juin 1991.

Musée d'Orsay
Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AFICHES - LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 7 juillet 1991.

GEORGE N. BARNARD. PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. Espace photographique 1.

MAÏES D'ANGKOR. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.J. et s. mar. de 13 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

RICHARD MEITNER. VERRE CONTEMPORAIN. Musée des arts décoratifs, galerie d'actuels, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE MONDE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et s. mar. de 11 h à 19 h. Jeu. jusqu'au 21 mai. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1 novembre 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Fermé le lundi. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

POMME DE TERRE ET BONHOMME DE FER. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-97-66). T.J. et s. mar. de 14 h à 18 h. sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 29 septembre 1991.

POUPÉES D'HIER. CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 novembre 1991.

LA PROPAGANDE PAR L'AFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-56-30-11). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Fermé les 1, 8 et 9 mai. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines, 1918-1945... Archives nationales, 60, rue de Solferino, 67, rue Vieille-du-Temple (42-70-60-00). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LA RUE DU BAC. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de la Légion d'honneur (45-56-30-11). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-48). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

FORMIDABLE !
Moulin Rouge
LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE - 11 46 06 00 19

MUSÉES
ROSSELLA BELLUSCI. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 25 mai 1991.

ALBERT BRENET. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monnet, Morelet et Renard. Musée Maréchal, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-03). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. mar. de 10 h à 20 h. Fermé le lundi. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'ÎLOT DES ENFANTS-ROUGES. Pavillon de l'Arsenal, galerie d'actuels, 21, boulevard Maréchal (42-78-33-97). 1991, s. mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h. Fermé le 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

DOONS DE LA FAMILLE DAVID-WEILL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et s. mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 30 juin 1991.

LA FAÏENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

HIRAYAMA SUR LA ROUTE DE LA SOIE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 22 avril 1991.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 28 juillet 1991.

MAGIES D'ANGKOR. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.J. et s. mar. de 13 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

RICHARD MEITNER. VERRE CONTEMPORAIN. Musée des arts décoratifs, galerie d'actuels, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (ou compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE MONDE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et s. mar. de 11 h à 19 h. Jeu. jusqu'au 21 mai. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1 novembre 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et s. mar. de 9 h 45 à 17 h. Fermé le lundi. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

POMME DE TERRE ET BONHOMME DE FER. Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (40-67-97-66). T.J. et s. mar. de 14 h à 18 h. sam. de 14 h à 18 h. Entrée : 13 F. Jusqu'au 29 septembre 1991.

POUPÉES D'HIER. CRÉATIONS D'AUJOURD'HUI. Musée des arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 novembre 1991.

LA PROPAGANDE PAR L'AFICHE. Histoire de l'affiche politique en France 1480-1990. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'Honneur (45-56-30-11). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Fermé les 1, 8 et 9 mai. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 juillet 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION. La France après les ruines, 1918-1945... Archives nationales, 60, rue de Solferino, 67, rue Vieille-du-Temple (42-70-60-00). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LA RUE DU BAC. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de la Légion d'honneur (45-56-30-11). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-48). Mar. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

FORMIDABLE !
Moulin Rouge
LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE - 11 46 06 00 19

MUSÉES
ROSSELLA BELLUSCI. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et s. mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 25 mai 1991.

ALBERT BRENET. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

CHEFS-D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monnet, Morelet et Renard. Musée Maréchal, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-03). T.J. et s. mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. mar. de 10 h à 20 h. Fermé le lundi. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

TREZORS DE BIBLIOPHILIE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et s. mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre 1991.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Inetel Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et s. mar. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

HENRI-GEORGES VIDAL. Musée Bourdelle, 15, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.J. et s. mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 mai 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre 1991.

IGNACIO ZULOAGA (1870-1945). Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-80). T.J. et s. mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

CENTRES CULTURELS
A LA DÉCOUVERTE DE PALMYRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et s. mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

ASS. SHARMINI THARMARAT-NAMI. JEAN-LUC BAC. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et s. mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

JEAN-CHRISTOPHE AVERY. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J. et s. mar. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

CHANGEMENT DE DIRECTION. Fondation nationale, hôtel Salomon de Rothschild - 11, rue Barrère (45-63-90-55). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h, mar. de 11 h à 20 h. Du 23 avril 1991 au 10 juin 1991.

COLLECTION CONTEMPORAINE BNP. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-80-34-57). T.J. et s. mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 juin 1991.

CULLEURS. Sculptures. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et s. mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

LA DENTELLE A TRAVERS LE MONDE. Passion, technique et tradition. Bibliothèque, 1, rue du Figulier (42-74-14-60). T.J. et s. mar. de 13 h 30 à 20 h. Ouverture exceptionnelle les dim. 28 avril et 2 juin 1991 de 14 h à 18 h.

LES DOIGTS ET LES AILES À PARIS. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli. T.J. et s. mar. et fêtes de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 15 juin 1991.

TOYO ITO, FRANÇOIS DESLAURIERS, FRANK HAHNLOUËNE. Institut français d'architecture, 5 bis, rue de Tournon (46-33-30-38). T.J. et s. mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

ANDRÉAS NOTOUENIS : UN ART ANCIEN. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et s. mar. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 juin 1991.

FERDINAND KULMER. Paris Art Center, 38, rue Falguière (43-22-38-47). T.J. et s. mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1 juin 1991.

STANISLAW MARKOWSKI. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Mer. de 9 h 30 à 20 h, jeu. lun. mar. de 9 h à 17 h, ven. de 11 h à 18 h 30, sam. de 10 h à 13 h. Jusqu'au 30 avril 1991.

ZYGMUNT MENKES. JANUSZ TOMASZEWSKI. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.J. et s. mar. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Du 18 avril 1991 au 30 avril 1991.

LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.J. et s. mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai 1991.

PRIX FONDATION FORTABAT 1990-1991. Maison de l'Amérique latine, 217, rue Saint-Germain (42-22-14-80). T.J. et s. mar. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

ERIC RASPAUT. IMPRESSIONS D'AFRIQUE. Ancien musée des automobiles, 8, rue Bernard-Clément (42-78-04-39). Jusqu'au 3 mai 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Éléphants, lions, singes... sculptures et gouaches de Paul Simon-Georges (48-78-44-45). T.J. et s. mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

WIR SIND DAS VOLK INOUS SOMMES LE PEUPLE. Photographies de Gerhard Gahler, dessins de Gerhard Gahler, musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et s. mar. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 6 mai 1991.

GALERIES

OLIVIER ALLAUD. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 18 mai 1991.

DIETER APPELT. Galerie Bouguereau-Labon, 69, rue de Turenne (40-27-92-21). Du 18 avril 1991 au 1 juin 1991.

ELVIRA BACH. Galerie Vidal - Saint Phallie, 10, rue du Trésor (42-76-06-05). Jusqu'au 11 mai 1991.

ALAIN BALZAC. Galerie Praz-Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 18 mai 1991.

MARCEL BARBEAU, STEPHAN BARON. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Boquerie (47-00-10-94). Jusqu'au 11 mai 1991.

JÉRÔME BASSERODE. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-28-98-80). Jusqu'au 25 mai 1991.

XANTÉ BATTAGLIA. Galerie Heyman-Mabiel Semmler, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 31 mai 1991.

CLAUDE BELLEGARDE. Galerie Bernard Davignon, 78, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 20 avril 1991.

BEN. Galerie Apollonie, 19, rue Guénégaud (46-33-03-02). Jusqu'au 4 mai 1991.

CAROLE BENZAKEN. Galerie Pierre Lescop, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Jusqu'au 31 mai 1991.

PHILIPPE BERRY, BILL TRAYLOR. Galerie Montmarcy, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 27 avril 1991.

JEAN-CHARLES BLANC, JOSEPH NECHVATAL. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Boquerie (47-00-10-94). Jusqu'au 11 mai 1991.

MICHELLE BLONDEL. Galerie Langer Fahn, 14, rue Debelleyme (42-72-09-17). Jusqu'au 11 mai 1991.

MILKOS BOKOR. Galerie Lambert Rogard, 7, rue Saint-Martin (40-21-87-84). Jusqu'au 31 mai 1991.

JOACHIM BONNEMAI. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 11 mai 1991.

ALEXANDRE BONNIER, JEANNE GATAUD. Galerie Charles Sablon, 21, av. de Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 11 mai 1991.

ETIENNE BOSSUT. Galerie Le Gall-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 12 mai 1991.

BOURGEOIS, POTAGE. Galerie Brigitte Chabouat, 1, rue des Tournelles (42-77-96-74). Du 18 avril 1991 au 20 mai 1991.

POL BURY. Galerie Artcuriel, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Du 18 avril 1991 au 8 juin 1991.

PIER PIERO CALZOLARI. Selected works. Galerie Ghislaine Hussonnet, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 27 avril 1991.

PIERRE CARRON. Galerie Albert Leob, 12, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). Jusqu'au 26 juin 1991.

CARTE BLANCHE A ANDRÉ MAGNIN. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 11 mai 1991.

SANDRO CASTRO. Art of this Century, 2, rue de Valenciennes (46-33-57-70). Jusqu'au 20 avril 1991.

VICKI CHELF. L'imaginaire de l'insolent. Galerie satirique Martine Moisan, 8, galerie Vivienne (42-97-46-55). Jusqu'au 21 avril 1991.

FRANÇOIS CHENET. Galerie Stahle, 37, rue de Choron (48-07-24-38). Jusqu'au 18 mai 1991.

CLAISSE. Galerie Denise René, 198, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 16 mai 1991.

PHILIPPE COGEE. Galerie Lasse-Montaigne, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 30 avril 1991.

PHILIPPE COMPAGNON. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 14 mai 1991.

RUSSELL CONNOR. Galerie Nikki Danna Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 18 mai 1991.

JEANNE COPPEL. Galerie Franck Benoit Bastille, 4, rue Saint-Sauveur (43-22-38-47). Jusqu'au 11 mai 1991.

COUARRAZZ. Galerie Impressions 21, 21, rue de Turenne (48-04-04-48). Jusqu'au 12 mai 1991.

MARC COUTURIER. Galerie Michel Vidal, 58, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-22-22-71). Jusqu'au 11 mai 1991.

NICOLA DE MARIA, WIFREDO LAM. Galerie Lelong, 12-13, rue de Turenne (45-63-13-19). Jusqu'au 10 mai 1991.

ANNE DEQUELLE : HISTOIRE DE GALERIE. Galerie du Génie, 24, rue Keller (48-06-90-90). Du 20 avril 1991 au 20 mai 1991.

MARCO DEL RE. Galerie Adrian Meaght, 42-46, rue du Bac (45-48-15-15). Du 18 avril 1991 au 1 juin 1991.

GERARDO DELGADO. Galerie Farde-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-06-38). Jusqu'au 20 avril 1991.

DIPIER DEMOZAY. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Du 18 avril 1991 au 18 mai 1991.

DESSINS : BALTHUS, BLAIS, COMBAS, DADO, DINE, DUFOR, GARGOULE, NUCLEUX, KLOSOWSKI, TINGUETY. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 11 mai 1991.

DOKOUPIL. Galerie Samia Srouna, 15, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 27 avril 1991.

LIVRES • IDEES

Subversion de La Fontaine

Une nouvelle édition dans « La Pléiade » : une nouvelle preuve du souverain pouvoir des Fables

ŒUVRES COMPLÈTES
tome 1 : Fables et Contes
de Jean de La Fontaine.
Nouvelle édition établie
par Jean-Pierre Collinet,
avec l'intégralité
des gravures originales
des Fables
d'après François Chauveau,
Gallimard,
« Bibliothèque de La Pléiade »,
1 728 p., 360 F jusqu'au 30 juin,
ensuite 410 F.

Il y a des jours où l'on aimerait écrire, en parodiant un titre célèbre, le pamphlet suivant : littérature de la misère, littérature de la littérature. On y décrirait la curieuse promotion, partout présente, de la lassitude et du désespoir, de la pauvreté d'imagination et de style, ou encore de l'irrationnel au service des managers (la dernière trouvaille consistant à vous demander d'appeler *Divin* pour trouver, grâce à votre horoscope, l'emploi convenable à votre appétit sous les astres). On essaierait d'analyser les causes de ce désarroi menant à l'annéisme ou à l'exotisme, au populisme précoce, à la perte de vocabulaire sur fond de fascination pour la douleur.

On y ferait à l'inverse, et quitte à provoquer le scandale, l'apologie du détachement et du goût. On citerait en exemple ce mot d'un écrivain français s'étant présenté autrefois sous un masque grec (« un homme subtil et qui ne laisse rien passer ») : « Hâte-toi mon ami, tu n'as pas tant à vivre. Je te rebats ce mot, car il vaut tout un livre. *Jouis*. » On oserait même écrire son nom pour le dénoncer au mépris public : La Fontaine.

L'animal vit en moi

Voici le livre enchanté d'une subversion masquée permanente. On pense ce qu'on veut de « La Pléiade », mais la voici à son vrai niveau incomparable : papier et vignettes, gravures et texte, présentation et notes nécessaires, trésor complet. C'est d'autant plus important, pour les Fables et les Contes, que trois siècles sont venus se mesurer ici en images. Observez les changements d'interprétation au cours du temps.

Les contemporains voient tout de suite la simplicité bouleversante de la leçon de La Fontaine (Chauveau, Oudry et Cochin). Cette leçon peut se résumer ainsi : je change les dimensions du discours et de la pensée, je parle à partir du bas dénié, je multiplie calmement mes identités, cigale, fourmi, éléphant, grenouille, rat, chat, loup, agneau, renard, lion,

cigogne, hirondelle, pigeon, serpent, poulx. Autant de voix contradictoires, de notes, de tours, de tromperies, de ruses, d'équations. Je m'oppose à l'appropriation cartésienne des animaux : non, ce ne sont pas des machines, l'animal vit en moi, je le reconnais, il parle mon langage, et d'ailleurs il n'est rien dans l'univers qui n'ait le sien comparable au mien. Je suis chène, je suis roseau, de la même façon qu'aigle ou singe. Quand ce lien multiple et animé est brisé, alors, en effet, la régression commence. Chassé du paradis cruel et lucide de La Fontaine (qui éclate encore dans les merveilleuses fantaisies de Fragonard pour les Contes), je vais rentrer dans le fantastique (Grandville, Gustave Doré), c'est-

à-dire, de plus en plus, dans le ténébreux, le phobique, l'halluciné, le toujours-déjà surréaliste.

Ce n'est pas un hasard si deux des grandes psychanalyses de Freud s'intitulent « L'homme aux rats » et « L'homme aux loups » : on y voit faire retour, en rêve, l'animal refoulé, le désir chassé de son corps. La Fontaine (« nous sommes l'abrégé de ce qu'il y a de bon ou de mauvais dans les créatures irrationnelles ») sait, lui, qu'il faut commencer par les commencements : « Comme par la mathématique du point, de la ligne et de la surface, et par d'autres principes très familiers, nous parvenons à des connaissances qui mesurent le ciel et la terre, de même aussi, par les raisonnements

et conséquences que l'on peut tirer de ces fables, on se forme le jugement et les mœurs, on se rend capable des grandes choses. »

Ne jouez pas au grand, puisque vous serez trahi par ce que vous avez de petit. N'espérez pas nous abuser ni vous abuser vous-même en faisant du bruit pour cacher votre bestiaire intime. Dites-nous plutôt comment vous vous sentez chargé de reliques, gai paré des plumes d'un pson, poule aux œufs d'or ou pigeon amoureux. Cela s'appelle : ne pas mettre de « faux milieux » entre la chose et vous. La vérité, en somme.

Il n'y a pas de bonne création ni de bonne Société, et ceux qui disent le contraire sont les éternels charlatans des siècles. Le bon sens

est la chose du monde la moins partagée. Des montagnes d'argent accouchent de souris pollues qui, d'ailleurs, ne sont que du vent. Le bon n'est pas souvent camarade du beau, raison pour laquelle si peu d'amours durent. « Tout est prévention, cabale, entêtement, point ou peu de justice : c'est un torrent ; qu'y faire ? Il faut qu'il ait son cours. Cela fut et sera toujours. » Inlassablement, sous mille angles divers, les Fables, comme de nouveaux Évangiles, répètent la même philosophie musicale (celle de Molière, et aussi la seule qui vaille). On s'amuse, en passant, d'apprendre que Napoléon, à Sainte-Hélène, trouvait la fable le *Loup et l'Agneau* « immorale » et « de trop d'ironie pour être à la portée des enfants ». Quant aux contemporains, que leur conseiller ? Les animaux malades de la peste ? Sans doute.

Logique harmonique

Le pouvoir des fables est souverain. Si personne n'écoute plus personne, commencez-en une : les oreilles se tendront peu à peu. C'est pourquoi « on ne saurait trop égarer les narrations », ce qui n'est pas donné à tout le monde. La ronde des péchés capitaux s'équilibre alors sous le charme d'une logique harmonique, le génie des sons s'empare du reste : « Tout est mystère dans l'Amour, / Ses flèches, son carquois, son flambeau, son enfance. » Ou encore : « Bien purs, présents du Ciel qui naissent sous les pas. » Le raisonnement de la « langue des dieux » est dans ce balancement du rythme. La mémoire humaine est obligée de le retenir et d'en faire des lois. Tout le monde répète du La Fontaine : il suffirait de le comprendre, mais rien de plus difficile qu'une évidence portée à ce point. « J'ouvre l'esprit et rend le sexe habile. » Ou, plus carrément, et c'est Apollon qui parle : « Je vois de loin, j'atteins de même. »

Philippe Sollers

* Signalez aussi la sortie en poche (« Folio » Gallimard n° 2246) d'une édition des Fables de La Fontaine, établie par Jean-Pierre Collinet.

Régis Debray saisi par McLuhan

Cours de médiologie générale veut fonder une nouvelle discipline, plus ambitieuse qu'une simple sociologie des médias

COURS DE MÉDILOGIE GÉNÉRALE
de Régis Debray.
Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées »,
395 p., 120 F.

Oyez braves gens. C'est une bonne nouvelle. Délaissant enfin la dénomination stérile des médias, Régis Debray s'intéresse à l'intelligence des médiations sociales.

Comme d'habitude, il court plusieurs lièvres à la fois mais il en attrape plusieurs, parfois de belle manière. D'entrée de jeu, la barre est placée très haut : fonder une nouvelle discipline, la « médiologie », qui se veut autre chose qu'une sociologie des médias. Car l'omniprésence des médias et la trop grande attention accordée à leurs effets sociaux dissimulent l'essentiel : toute société s'organise et

fonctionne à l'aide de multiples outils de médiation, et les médias n'en sont qu'un parmi d'autres.

Nous saurons dans vingt ans si le mot a fait fortune et se retrouve dans les cursus universitaires. Mais dans la démarche et la méthode sont là, déjà largement élaborées par McLuhan, bien sûr, mais aussi par Jack Goody - la *Raison graphique* (1), Elizabeth Eisenstein - *The Printing Press as an Agent of Change* - tous deux cités par Debray, mais aussi Robert Dainoff - *l'Aventure de la presse* - et son *Encyclopédie* (2) ou encore Michael Schudson - *Discovering the News* - et beaucoup d'autres.

Tous ces auteurs considèrent les techniques de communication comme des dispositifs et de réseaux de perception et de connaissance qui transforment en profondeur nos manières de voir, de juger, de calculer et de raison-

ner. La médiologie, à pour objet l'architecture de ces réseaux qui relient les individus entre eux pour former une société.

A ce courant de pensée principalement anglo-saxon, Régis Debray apporte un effort de systématisation et de généralisation très français, qui culmine dans un tableau synoptique (voir page 21) décrivant les trois âges de la « médiologie » : l'écriture (logosphère), l'imprimerie (graphosphère) et l'audiovisuel (vidéosphère).

Au passage, à travers la forme des leçons, Régis Debray s'efforce aussi de réhabiliter l'écriture académique : « Notre phobie des systèmes et du temps longs, l'intolérance à l'impersonnel, la dévotion ambiante de l'École ont bien nous intimidé. Ce que je fais aujourd'hui, non sous la forme cacophonique du traité mais sous celle, un peu moins abominable,

de tout aussi anachronique, du cours ». Cet exercice pédagogique nous offre quelques morceaux de bravoure comme ces conseils en publicité adressés aux étudiants : « O vous qui voulez transmettre, hypocrisies auditeurs, mes frères messagerie, écoutez mes conseils. Racontez des histoires, et ne donnez pas de leçons. Faites court, avec un *et*, et portable. Soyez positifs, affirmatifs, optimistes. Trouvez-vous de belles images, plutôt que de vilains mots. Pas de théorèmes, des paramètres. Un clip vaut mieux qu'un bolus. Un clip vaut mieux qu'un bolus. Et surtout, j'y viens, regroulatez. Ne restez pas seuls. Faites réseau, cercle, école, secte, tribu, bande. Organisez-vous. Là est la clef. »

Jean-Louis Missika
Lire la suite page 21

(1) Minuit, 1979.
(2) Perrin, 1982.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau
Le bénéfice des écrivains

Dans son dernier recueil de nouvelles, *Racemement*, Béatrix Beck fait dire à un paysan : « Si vous travaillez la terre, elle travaille pour vous, l'écriture non. » Tout l'art de la romancière - qui, jamais, n'a consenti à perdre son temps en vaines mondanités - dément pourtant ce propos pessimiste. Le même constat vaut pour Henry Raczymow, conteur subtil, aigu, dont le dernier récit *Ninive* prouve que l'écriture, si elle coûte beaucoup, rend toujours la monnaie à l'auteur.

Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott
Le mystère Bory

Le 11 juin 1979, Jean-Louis Bory se suicidait, après avoir brûlé la quasi-totalité de ses papiers personnels. Deux biographes, Daniel Garcia et Marie-Claude Jardin, se sont mués en détectives pour percer le mystère de celui qui, en permanence, portait « un masque de bonheur ».

Page 18

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand
Un carrefour de langues

Qu'est ce que cela signifie : être écrivain polonais, dans un pays marqué par tant de brassages, tant de langues diverses ? Réponse à quatre voix avec la parution simultanée d'œuvres de Marian Pankowski, Johannes Bobrowski, Cholem Aleikheim et Bruno Schulz.

Page 26

PRIX DES LIBRAIRES 1991

Michelle Schuller
Une femme qui ne disait rien
roman



« Un récit magistrallement conduit. »
ANDRÉ BRICQOURT
LE FIGARO LITTÉRAIRE

« Il y a une telle force, une telle densité, une telle beauté dans ce premier roman qu'on en sort abasourdi. »
PHILIPPE LAGACHE
MAGAZINE LITTÉRAIRE

« Michelle Schuller réussit là un coup de maître. »
CHRISTOPHE GURAS
LE POINT

Un volume 228 pages, 89 F

PRESSES DE LA RENAISSANCE

سكزنا الان

RECENSEMENT

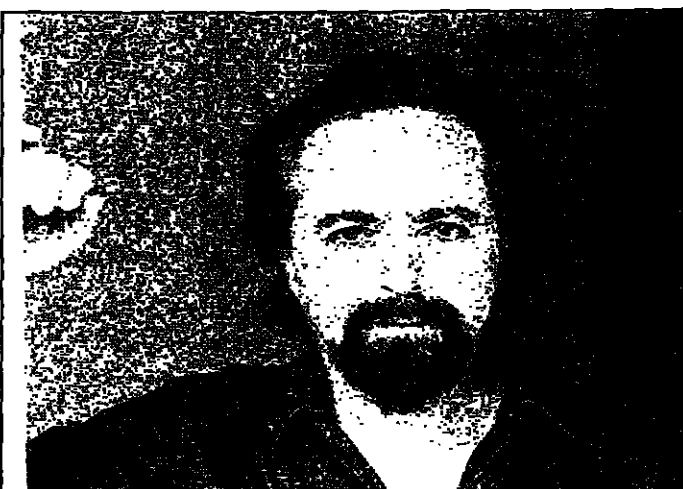
nouvelles de Béatrix Beck. Grasset, 180 p., 85 F.

NINIVE

récit de Henri Raczymow. Gallimard, 120 p., 85 F.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Henri Raczymow : un conteur subtil

Le bénéfice des écrivains

en français et les termine en anglais (« Vous savez bien que je ne supporte pas that one speaks of death. C'est tellement triste. »).

La plus longue nouvelle, *Bazar Demême*, est un petit roman en soi, qui aurait pu commander le titre du recueil. Lucile Demême, veuve d'Anatole et mère de Lucienne, d'Arthur et de Victor, tient un bazar dans un petit bled, un vrai bazar où l'on peut demander tout et n'importe quoi, depuis les vaporeuses poupées de Tawwan ne devant pas être confiées aux enfants, jusqu'au « bol cul-de-poule qui ne casse pas le rythme du fouet ». Lucile a également dans sa réserve intérieure une grande provision d'excellents conseils pour ses enfants : « Soyez naturels mais ne soyez pas nature. Le naturel s'apprend. L'habitude est une seconde nature, c'est celle-là qu'il nous faut. Voyez l'Aurore Guillemet en visite qui ne sait pas quoi faire de ses mains et voyez la reine Elizabeth qui les met toujours au bon endroit, sans se poser de questions. Pourtant, l'Elizabeth et l'Aurore, c'est

bonnet blanc et blanc bonnet, ce ne sont jamais que des personnes. »

Ludvine, ravissante enfant, séduit un peintre de passage, mais le petit Victor veille au grain. Arthur le surdoué, brillant étudiant, séduit malgré lui un de ses condisciples, Anthony, fils de gros bourgeois suffisants. Un drame se noue, rapide, cruel, irréel. On n'en dira pas plus, on vous laisse découvrir ces vies parcourues à bride abattue où l'art de Béatrix Beck dément le propos qu'elle prête à l'un de ses paysans : « Si vous travaillez la terre, elle travaille pour vous, l'écrivasserie non. » Bien sûr que si, l'écrivasserie travaille en retour, pour d'invisibles moissons.

C'est pas le narrateur de *Ninive*, de Henri Raczymow, qui dira le contraire. Il n'a pas d'âge ni de nom, il dit « je » avec une si naturelle simplicité qu'on est tenté de le prénommer Henri provisoirement. Henri est bien embarrassé. Il a quitté Régine, non pas pour Nina mais par Nina. Il s'est servi de Nina comme d'un levier pour quitter Régine. Et encore, dans cette histoire, il estime que son rôle s'est borné à celui d'un hallebardier, guère plus. Puis il est retourné chez Régine, ce qui n'était pas la meilleure chose à faire. Un soir, au théâtre, il a renoué connaissance avec M^{me} Emma Fisch, qui fut son professeur de lettres quinze ans plus tôt, et a commencé à lui raconter sa vie, ses « tragédies minuscules », l'histoire de Ginette et des canards, celle de la soi-disant experte en étude de consommation, celle de l'amie qui ne peut jamais être à deux sans se mettre à trois... M^{me} Fisch prend des notes, enclenche son magnétophone, ponctue, commente, en vraie psychanalyste.

A l'Hôtel des Dunes, où elle a fait venir Henri — elle doit prononcer une conférence dans les environs, — Emma s'écarte un tant soit peu de la stricte neutralité analytique, c'est le moins qu'on puisse dire, et, après avoir donné à Henri, comme un os à ronger et méditer, la parabole de Jonas endormi dans la tempête, jeté par-dessus bord, avalé par le grand poisson (Fisch en allemand), elle s'agenouille devant son patient et lui accorde une certaine faveur, dit « du poisson ». Lui laisse en partant une carte postale représentant un écrivain de la Renaissance au travail, un cahier à spirale et un stylo neuf. Et voilà Henri réfléchissant au destin de Jonas qui ne pouvait choisir entre voguer vers Tarsis (Régine) ou vers Ninive (Nina), Jonas entre deux villes comme Henri entre deux femmes, deux chaises, l'un trouvant refuge au sein de la baignoire, l'autre dans la pénombre protectrice de l'Hôtel des Dunes où il couche par écrit ses angoisses et ses hésitations. Raczymow, qui nous a donné l'an dernier un essai magistral, drôle et délicat, sur Marcel Proust (1), est un conteur subtil, léger, aigu, qui, en écoutant du Fauré, sait indiquer ce qu'est la nostalgie hypothétique : « Je songeais à Swann, pour qui cette même musique était une souffrance par tout ce qu'elle lui rappelait d'un amour passé. Chez moi, c'était le contraire. Cette musique me faisait de la peine par tout ce qu'elle ne me rappelait pas. » Le cahier rempli, il choisira Nina. Comme quoi l'écrivasserie, si elle coûte beaucoup, rend toujours la monnaie à l'auteur.

(1) *Le Cygne de Proest*, Gallimard.

JEAN-LOUIS BORY

de Daniel Garcia
Flammarion, 264 p., 115 F.

JEAN-LOUIS BORY

de Marie-Claude Jardin
Belfond, 250 p., 120 F.

Il paraît que Jean Genet avait mal pris les 690 pages, très serrées, que Jean-Paul Sartre avait déversées sur son existence. Pensez donc ! Tant de littérature et de philosophie qui s'abattent d'un seul coup sur votre tête, c'est pire que le ciel. Cela laisse de vous ensevelir. D'une certaine manière, Genet retournait en prison, et sans l'espoir d'une remise de peine.

Voici maintenant deux biographies de Jean-Louis Bory : 264 et 250 pages. Il n'en demandait sans doute pas tant, mais il a au moins la chance d'être mort, tandis que Genet vivait encore au moment du déluge sartrien. Ne soyons pas injustes, cependant. Les deux livres sur Bory se lisent très agréablement, et la passion qui les anime force aussitôt l'intérêt du lecteur. L'un des biographes, Daniel Garcia, n'a pas connu Bory. Il s'en excuse presque. L'autre, Marie-Claude Jardin, nous fait savoir qu'elle a fréquenté Bory « peu avant que le rire en lui ne se brise ».

Par quel bout prendre une vie ? Si l'on en croit une célèbre plaisanterie, Joseph Hugo se serait froissé lorsqu'il déclara la naissance de son fils Victor, et qu'on lui demanda d'épeler le nom et le prénom de l'enfant. Aussi, nos deux biographes commencent par la fin, c'est-à-dire par le suicide de Jean-Louis Bory, le 11 juin 1979, quelques jours avant ses soixante ans.

Daniel Garcia se heurte à la même énigme que Marie-Claude Jardin : comment se fait-il que l'aimable critique du *Nouvel Observateur* se soit donné la mort ? Car le suicide est à l'op-

posé de l'arnabité. Ce genre de départ, entouré de pathétique, ne convenait pas à cet homme qui faisait profession de fantaisie, de désinvolture et d'insolence. Et qui donnait des leçons d'humour le dimanche soir, dans l'émission « Le Masque et la Plume ». Bory était le contraire d'une certaine mausaderie française tellement répandue. Son « exubérance » démentait la rumeur selon laquelle le caractère national était renfrogné. Mais peut-être faudrait-il se méfier davantage de la galeté lorsqu'elle est excessive. Peut-être les gens trop enjoués sont-ils suspects de désespoir. Marie-Claude Jardin cite cette recommandation de Bory : « Souriez pour continuer à vivre. Souriez à en crever. Faites comme moi. » Alors, le rire, c'était seulement de la courtoisie ? L'humour, c'était de la discrétion ?

DANIEL GARCIA nous dit que Jean-Louis Bory « a brûlé la quasi-totalité de ses papiers personnels » avant de disparaître. Il craignait sans doute que la postérité ne vint fouiller ses tiroirs. Voici donc le « mystère Bory », et les deux biographes se transforment en détectives. C'est d'ailleurs le penchant d'une partie de leurs confrères, car l'existence humaine a pris la mauvaise habitude de n'être jamais limpide. Comme le notait Simon Leys dans un livre récent (1), « le bon biographe ne fait au fond que l'instruction d'un procès dont le jugement est finalement rendu par le lecteur ».

Un premier indice réside dans la façon qu'avait Bory de se dévisager. Daniel Garcia évoque la détresse où le jetait son

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le mystère Bory



BERNARD CLEVE

apparence physique, et Marie-Claude Jardin nous apprend qu'il inscrivait « laid » à la rubrique « signes particuliers » de sa carte d'identité. Jean-Louis Bory écrivait peut-être pour conjurer l'ingratitude qu'il se prêtait. Il faudrait un jour étudier les rapports de la laideur et de la littérature. « Je me mets au travail, disait Jean Cocteau. C'est le seul moyen (...) d'oublier mes laideurs et d'être beau

sur ma table. » La littérature sert de médecine pour toutes sortes de maladies.

Daniel Garcia et Marie-Claude Jardin s'attardent l'un et l'autre sur le prix Goncourt de décembre 1945, lequel récompensa Bory pour *Mon village à l'heure allemande*. L'un de ses concurrents se trouvait être Roger Vailland, qui venait de publier *Drôle de jeu*. Chacun de ces

livres dépeignait à sa manière les années de l'Occupation. Dans ces miroirs romanesques, la France cherchait à comprendre son mauvais rêve. Est-il recommandé de vivre sa jeunesse pendant une guerre ? Au printemps 1944, Bory faisait de la bicyclette. Il était agent de liaison du maquis. Quelques semaines plus tard, c'était l'ivresse fameuse de Paris libéré. Et l'année suivante aurait mille prévenances pour un jeune homme qui débutait. Au lycée, il avait toujours obtenu le prix d'excellence, et cela continuait. Reçu à l'agrégation de lettres en juillet, il se retrouvait donc lauréat du Goncourt, à la veille de l'hiver. Les bonheurs ont l'esprit grégaire. Les malheurs aussi, du reste.

N'EMPÊCHE que le fils du pharmacien de Méréville, une bourgade de la Beauce, paraissait être le favori du destin. « Rousseauiste » et « libertaire », M. Bory père ne reprochait ni même ne regrettait les inclinations homosexuelles de Jean-Louis. La vie s'annonçait belle et magique. Bory alla remercier Colette d'avoir voté pour lui. Le récit qu'il fit de cette visite est un petit chef-d'œuvre. Il eut la preuve que « ça pouvait exister vraiment, un grand écrivain [et que] ça pouvait être fatigué, puisque [Colette] était couchée ». Sortant de chez la vieille dame, le jeune homme était plus heureux que s'il avait obtenu la confirmation de l'existence de Dieu. Mais « trente-quatre ans plus tard, comme le rappelle Marie-Claude Jardin, il se tirerait une balle dans le cœur ». On se punit de quoi, quand on se suicide ?

Bory avait connu très tôt la gloire littéraire. Il allait faire le difficile apprentissage de la notoriété. Il passa, non sans quelques tracasseries, de la république des instituteurs et des professeurs à la république des lettres. Les succès trop rapides se payent, en effet, de plusieurs déconvenues. Ainsi les lecteurs boudèrent *Chère Aglaé*, le deuxième roman de Jean-Louis Bory. Et les suivants ne seraient guère mieux accueillis. Il deviendrait quand même l'une des étoiles de cette gauche intellectuelle qui vécut son âge d'or dans les années 50 et 60. Mais il ignorait toujours les tristesses ou les pesanteurs du dogmatisme, et l'aveuglement des églises politiques. Il garda sa manière de respirer, qui était l'irrévérence.

COMMENT dépasser Daniel Garcia et Marie-Claude Jardin ? Ils suggèrent très bien, tous les deux, le charme de Bory et sa drôlerie trompeuse. Daniel Garcia parle joliment de son « masque de bonheur » et de la grande lassitude qui finirait par le dégrimer. La secrète fêlure de Bory, Marie-Claude Jardin la déchèle dès l'enfance. « Affamé des autres », il se jetait, avec une sorte de désespoir, dans les aventures homosexuelles. C'était sa façon de déguiser et d'oublier le peu d'estime qu'il portait à son apparence. Il évoquerait ses amours comme les péripéties d'une histoire assez mélancolique. « Les jours de fatigue ou de ciel terne, dirait-il, je le trouve navrant. » Vieillesse, pour certains, c'est se pardonner à soi-même. Il y a des gens qui ne se pardonnent jamais. Le vieillissement accroît leur détresse, et les variations du climat commandent leurs états d'âme. Quel temps faisait-il le 11 juin 1979 ?

(1) *L'Humour, l'Humour, l'Humour*, Laffont (voir le Monde du 29 mars).

ecr
catholic

Sous le

de Jean-Louis Bory

ATTENDEZ PAS 1992 POUR SAVOIR DES EURO

LIVRES • IDÉES

ÉCRITS INTIMES

Une catholique éduquée à mort

Il y a tout juste cinq ans, le 14 avril 1986, Simone de Beauvoir mourait. Les éditions du Seuil publient la correspondance de son amie de jeunesse Zaza

**ZAZA
CORRESPONDANCE
ET CARNETS 1914-1929**
d'Elisabeth Lacoïn.
Seuil, coll. « Libre à elles »,
381 p., 120 F.



Simone (à gauche) et Zaza (au centre)

Une formidable colère vous saisit à la lecture de la correspondance et des écrits intimes de cette toute jeune femme, Elisabeth Lacoïn, que l'histoire littéraire sauvera sous ce petit nom de Zaza que sa famille lui avait donné et que Simone de Beauvoir, son amie du cours Desir, a repris en racontant son histoire, cette dramatique histoire d'amour, de soumission et de mort, dans les *Mémoires d'une jeune fille rangée*. On se souvient des dernières lignes de ce classique de l'émancipation, ces lignes faites pour se graver dans la mémoire comme une inscription de mausolée : « Ensemble nous avions lutté contre le destin fatidique qui nous guettait et j'ai pensé longtemps que j'avais payé ma liberté de sa mort ».

Comment s'est vécu au long des années d'enfance, d'adolescence et de jeunesse ce destin qu'évoque Simone de Beauvoir dans la réimpression des *Mémoires* ? Voici une enfant douce, aimante, un cœur pur, une âme loyale et droite, éprise de sa mère, tendrement attachée à son père, affectueuse pour toute cette vaste famille de bons bourgeois laudais, fortunés et rapiats, conformistes jusqu'à la moelle, va-t-elle à la messe avec constance et ferveur. La voici devenue jeune fille docile à tous les commandements et n'y déclinant que le sourire, en se protégeant d'une ironie allègre, jamais méchante, simple réaction d'une intelligence très vive contre l'étouffante bienveillance dont on lui fait loi.

Le devoir filial

Si seulement elle avait su être méchante une seconde. Voir clair. Ne pas se laisser prendre au piège du devoir filial, quand celui-ci n'est imposé sous ce nom que pour masquer une très laide, très âpre ambition sociale : les Lacoïn ne laisseront jamais leur fille épouser hors de son milieu un jeune homme qu'elle aimerait et qui n'aurait ni son rang, ni sa fortune. Dieu, où son rang, ni sa fortune. Dieu, où son rang, ni sa fortune. Dieu, où son rang, ni sa fortune.

Quand cet homme se présente, jeune philosophe, normalien, catholique, sensible, scrupuleux, bonne famille de province, mais désargenté et un peu craintif, les Lacoïn interviennent, demandant que les jeunes gens cessent de se voir, se heurtant à l'obstination de Zaza, le brisant en faisant enlever sur le jeune homme, découvrent un secret de famille (deshonorant seulement pour qui s'en servait), le révélaient au prétendant, qui cède, n'explique

rien à la jeune fille, se retire. Elle est au désespoir, ses parents lui révèlent tout, elle comprend leurs raisons, sans renoncer à son amour, elle en perd la tête, elle meurt en quinze jours dans sa vingt-deuxième année (diagnostic : encéphalite aiguë, l'honneur est sauf). Ce qui était en jeu : les principes, l'ordre social, les lois du milieu, la spiritualité gagée sur la fidélité à l'Eglise, la morale des familles, le destin de la femme comme épouse et mère.

Simone de Beauvoir avait raconté cette histoire, en effet fan-gosse, sans en connaître les dessous, sans en connaître les dessous, sans en connaître les dessous, sans en connaître les dessous.

rend parfois nos relations difficiles. (...) Je me rappelle que lorsque nous jouions à quatre mains, autrefois, elle faisait toujours très bien sa partie sans plus s'occuper de l'autre partie que si elle avait joué seule. C'est ainsi qu'elle agit encore et, vis-à-vis de ce que pensent les autres, elle est d'un optimisme si grand que parfois comme toi j'ai envie de l'appeler naïveté, ce qui peut aller parfaitement d'ailleurs avec son extrême intelligence de tout.

Certaines pages de carnet, la sûreté et la finesse de ses jugements littéraires (sur Alain-Fournier, Mauriac, Montherlant, Conrad, Oscar Wilde, Proust, etc.), ses lectures. De toute évidence Elisabeth Lacoïn aurait pu devenir, entre Simone Weil et Simone de Beauvoir, une grande intellectuelle. Elle en avait tous les dons.

Michel Contat

Sous le drapeau des mots

Michel Ragon, l'enfance et l'utopie

ENFANCES VENDÉENNES

de Michel Ragon.
Coll. « Signatures »,
éd. Ouest-France,
160 p., 100 F.

J'EN AI CONNU DES ÉQUIPAGES

de Michel Ragon.
Entretien avec Claude Glayman,
Latitudes, 231 p., 99 F.

Michel Ragon a la mémoire buissonnière et le goût du désordre.

Enfances vendéennes, le dernier volume de ses récits autobiographiques, est une suite de portraits dans lesquels l'auteur de l'*Accent de ma mère* (1) évoque, avec humour et chaleur, les hommes et les femmes qui ensolaient son enfance en Vendée.

Fontenay-le-Comte, la cité où les siens vivaient, n'était alors que bruits et odeurs. Hommes du drap, de la laine ou du fer, les artisans coloraient la ville avec leurs cris. Michel Ragon aimait observer leurs gestes et suivre leurs conversations. La boulangerie de son cousin Gas-

ton devint vite le grand divertissement de son enfance. Les balades dans la « Dix chemins Citroën », du bourrelier se transformant en équipages sauvages dès qu'ils allaient vers la mer.

Cinquante ans ont passé et il semble parfois à Michel Ragon que le monde qu'il décrit appartient à une autre planète. Fontenay-le-Comte a doublé le nombre de ses habitants, mais lorsque l'auteur y retourne pour glisser ses pas dans ceux de l'enfant qu'il fut, les rues de la cité vendéenne lui apparaissent comme mortes et peuplées d'ombres. Pourtant, aucune nostalgie béatifiante n'anime Michel Ragon, car il ne sait que trop quelle maîtrise régnait alors. Son enfance s'acheva pendant l'été 1940 lorsque sa mère et lui s'installèrent à Nantes. La découverte du travail salarié rouilla en lui ses rêves. « Nantes la grise » absorba son adolescence...

Michel Ragon revient sur cette période de son existence dans son « entretien » avec Claude Glayman : un ouvrage qui, sans échapper aux limites du genre, a le mérite de permettre à cet autodidacte, fier de l'être, devenu docteur de lettres à cinquante ans, de régler certains comptes et d'exprimer son amitié ou sa fidélité pour telle ou telle personne.

La littérature, la peinture, l'architecture et, surtout, la vie. Telles sont les passions d'un homme qui a fait sienne cette réflexion de Camus : « Je n'ai pas appris la liberté dans la misère. » Michel Ragon, à l'âge où tant d'autres plaquent leur révolte dans une maison de retraite, n'a pas renoncé à l'utopie, mais les mots sont le seul drapeau dans lequel il se reconnaît vraiment.

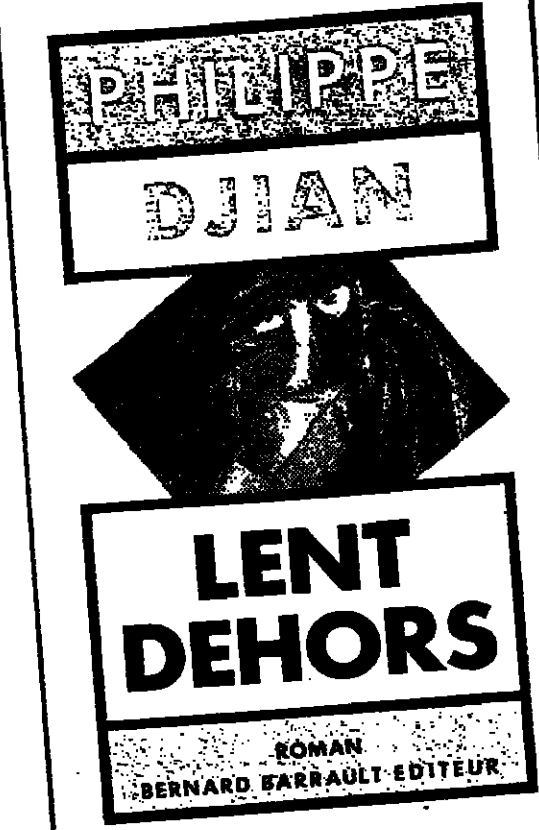
Pierre Drachline



Euroscopie
LES EUROPÉENS
QUI SONT-ILS ?
COMMENT VIVENT-ILS ?

Larousse

N'ATTENDEZ PAS 1992 POUR
TOUT SAVOIR DES EUROPÉENS



DJIAN

“Les puristes peuvent ricaner ; demain, les enfants des écoles, s'ils lisent encore, apprendront chez Djian ce que nombre des meilleurs jeunes écrivains d'aujourd'hui y ont déjà trouvé : une leçon de style.

...*Lent dehors* est un roman très beau et très grave sur les relations entre les hommes et les femmes. Djian a construit une série de variations qui tiennent à la fois du parcours du combattant et de la méditation métaphysique. C'est dans la même minute, drôle et déchirant, sauvage et raffiné, sarcastique et fleur bleue.”

Pierre Lepape - Le Monde

BERNARD BARRAULT ÉDITEUR

سكز ان الاصل

صكنا من الاحل

LA VIE DE MAURRAS
d'Yves Chiron.
Perrin, 498 p., 165 F.
AUX ORIGINES DE L'ACTION FRANÇAISE
intelligence et politique
à l'aube
du vingtième siècle,
de Victor Nguyen.
Préface de Pierre Chaunu.
Fayard, 958 p., 250 F.

« D'États moyens, maigre, barbu et la barbe terminée très en pointe, un air d'autorité, de finesse, d'éminente distinction et quelque chose d'un peu triste et fermé. Il y a du Richelieu dans ce visage-là. » C'est ainsi que Daniel Halévy a croqué vers 1910 ce Maurras aujourd'hui oublié qui a agité les sages et les esprits de trois générations de Français.

L'Action française est un astre quasiment mort depuis que son héros fut condamné en 1945 pour « intelligence avec une puissance ennemie » et « entreprise de démoralisation » nationale. Et pourtant, notait ici même Pierre-Henri Simon (le Monde du 20 avril 1968), « on ne peut pas se débarrasser de Maurras, doctrine politique, par le spectacle de sa catastrophe politique ».

A preuve : pour quelques enfants du maurrassisme, mai 68 ne fut pas tout à fait incompréhensible. Ici et là, depuis, une réminiscence tinte, une formule crève l'eau indifférente, on sent comme un regret de ne plus aller sentir l'odeur des herbes folles qui parsèment le monument désaffecté.

Et si l'on convient, comme nous y invitent ces deux gros livres, que Maurras fut d'abord un prophète très « fin de siècle », pourquoi ne pas relire, toute honte bue, à la veille de l'an 2000 et dans certains rapports entre l'intelligence et la politique, cette aventure qui refusait la décadence et marquait le

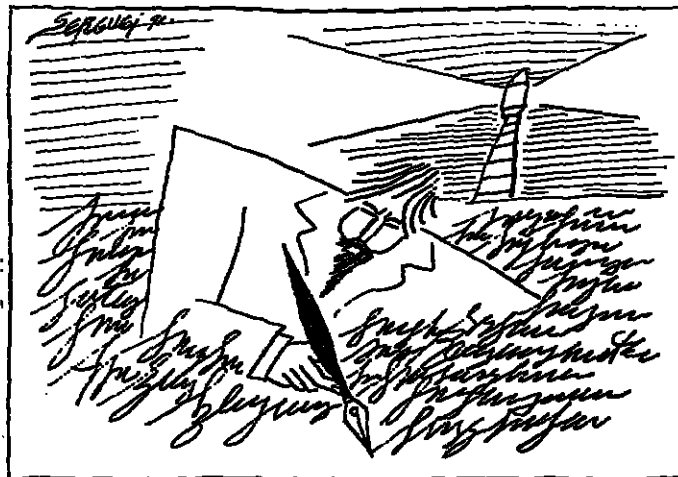
renouveau à la césure d'un millénaire ?

Curieusement, il n'existait pas de biographie en pied de l'auteur d'Anthème. J'entends par là un de ces récits qui dit comment Maurras devint à peu près sourd en 1881, à treize ans et demi, et pourquoi il se vengea d'abord de cette infirmité en laissant abattre les cyprès de Chemin du Paradis, ou comment il guérit du chagrin d'amour en contemplant la nuit florentine depuis San-Miniato. Un livre qui sent le marbre du journal et l'impatience des typos attendant le « papier » du patron ; qui conte la vie à Clairvaux du prisonnier 8321 qu'on élargira en 1931 pour le laisser mourir, qui précise qu'à Rouen, sur le monument aux morts de 1914-1918, Real del Sarte figura un biffin sous les traits de son ami ; qui rappelle, enfin, que le cœur du poète entiché de Mistral est toujours exposé là-bas, en pleine Provence, dans le jardin d'enfance, sous un vers d'Euripide : « Hélas, que le soleil est beau ! »

CETTE chronique-là, Yves Chiron nous la donne, sans forcer sur l'aoli, sans éclats de plume et sans sensiblerie, avec juste ce qu'il faut de bonne compagnie avec son héros qui, lui, déclarait si volontiers. Sur l'analyse politique et intellectuelle de l'aventure, en revanche, son livre laisse moins satisfait. Non pas qu'on attendit du jeune directeur du Bulletin Charles Maurras qu'il fût iconoclaste ou même réticent. Mais, dans l'intérêt même de cette tentative de lecture suivie en forme de réhabilitation, on pensait qu'il n'était plus utile de flanquer toute référence à la violence de l'invective maurrassienne, qui fit si mal, par la fausse symétrie

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



Maurras revisité

d'une réplique ou d'une provocation de gauche. L'antisémitisme de celui qui acclimata le mot « métèque » dans la vie politique française, fut-il « d'État » et non « de peau » comme il aimait à le préciser, mais dans lequel l'Action française s'est vautrée avec délectation, méritait d'être mieux installé au cœur de sa pensée.

Il fallait aussi expliquer plus longuement, et tous travaux récents sur les « années noires » à l'appui, pourquoi un Pétain de « divine surprise » convint si bien à l'entêté qui cherchait en vain un général Monk depuis l'échec de Boulanger. Surtout, on pouvait mieux faire comprendre, avec toute citation ad hoc, pourquoi, à

défaut d'être entendu par les princes légitimes, le monarchisme réconciliateur élaboré par Maurras fut un constant appel à la guerre civile et à un gouvernement qui ne pouvait manquer, écrivait-il, toujours en 1899, « d'être répressif et vengeur dans ses premiers actes de dictature, afin de pouvoir être réparateur dans ceux qui suivront ». Sur tous ces points, Yves Chiron n'est pas assez pugnace. J'ajoute une dernière remarque, qui n'est pas une censure : son livre est jalonné de coquilles géantes (qui corrigera chez Perrin ?) et je ne comprendrai jamais pourquoi un éditeur français en vient à considérer qu'une biographie peut se dispenser d'index et consent ainsi à réduire d'une bonne moitié la curiosité qu'elle a mobilisée chez le lecteur.

ser d'index et consent ainsi à réduire d'une bonne moitié la curiosité qu'elle a mobilisée chez le lecteur.

AVEC Victor Nguyen on change de registre. L'homme était avant à l'extrême, perfectionniste et tourmenté, discret, convaincu et même armé, cet innocent, d'un style éblouissant : autant de qualités qui suffisaient à faire tache dans un milieu universitaire des historiens où l'on ne rencontre pas que de hautes âmes. On lui fit donc connaître que s'acharner à piocher sans lever le nez ne suffirait pas pour faire carrière. Nguyen, fragile et fier, ne le supporta pas. Mais il ne prit pas congé avant d'avoir léché son chef-d'œuvre de compagne. Le voici, posthume, sans appareil critique mais raboté droit dans le fil, compact, inépuisable, rayonnant de l'éclat du jais.

Il ne s'attarde pas, comme on l'a fait si souvent, à considérer le mystère d'une pensée maurrassienne close dès 1900, la clôture d'un système qui voudra ensuite peser sur le cours de l'Histoire tout en refusant d'intégrer ses rebondissements, qui dès l'origine ne croyait point aux faits mais affichait l'orgueil des seules idées. Son ambition est autre. Il veut comprendre cette situation d'exception dont la fragilité hante toute histoire culturelle digne de ce nom : comment une pensée politique rencontre et intègre l'air du temps. « Homme d'oc », dit-il, mais surgissant d'une dynastie de serviteurs de l'État, méditerranéen par toutes ses fibres et poète passé par le symbolisme, attaché au monde catholique en même temps que réformé sur son incroyance, le jeune Provençal fédérat les hautes du déclin national aux incertitudes de la société bourgeoise

ainsi qu'aux avatars de la littérature fin de siècle. Il propose donc non pas un « Maurras avant l'Action française », mais une « Action française avant Maurras » : une recension des éléments préexistants à sa fondation en 1899, une généalogie de ce nationalisme conçu à la fois comme « une obligation rationnelle et mathématique ». Maurras fut tout en un, nous dit-il, le Socrate et le Critias de cette exploration apaisante et véhémente, parce que sa pensée, si hantée par la restauration d'un roi face à une démocratie tenue pour décrébrante, fut d'abord d'instauration et d'acculturation, d'intelligence de la crise de l'esprit qui avait saisi l'Occident à la fin du dix-neuvième siècle.

DEFILANT, pour nous en convaincre, une douzaine de forts chapitres dont la densité défie tout résumé. Partant d'un examen subtil de l'idée de la décadence qui hante alors l'Europe, soupesant les contradictions du centenaire de la Révolution de 1789, Nguyen suit un Maurras réceptacle des nostalgies classiques et des clartés méridionales, puisant dans le symbolisme l'esthétique d'un combat, forçant les traits d'un néochristianisme que Rome condamnera, accompagnant l'avènement d'une « classe intellectuelle ». Jusqu'à l'heure de vérité, jusqu'aux trois coups qui inaugurent le drame : l'affaire Dreyfus, ici revisitée avec bonheur, Nguyen ne conclut pas dans l'euphorie : « L'antimonde demeure, jusqu'au cœur de son œuvre, Maurras ne parviendra pas à résoudre, du conflit tout moderne entre une histoire qui usurpe la fonction de l'absolu et un absolu qui n'arrive plus à s'incarner dans l'histoire. Privé de l'un et replié sur l'autre, Maurras affronte tous ces déchirements. » Mais nul ne peut rester indifférent au spectacle, aussi bien agencé dans ce livre d'histoire flamboyant, neuf, d'une politique qui naquit d'une intelligence si aiguë du temps qu'elle combattait.

Ni réforme ni révolution

Depuis deux cents ans, l'argumentaire des conservateurs est immuable.
Albert Hirschman en démonte l'architecture avec brio

DEUX SIÈCLES DE RHÉTORIQUE RÉACTIONNAIRE
d'Albert O. Hirschman.
Traduit de l'anglais
(États-Unis)
par Pierre Andler.
Fayard, 294 p., 120 F.

C'est assez généralement à l'intersection de plusieurs approches que surgissent les livres qui bousculent les idées reçues et renouvellent les perspectives : l'axiome se vérifie une fois de plus avec le dernier livre d'Albert O. Hirschman. Peu d'auteurs, il est vrai, peuvent rivaliser avec lui à cet égard : déjà ses récents ouvrages faisaient le désespoir des bibliographes, qui ne savaient où les classer : ils relèvent à la fois de l'économie et de la sociologie, de l'histoire des idées politiques et de la pensée économique. Celui-ci ne déroge pas. Il y ajoute même en introduisant l'étude du discours et l'analyse d'une certaine logique.

Ce livre a trouvé son point de départ dans une observation faite par A. Hirschman sur les objections élevées contre les projets de réforme par les adversaires du changement depuis quelque deux cents ans. Il reprend le schéma classique qui retrace l'histoire de l'évolution des sociétés occidentales depuis le milieu du dix-huitième siècle comme celle d'un développement linéaire en trois étapes, la première instituant les droits civils et les libertés individuelles, la suivante instaurant dans le prolongement la démocratie politique par l'universalité du suffrage et la dernière introduisant une effective égalité par la reconnaissance des droits économiques et la protection sociale grâce à l'intervention de l'État. Chacune de ces phases a suscité de vives oppositions et même des contre-offensives pour revenir à l'état antérieur. Or, Hirschman, prenant connaissance des thèmes évoqués par les conservateurs, eut la surprise de découvrir que les arguments ne variaient point ; l'habillage peut se modifier, mais l'argumentaire est immuable et répétitif. À partir de ce constat, Hirschman a eu la curiosité d'en-

treprendre une lecture systématique du discours réactionnaire dont il démonte l'architecture avec un brio et une subtilité qui réjouissent l'esprit : tout l'argumentaire se réduit à trois grands thèmes dont il détaille, tour à tour, les variantes et les implications.

Le thème des effets pervers est aujourd'hui classique : il consiste à montrer que toute révolution aboutit à des résultats à l'opposé de ses intentions premières par un retournement inéluctable où les esprits religieux à la Joseph de Maistre voient le doigt de Dieu et où les autres pensent découvrir une loi de l'organisation des sociétés. Ainsi les révolutions qui ambitionnaient de fonder la liberté des individus aboutissent-elles à la servitude et à la tyrannie : c'était déjà la critique de Burke à l'encontre de la Révolution française, reprise par les tenants de la contre-Révolution ; et Bertrand de Jouvenel concluait que toute révolution, même la plus libérale, tournait au renforcement du pouvoir. Les réformes qui ont, d'un coup ou par degrés, universalisé le suffrage pour assurer la participation de tous finissent par remettre le pouvoir à des oligarchies. Quant aux interventions de la puissance publique pour corriger les inégalités, loin d'assurer une réelle égalité, elles tournent à l'avantage des catégories les plus aisées et multiplient les pauvres. La thèse n'est pas neuve.

Changer,
pour quoi ?

Apparemment plus anodin, le thème de l'insatiable du changement n'est pas moins corrosif, peut-être même est-il plus radical encore ; car, s'il est vrai que « plus ça change et plus c'est la même chose », à quoi bon faire des révolutions si elles ne font que pérenniser l'ordre existant ? Albert Hirschman attribue la paternité de cette argumentation à Tocqueville, dans l'Ancien Régime et la Révolution, la continuité de l'œuvre révolutionnaire par rapport aux grands desseins de la monarchie. De même, l'établissement du suffrage universel, dont les défenseurs

attendaient qu'il enclenche un processus de changement irréversible, n'aurait fait que consolider la domination des notables, que ce soit parce que le peuple se laisse confisquer le pouvoir par des minorités plus habiles ou parce que le suffrage serait de soi conservateur. Le thème rejoint les thèses élitistes de Mosca et Pareto et celle de Roberto Michels sur la dégénérescence des organisations partitiques et syndicales en oligarchies bureaucratiques. Arno J. Mayer avait déjà suggéré que, dans l'Europe de 1914, les aristocraties avaient conservé leur pouvoir sous couvert de la démocratie. Cette critique en rejoint d'autres qui viennent du bord opposé : le procès intenté à la démocratie représentative par les courants gauchistes qui dénoncent la tromperie et le piège des élections. Ce n'est pas le seul exemple de conjonction entre critiques opposées.

Le troisième thème est le plus subtil : il se garde de combattre les réformes déjà accomplies. Au contraire, c'est sous couleur de les défendre et prétendument pour préserver leur acquis qu'il s'oppose à de nouvelles réformes qui les mettraient en péril : par exemple, la démocratie aurait compromis les libertés civiles et, pareillement, l'État-providence menacerait gravement et ces mêmes libertés et de surcroît la démocratie. L'argument implique qu'il y ait incompatibilité entre les libertés et la démocratie comme entre celle-ci et le socialisme.

Ces trois thèmes interfèrent et entretiennent des relations complexes dont A. Hirschman explore les combinaisons avec un enjouement qu'il fait partager à son lecteur ; il met à nu les paradoxes et les sophismes, comme la manière de ne retenir que les effets positifs et les effets conformes aux intentions ; il pousse la virtuosité de l'exercice jusqu'à opérer une translation en inversant l'échelle des valeurs : il découvre que les mêmes thèmes, retournés, constituent un argumentaire symétrique pour les partisans du changement. Par exemple, pour le système de la mise en péril, c'est au nom des réformes déjà réalisées

qu'on militera pour en faire de nouvelles. La démonstration de Hirschman se résume principalement au processus par lequel les sociétés occidentales, et singulièrement la Grande-Bretagne, sont passées de l'Ancien Régime à l'État-providence. Cette attention privilégiée s'explique par le caractère exemplaire de cette évolution qui, en s'étirant sur plus de deux cents ans, a laissé le temps à chacune de ces argumentations de se déployer sans se confondre.

Les controverses
du Bicentenaire

Mais cette singularité n'en affaiblit-elle pas la portée par l'exceptionnalité ? Il est vrai qu'Albert Hirschman, qui a une connaissance directe et approfondie de l'Amérique latine, fait aussi référence aux pays en voie de développement. Le lecteur français sera peut-être surpris de ne pas trouver plus d'allusions à la révolution soviétique et à celles qui se sont réclamées depuis soixante-dix ans de son exemple. Mais il a tout loisir d'étendre le champ des applications ; il ne manquera pas de faire des rapprochements avec les controverses qui ont rebondi à l'occasion du bicentenaire de 1789 sur le coût de la Révolution, sur le bilan de son œuvre, sur le caractère, contingent ou fatal, de son processus, etc.

La simple analyse est incapable de faire saisir le jaillissement de la réflexion et la richesse des aperçus sur quelques-uns des plus grands problèmes de la pensée politique. Car, à travers cette discussion, c'est la possibilité de changer l'ordre social qui est en jeu : le projet d'instaurer un ordre conforme à la raison est-il une chimère ? L'homme est-il incapable de prévisions ? L'histoire ne serait-elle qu'un jeu à somme nulle où toute tentative d'améliorer l'ordre existant se paierait nécessairement d'une régression qui rétablirait les mécanismes régulateurs ? J'en ai sans doute assez dit pour faire pressentir la richesse de réflexion accumulée dans ce livre allégre et tori-

Rene Remond

MICHEL RAGON



Multiple Ragon ! Ce fils du peuple au boulot à 14 ans, a beaucoup à raconter. Devenu critique d'art, historien de l'architecture, enseignant à l'université, romancier, il est resté anarchiste de toujours.

Magazine littéraire

Voici l'occasion de mieux connaître l'auteur des *Mouches rouges de Cholet*.

Le Journal du Dimanche

Un livre qui fait revivre l'itinéraire d'un fils de « petites gens » qui devint docteur de l'Université, sans renier ses racines.

La Vie

LIVRES • IDÉES
ESSAIS

Le billard de Daniel Bounoux

Les rebonds de l'esprit humain sous le regard de la « raison communicationnelle »

LA COMMUNICATION PAR LA BANNE
Introduction aux sciences de l'information et de la communication
de Daniel Bounoux
La Découverte, 278 p., 125 F.

Au temps du structuralisme triomphant, la linguistique, discipline pilote, s'inscrivait à l'organisation interne de la langue, mais se refusait, pour des raisons de méthode, à élargir ses liens avec la réalité extérieure. Sur ce modèle, la psychanalyse, avec Lacan, le marxisme, avec Althusser, se donnaient un objet « structuré comme un langage ». Ce paradigme est aujourd'hui insuffisant : dressant le bilan d'un quart de siècle de recherches aux États-Unis, en France ou ailleurs, Daniel Bounoux propose de substituer au schéma structuraliste celui de la « raison communicationnelle », qui doit apparaître, selon lui, comme « la discipline cadre et l'horizon devenu indispensable des différentes sciences humaines ».

On mesure l'ampleur de l'ambition, qui dépasse, à l'évidence, les forces d'un seul homme puis- qu'elle s'applique à plusieurs champs du savoir et qu'elle repose sur un projet « transdisciplinaire », mais elle répond au besoin d'une synthèse rendue

nécessaire par l'éclatement du structuralisme et permet de faire converger des travaux menés dans des domaines en apparence aussi divers que la sémiologie, la pragmatique (l'école de Palo-Alto), la médiologie (Régis Debray), la cybernétique ou la psychanalyse.

Si l'on devait tenter de résumer d'un mot cette brève, mais complexe, « introduction aux sciences de l'information et de la communication », on soulignerait son caractère, en forme de jeu de mots — ou de devinette. Pourquoi « la communication par la bande » ?

« Par force ou par ruse »

D'abord parce que l'auteur a choisi de faire précéder chaque chapitre par une allusion à la bande dessinée, comme jadis Michel Serres avec les *Bijoux de la Castafiore*. Ensuite, parce que la communication, qui assure la cohésion d'un groupe, transforme celui-ci en « bande », ou, si l'on préfère une autre étymologie, l'attache par un « bandage ». Enfin, par référence au billard, bien sûr, la communication ne peut se comprendre que par l'analyse des interactions, des contacts, des rebonds qu'elle suscite : en effet, « toute communication est potentielle, et doit frayer par force ou par ruse son chemin dans un milieu déjà encombré ».

C'est ce chemin, sous ses diverses formes, et dans ses mul-

tiples méandres, qu'explore la « pensée communicationnelle ». Elle s'intéressera donc à la science comme à l'art, prendra pour objet le théâtre, la photo ou la publicité, traversera la politique et la culture, s'interrogera sur le passage de l'oral à l'écrit, mettra en valeur le rôle des médiateurs — du prophète à la star, en passant par l'intellectuel et le journaliste, — réfléchira sur la technique, l'intelligence artificielle ou la télévision, scrutera les plaisirs de l'imagination, les mécanismes de la rumeur ou les pièges de la logique : toutes ces manifestations de l'esprit humain ont en commun de mettre en jeu non seulement l'énoncé dont elles sont portées (le contenu qu'elles se proposent de communiquer), mais aussi les conditions de l'énonciation (la relation de communication).

Une découverte scientifique, par exemple, ne s'imposera pas d'elle-même, mais parce que son auteur aura su convaincre la communauté savante : « Un discours que personne ne reprend n'est pas une vérité, pas plus qu'une dépêche d'agence qu'aucun journal ne relaie ne constitue une information ». De même, « une innovation n'est sélectionnée que si elle ren- contre son milieu porteur » : toute technique nouvelle est d'abord « mise à l'épreuve par la mise en commun ». Une rumeur entre dans un processus de « communi-

cation forcée ». Écartée de la psychanalyse freudienne, l'hypnose apparaît comme « le comble de la communication » : Daniel Bounoux s'y réfère pour proposer, contre Lacan, l'idée d'un « inconscient communicationnel » (1).

A l'appui de sa démonstration, l'auteur se sert notamment de la distinction établie par Peirce entre ces trois sortes de signes que sont les indices, les icônes et les symboles, qui diffèrent par leur degré d'abstraction vis-à-vis de la réalité désignée. Cette tripartition se révèle féconde, non seulement pour une nouvelle vision de la psychanalyse, mais aussi pour l'analyse de la jouissance esthétique et pour celle de la représentation politique. En ce domaine, affirme Daniel Bounoux, « ce que victoire du direct », c'est-à-dire de la communication sur l'information, est « un réel de la démocratie ». On voit comment les sciences de l'information et de la communication peuvent aider à poser, sinon à résoudre, des questions très actuelles.

Thomas Ferenzi

(1) Sur ce thème, Daniel Bounoux vient de publier le *Fantôme de la psychanalyse*, « Ombres », Presses universitaires de Mirail, 240 p., 135 F.

TABLEAU SYNOPSIS DES TROIS AGES DE LA « MEDIASPHÈRE » (in « Cours de médiologie générale »)

	ÉCRITURE (LOGOSPHERE)	IMPRIMERIE (GRAPHOSPHERE)	AUDIOVISUEL (VIDEOSPHERE)
MILIEU STRATÉGIQUE (PROJECTION DE PUISSANCE)	LA TERRE	LA MER	L'ESPACE
IDÉAL DE GROUPE (ET DERNIER POLITIQUE)	L'UN (Ché, Empire, Royaume) absolutisme	OUS (Nation, Peuple, État) nationalisme et totalitarisme	UNACUN (population, société, monde) individualisme et atomisme
POUVOIR DU TEMPS (ET VECTEUR)	CERCLE (Éternel, répétition) Archéocritique	LIGNE (Histoire, Progrès) Futurocritique	POINT (Scénario, événement) Amnésique : culte du présent
ÂGE CANONIQUE	L'ANCIEN	L'ADULTE	LE JEUNE
PARADIGME D'ATTRACTION	MYTHOS (mythes, dogmes, épopées)	LOGOS (mythes, systèmes, programmes)	IMAGO (affiches et fantasmes)
ORGANON SYMBOLIQUE	RELIGIONS (théologie)	SYSTÈMES (idéologie)	MODÈLES (écologie)
CLASSE SPIRITUELLE (DÉTACHÉE DU SACRÉ SOCIAL)	BOLISSE (prophètes et chers) Sacro-saint : LE DOGME	INTELLIGENTSIA laïque (professeurs et docteurs) Sacro-saint : LA CONNAISSANCE	MÉDIAS (diffuseurs et producteurs) Sacro-saint : L'INFORMATION
RÉFÉRENCE LÉGITIME	LE DIVIN (il le faut, c'est sacré)	L'IDÉAL (il le faut, c'est vrai)	LE PERFORMANT (il le faut, ça marche)
MOTEUR D'OBÉISSANCE	LA FOI (transmission)	LA LOI (dogmatisme)	L'OPINION (relativisme)
MOYEN NORMAL D'INFLUENCE	LA PRÉDICATION	LA PUBLICATION	L'APPARITION
CONTRÔLE DES FLUX	ECCLÉSIASTIQUE, DIRECT (sur les fonctionnaires)	POLITIQUE, INDIRECT (sur les moyens d'animation)	ÉCONOMIQUE, INDIRECT (sur les messages)
STATUT DE L'INDIVIDU	SUJET (à commander)	CITOYEN (à convaincre)	CONSUMMATEUR (à séduire)
MYTHE D'IDENTIFICATION	LE SAINT	LE HÉROS	LA STAR
DICTON D'AUTORITÉ PERSONNELLE	DIBU ME L'A DIT (vrai comme parole d'évangile)	JE L'AI LU DANS LE LIVRE (vrai comme un mot imprimé)	JE L'AI VU À LA TÉLÉ (vrai comme une image en direct)
RÉGIME D'AUTORITÉ SYMBOLIQUE	L'INVISIBLE (l'Origine) ou l'Invisible	LE LIBELLE (le Pouvoir) ou le vrai logique	LE VISIBLE (l'Événement) ou le vraisemblable
UNITÉ DE DIRECTION SOCIALE	L'UN SYMBOLIQUE : le Roi (principe dynastique)	L'UN THÉORIQUE : le Chef (principe idéologique)	L'UN ARITHMÉTIQUE : le Leader (principe statistique, sondage, cote, audience)
CENTRE DE GRAVITÉ SUBJECTIF	L'ÂME (Anima)	LA CONSCIENCE (Anima)	LE CORPS (Sensorium)

Régis Debray saisi par McLuhan

Suite de la page 17

Après avoir esquissé la discipline, sa méthode et son objet, Régis Debray prend quelques chemins de traverse. Il nous entraîne dans une relecture du mystère de l'incarnation en posant cette question simple : comment le verbe s'est-il fait chair, techniquement et socialement ?

Car pour notre auteur, pas de doute, « la médiologie n'est qu'une christologie à retardement ». Il montre comment le discours du salut sous-tend la pensée psychanalytique, le marxisme, comme les best-sellers de la médecine douce et comme *Révolution dans la révolution*, l'ouvrage sur la guérilla qu'il écrit dans les années 60.

Enjambant les siècles, dans sa neuvième leçon, Debray applique la médiologie au socialisme et conclut que, en tant que doctrine, celui-ci se montre inadapte aux formes nouvelles de la médiation sociale : doctrine man- que d'oxygène dans la vidéosphère.

Régis Debray, emporté parfois par son élan meluhien, n'échappe pas toujours aux pièges du déterminisme technologique. Comme si la technique fabriquait ex nihilo le lien social. Comme si la vitesse induisait le regard. Il est vrai que porter son attention sur les techniques de diffusion permet d'échapper à ces tautologies où l'on explique, par exemple, le changement culturel par l'émergence d'idées nouvelles.

Mais les techniques de communication ne sortent pas d'un aléatoire de la société pour la bouleverser comme par miracle.

Elles sont inventées et utilisées par des entrepreneurs pour transformer la relation entre offre et demande de messages, construire de nouveaux réseaux de discussion, inventer de nouvelles catégories d'information.

Schudson, par exemple, conteste avec raison que la naissance en 1830, aux États-Unis, de la Penny Press soit la simple résultante de la rotative, du télégraphe et du chemin de fer. Ces technologies, nous dit-il, se sont conjuguées à des politiques commerciales, des aspirations démocratiques, des progrès dans l'alphabetisation et des bananes de niveau de vie se conjuguant pour permettre aux citoyens des

classes moyennes d'un État démocratique de rentrer dans un réseau d'informations et d'échanges et de se constituer en opinion publique.

Il reste que la démarche de Debray construit, de brique et de broc, une sorte de matérialisme des actes de pensée dont on sent intuitivement qu'il ouvre des pistes de recherche fécondes.

La seule, fautive, note de cet ouvrage se trouve dès le premier paragraphe. Debray nous suggère que ce *Cours de médiologie* s'inscrit dans la continuité du *Pouvoir intellectuel en France*, publié il y a douze ans. Il n'en est rien. Pour le lecteur doté d'un peu d'ironie et de mémoire, ces leçons peuvent aussi se lire comme une critique dévastatrice, comme une critique dévastatrice, voire un adieu, aux idées du *Pouvoir intellectuel en France*. Mais cela a peu d'importance.

Jean-Louis Missika

LE VIN, MEILLEUR AMI DE VOTRE FORME?



Le livre de Marie-Reine de Jaban et de Jacques Bertolotti est un ouvrage de première main : il nous apprend à mieux connaître nos réactions vis-à-vis du vin, à mieux le choisir, à mieux le boire. Marie-Reine de Jaban et Jacques Bertolotti, sont les auteurs de la revue, dévouée à la connaissance du vin, *Le Vin*. Ils nous parlent de la santé, de la nutrition, de la beauté, de la bonne humeur : ils nous parlent de notre bonheur de vivre.

ROBERT LAFFONT

Joyce Carol Oates

publie dans la Bibliothèque cosmopolite

- LA LEGENDE DE BLOODSMOOR T1.
- LA LEGENDE DE BLOODSMOOR T2.
- SOUVENEZ-VOUS DE CES ANNEES LA.
- SOLSTICE.
- AILE DE CORBEAU.
- BELLE FLEUR.
- EUX.
- HAUTE ENFANCE.
- L'HOMME QUE LES FEMMES ADORAIENT.
- MARIAGES ET INFIDELITES.
- MARYA.
- LES MYSTERES DE WINTHERTHURN.



Stock

BREVES CINEMA



François Truffaut. Le secret perdu.

L'autobiographie inconsciente de François Truffaut à travers l'imaginaire de ses films. Par Anne Gillain.



HATIER

هكذا ان الامل

50.000.000.000

Brève histoire de la philosophie

Sous la dictature du général Pinochet, le principal département de philosophie de l'Université chilienne a vu ses effectifs passer de trente-trois à... trois enseignants. Il en fut de même, à peu près, dans tout le pays. Certains enseignants ont « disparu », d'autres se sont exilés, presque tous ont dû changer de métier. Beaucoup vivent encore d'expédients : la démocratie renaissante, en leur rendant la liberté, ne leur a encore donné ni poste ni traitement. Pourtant, ces hommes privés de leurs ressources, menacés, isolés, ont continué à écrire, et à frayer pour la pensée des chemins qu'on aurait tort d'ignorer. Ce dossier souhaite seulement attirer l'attention sur une culture dont la vie philosophique, très peu connue ici, n'est pas sans lien avec la nôtre. Le Chili est en effet, avec la France, l'un des rares pays au monde où il existe des cours de philosophie dans l'enseignement secondaire. Il y a plus : les relations des philosophes chiliens à la pensée française se sont récemment intensifiées. Plusieurs traductions en cours, qui paraîtront en France dans les mois à venir, la fondation d'une association destinée à promouvoir les échanges entre philosophes, l'initiative d'affréter un avion de livres laissent espérer une réciprocité d'attention, sans laquelle il n'est pas de liberté valide.

Roger-Pol Droit.

L'ENSEIGNEMENT philosophique au Chili a suivi de près le processus de constitution d'un ordre républicain. Dans les années 1830, cet enseignement est axé sur les nouveaux courants de la philosophie anglaise et française : le sensualisme, l'utilitarisme, le spiritualisme. En 1888 et en 1889, sont fondés respectivement l'Université catholique et l'Institut pédagogique de l'Université du Chili. La première de ces institutions répond à une volonté de contrebalancer le rôle joué par le libéralisme et le positivisme dans la laïcisation de la société. L'Institut pédagogique est, en revanche, au centre du rayonnement du positivisme qui s'exerce dans la formation des maîtres du secondaire. Il est aussi la source d'une première influence allemande sur le système éducatif chilien, le modèle allemand conférant à la philosophie le rôle d'un complément de la pédagogie. En 1915, le nouveau plan d'enseignement de la philosophie au lycée, élaboré par un professeur allemand, se donne pour but de soutenir les usages pratiques et scientifiques de la pensée. Dans ce cadre, la philosophie doit participer à la construction d'une nouvelle morale nationale.

L'influence d'Ernesto Grassi

C'est seulement à partir de 1935, avec la création à l'Université nationale d'un cours pour la formation des professeurs de philosophie dans l'enseignement secondaire, que commence à se manifester une certaine autonomie. En 1948, est fondée la Société chilienne de philosophie et, en 1949, avec le soutien du recteur Juvénal Hernández, la *Revista de Filosofía*. Dans les années 50, la philosophie consolide son développement institutionnel, grâce principalement aux efforts de recteurs comme Juan Gómez Millas, qui encourage à l'Université nationale la philosophie universitaire.

Au cours de cette même période, quelques professeurs européens, venus principalement d'Espagne et d'Allemagne, enseignent au Chili. De leur côté, des philosophes chiliens interviennent dans la communauté internationale en participant à des congrès et à des colloques de philosophie à New-York, Mendoza, Mexico et Santiago-du-Chili. Dans cet élargissement des relations avec l'Europe, il faut souligner l'influence au Chili des cours du philosophe italien Ernesto Grassi (1). En effet, il fit prendre à ses étudiants l'habitude de lire les textes mêmes des philosophes, plutôt que des exposés panoramiques et des manuels, comme on le faisait jusqu'alors. Avec cette approche, Grassi introduit aussi une certaine conception de la philosophie qui privilégie l'autorité de la tradition.

La crise politique de la fin des années 60 et des années 70 a, sur le développement de la philosophie, des effets complexes et contradictoires. On voit s'accroître l'engagement politique du travail philosophique au point que celui-ci constitue souvent un prolongement direct de la pratique politique. Il en découle un processus de rigidification et, surtout, à gauche, un risque de dissolution de la philosophie dans l'économie, l'histoire, ou les sciences sociales. Toutefois, de nouveaux thèmes et de nouvelles influences apparaissent qui, une fois « naturalisés », vont marquer la production philosophique des années suivantes.

En réaction aux « excès » de démocratisation de la société, menés par la démocratie chrétienne et la gauche, on assiste au début d'un renouveau de la pensée conservatrice qui jouera un rôle de première importance dans la période de dictature militaire. Les intellectuels liés aux forces de droite vont élaborer peu à peu un modèle politique globalement antidémocratique. Ses centres de diffusion seront l'Université catholique, et spécialement ses facultés d'économie et de droit, le groupe de presse *El Mercurio*, puis, après le coup d'Etat militaire, des centres d'études comme le Centro de estudios públicos, lieu de rencontre des néolibéraux chiliens. Du point de vue philosophique, cela se traduit par la diffusion et la discussion d'auteurs comme F. A. Hayek, J. Buchanan, R. Nozick, etc.

Exception faite de l'Université catholique, ce renouveau de la pensée politique conservatrice se développe essentiellement en dehors des universités, où, notamment à l'Université nationale, la période est plutôt marquée par une nette reviviscence théorique du marxisme. L'influence d'auteurs comme Sartre, Gramsci, Marcuse et Lukács est centrale au sein des recherches culturelles et politiques de la pensée de gauche. L'œuvre d'Althusser s'est révélée là particulièrement marquante. Cette influence d'Althusser n'est pas allée sans tensions. D'un côté, elle a encouragé un repli de la philosophie au profit de l'économie ou d'une pratique politique directe. D'un autre côté, elle a nourri des recherches sur la théorie de l'idéologie sur les rapports entre philosophie et psychanalyse, etc.

Les cibles de la répression

D'autres orientations ont cherché à reformuler les tâches de la philosophie au Chili en se centrant de plus en plus sur « les composantes de la culture nationale », pour reprendre les termes d'un article célèbre de Perry Anderson. Une série de travaux importants ont cherché à expliciter les pré-supposés politiques et philosophiques à l'œuvre notamment dans les travaux des historiens, dans la littérature, dans la presse et dans les modèles économiques.

La dictature militaire a brisé, dans une large mesure, ce développement. Les universités, et tout particulièrement l'Université nationale, furent les cibles de la plus féroce répression culturelle que ce pays ait connu au cours de ses deux siècles de vie indépendante. Cette répression fut menée par ceux qu'on appela des « recteurs délégués » : des militaires désignés par Pinochet.

Toutes les universités furent occupées et déclarées « en restructuration » après le putsch. Des départements furent fermés et tous les professeurs chassés sans reconnaissance de leurs droits légaux. Beaucoup d'entre eux furent obligés par la suite de quitter le pays car ils étaient dans l'impossibilité d'enseigner au sein d'autres institutions : le seul fait d'avoir été chassés de l'université les rendait suspects.

Aux drames individuels, s'ajoutait celui de l'institution elle-même : l'Université nationale, de loin la plus importante dans la vie du pays depuis presque un siècle et demi, se voyait privée de tous ses sièges en province et sommée néanmoins de prendre en charge leur déficit bancaire, tout en étant soumise à l'obligation d'auto-financement que les néolibéraux recommandaient aux militaires. Le résultat fut un freinage brutal,



SENQUE

voir un recul, que les autorités récemment élues auront sûrement des difficultés à rattraper.

On s'étonne que, dans ces conditions, quelques groupes de travail aient pu survivre. C'est, dans une grande mesure, grâce aux nouvelles organisations non gouvernementales, qui ont été créées principalement pendant les premières années de la dictature, et qui ont réussi à drainer des ressources provenant surtout de l'étranger. Bien que plutôt consacrées aux sciences sociales, des centres comme le CERC (2) ont aussi accueilli des philosophes exclus des universités.

Ces dernières années, on assiste à un développement croissant des

travaux centrés sur des thèmes plus spécifiquement et plus traditionnellement philosophiques. Mais, il y a aussi des recherches individuelles sans rapport direct avec les habitudes antérieures. C'est le cas notamment des travaux importants de Humberto Giannini sur le dialogue ou sur la vie quotidienne dans la *Reflexión cotidiana* en 1987.

La situation de la philosophie au Chili est ainsi marquée par son double régime politico-institutionnel interne et externe aux universités. Cela présente des difficultés, mais aussi la possibilité de voir émerger de nouveaux thèmes qui se seraient difficilement développés au sein des départements de

philosophie traditionnels. Toutefois, le soutien institutionnel du travail philosophique extérieur aux universités demeure extrêmement fragile, ce qui rend souhaitable une réintégration de ces groupes de travail dans le cadre universitaire.

Marcos García de la Huerta, Carlos Ruiz, Cecilia Sánchez

► M. G. de la Huerta enseigne à l'Université du Chili. C. Ruiz et C. Sánchez travaillent au CERC.

(1) Voir la récente chronique de R.-P. Droit, dans le *Monde* du 11 avril.

(2) Centre de Estudios de la realidad contemporánea.

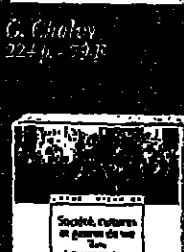
Un avion de livres

Afin de compléter et d'actualiser le fonds des bibliothèques chiliennes dans le domaine de la philosophie et des sciences sociales, un avion de livres doit s'envoler de Paris pour Santiago au début du mois de juillet prochain. Cette initiative est soutenue, entre autres, du côté français par Evelynne Pliat, directrice du livre et de la lecture au ministère de la culture et de la communication, l'association franco-chilienne de philosophie, le Collège international de philosophie et, du côté chilien, par l'ambassade du Chili à l'UNESCO et le Conicyt, l'équivalent du CNRS.

Un appel sera prochainement adressé aux éditeurs français qui pourront fournir les titres dont les chercheurs chiliens ont établi la liste. Les ouvrages sont destinés à la Bibliothèque nationale du Chili, aux bibliothèques de l'Université du Chili et du CERC, ainsi qu'à des bibliothèques universitaires plus éloignées des grands centres, comme celle de Valdivia ou de Concepcion.

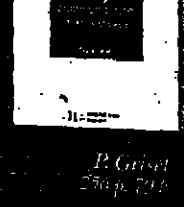
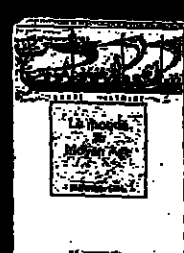
Toute personne qui désirerait de plus amples renseignements sur cette initiative peut s'adresser à l'Association franco-chilienne de philosophie (3, rue Jacques-Cœur, 75004 Paris).

L'HISTOIRE... DANS UN CARRÉ



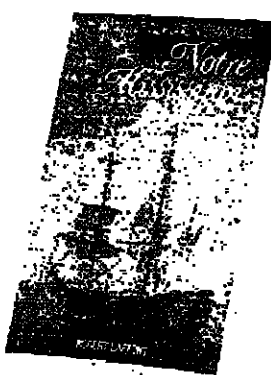
CARRÉ HISTOIRE

Une nouvelle collection de synthèses sur les grandes questions d'histoire, des livres de référence pour l'étudiant, l'enseignant, l'amateur éclairé.



HACHETTE Supérieur

Qu'arrive-t-il le jour où la Convention vous confie un bateau et des canons pour libérer la Louisiane ?



Claude Vermorel
Notre Mississippi

Domaine romanesque
Lire, c'est s'embarquer pour une aventure.

ROBERT LAFFONT

Chili

Une dest...

Santiago et

un collège philosophique

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

au Chili

Une destruction qui a échoué

Les philosophes n'ont pas échappé au schéma qui frappa le Collège de l'ère médiévale. Les disciples chrétiens de l'Église avaient inclus dans leur programme une attaque en règle contre l'intervention de l'État. La connaissance, définie par eux comme une propriété privée exclusive, devait pouvoir se vendre sur le marché au même titre que n'importe quelle autre marchandise. Toute tentative de contrôler dans la transmission d'un tel bien serait entrée en contradiction avec les idéaux élevés du libre-échange.

Conformément à cet impératif libéral, il était qu'il y avait des universités fussent attachées des traditions fussent incalculables — chaires incontestables, indépendance de l'enseignement —, tendant à monopoliser la connaissance et à en limiter la libre circulation.

Le besoin de faire reculer les mythes démocratiques soutenus par l'État était ressorti de ces années 60 et au début des années 70, le mouvement de réformes avait trouvé un élan particulièrement considérable du fait de l'enseignement supérieur.

Les libéraux hétérodoxes ont vu une violation de la liberté de l'éducation : de tels changements démocratiques, originellement préconisés par la monopolisation par l'État du système universitaire et à sa subordination à une régulation bureaucratique.

épousa les idées de Hayek ceux qui «soutenaient la dictature de Pinochet, les prétendaient que la philosophie n'était pas une spécialité nationale mais un produit tout fait, importé de France, d'Allemagne, d'Israël, de l'Union soviétique, elle aurait irrémédiablement des effets intolérables si on la laissait devenir un produit de consommation de masse. Enseigner la philosophie dans les écoles supérieures serait un gaspillage à former des enseignants dangereux. Mais les universités ont le rôle, selon des professeurs où l'on parle de l'éducation des riches, la philosophie aurait figuré comme leur jeu d'esprit favori.

En temps voulu, ces aristocrates libéraux ont été promus aux postes de responsabilité des universités d'Etat; ils devaient contribuer à leur destruction systématique. Ils sont d'ailleurs, selon la juste expression d'un Jean Jaikot, professeur à l'université de Berkeley, une «phalange de philosophes fonctionnaires ». Jaikot a rendu compte de leur montée au pouvoir dans un ouvrage récent, *Academic Rebels in Chile. The Role of Philosophy in Higher Education and Politics*. Leur objectif initial consistait à éliminer les philosophes qui avaient adopté, à la suite de Hegel et de Marx, des positions critiques et consensuelles que la philosophie ne pouvait pas

se couper de l'histoire et de la politique. Dans cette intention, les « fonctionnaristes » tentèrent de s'appuyer sur leurs collègues les plus portés aux systèmes philosophiques et dont les positions apolitiques les avaient initialement conduits à se taire devant les événements courants. Ce sont eux qui furent choisis pour servir leurs grands projets « académiques ».

Relectures
originales

Ca fut un échec. D'une part, les penseurs « systématiques » les plus talentueux — H. Gianini, G. Gornig, J. et J. Milles — n'ont pas réussi à signifier les sens critiques du leur tempérament métaphysique. Ils ont d'abord résisté en silence à l'assaut libéral, mais ont ensuite défilé de plus en plus bruyamment. Au point de devenir des piliers du mouvement d'intellectuels qui a fondé le gouvernement à abandonner ses plans de privatisation du système universitaire. Les espoirs élitistes des « fonctionnaires » en ont été définitivement brisés.

D'autre part, qu'ils fussent en exil ou déplacés sur le territoire chilien, les philosophes critiques trouvèrent de nouvelles manières de lire les systèmes philosophiques. Certains ont estimé devoir donner un fondement philosophico-épistémologique à leurs options politiques. Il en résulta des lectures

originales de Popper, Hayek, Marx et Kant. D'autres approfondissent la réflexion critique de l'idéologie et mirent en lumière d'obscurs compromis chez Heidegger, Kierkegaard et Hegel. Tous s'affranchirent de la circonspection d'usage et se lancèrent résolument dans une série bigarrée de thèmes plutôt méprisés par les professionnels de la philosophie : théorie de la démocratie, théorie critique de la société et de la technologie, herméneutique, philosophie politique, pensée conservatrice, droits de l'homme, théories de la justice, de l'éducation, du pouvoir, de la violence, etc. En outre, et peut-être surtout, ils redécouvrirent dans le discours de Juristes, d'historiens, d'enseignants et de dirigeants politiques négligés une tradition de pensée philosophique antérieure jusqu'à lui à l'écart et enterrée. Après tout, une philosophie authentiquement chinoise existait. Comme l'observe Jaksic, la domination militaire avait involontairement provoqué une extraordinaire explosion d'activité philosophique au VII^e. L'oiseau de Minerve avait-til confondu le sombre étirement de la société de marché avec la tombée du soir ?

Renato Cristi
(Traduction Noëlle Burg)
► Enseignant à la Wilfrid Laurier University, Waterloo, Ontario, Canada.

A lire

Parmi les publications en langue française de philosophes d'origine chilienne, signalons l'ouvrage de José Echeverría, *Réflexions sur la mort et le problème du sujet* (Vrin, 1957), et des parutions récentes : le recueil de textes du penseur chilien Andrés Bello (1781-1865), traduits par Christiane Piant et Paul Verdoye sous le titre *Andrés Bello, naissances d'une pensée latino-américaine* (Éditions caribéennes UNESCO, 1986, 300 pages, 140 F), et l'ouvrage du philosophe Miguel Espinoza, *Essai sur l'intelligibilité de la nature* (Éditions universitaires du Sud, 1987, 186 pages, 190 F).

pauvreté. Mais le retour de la démocratie, même surveillée, a fait fuir la peur. Pour le second colloque franco-chilien de philosophie, Santiago sera une fête : trente-sept communications en quatre jours.

D'autres dialogues ont lieu à la Maison des femmes, ou à l'université de Valparaíso. Nous irons même en jeep jusqu'à Chilian, à 500 kilomètres au sud de la capitale, pour évoquer devant deux cents personnes Auguste Comte et débattre de l'influence du positivisme au Chili.

A Valparaíso, chez le professeur Maria Térésa Poupi devant le portrait de son frère disparu à la Moneda lors du coup d'Etat, comme dans un café de Santiago, avec l'étudiante Marcela Fajardo, un même discours - nous devons réapprendre à parler - et une même soif de lire et d'écrire dans la liberté.

Confidences chaleureuses
contiennent aussi un ap-
bléssé encore par le souvenir
listes d'ouvrages détruits ou
à l'enfer des bibliothèques p-
censure militaire.

Patrice Vermeren
► Chargé de recherche au CNRS

Paris-Santiago et retour

1987-1990 : deux colloques franco-chiliens, deux climats

Aéroport de Santiago-du-Chili, 28 juin 1987. Dans le froid et la brume, le visage grave et le regard chaleureux, Rodrigo Alwayay, Carlos Ruiz et Cecilia Sanchez. Nous sommes là, tout va bien. Nous ne nous cachons pas : ils savent tout. Nous avions simplement deux consignés dérisoires, photocopier nos conférences avant notre départ de Paris, au cas où la police des frontières ferait du zèle, et ne pas raconter notre vie à n'importe qui dans l'avion. Longue traversée des poblaciones, quartiers de bois et de carton — et premier sèchement de l'étranger devant la pauvreté — jusqu'à l'immeuble gris qui abrite, à l'ombre de la cathédrale de Santiago, les syndicats chrétiens et le CENC (Centro de estudios de la realidad contemporánea) où travaillent des professeurs et des chercheurs exclus de l'Université militaire.

Le premier colloque franco-chilien de philosophie de Santiago se prendra là, comme une parenthèse dans la vie d'une communauté intellectuelle brisée par l'omniprésence de la peur. Ici, où mot est plus qu'un mot : une audace de parole peut

conduire à l'arrestation, peut-être à la mort. Mais la dictature n'a pas su arrêter la vie de la pensée. Patricio Marchant parle du poète Gabriela Mistral, Humberto Giannini de la vie quotidienne, Cécilia Sanchez de l'institution philosophique, Miguel Vacuna de la république scolaire — descendant des fondateurs de l'Eglise positiviste de Santiago, il vit, au milieu de la plus belle bibliothèque française du Chili, dans un dénuement presque complet.

Cette première visite donnera naissance à des échanges de lettres, de revues et de livres — ce bien si précieux, — ainsi qu'à de nombreux séminaires en France et au Chili, avec la participation active des exilés et du nouveau attaché culturel français, Alain Siberchicot. Les philosophes chiliens souffrent de la solitude :

Aéroport de Santiago-de-Chili, 24 juin 1990. Rodrigo Alvaay, Carlos Ruiz et Cécilia Sanchez nous attendent, accompagnés de Patricia Bonzi, Pedro Miras, Jorge Palacios et Christina Hurtado, de retour d'exil. Leur visage est souriant, et leur regard plus que jamais chaleureux. Les réfugiés chérent toujours la

**Autour
d'Emma Bovary.**

*La rencontre
de Flaubert et de Chabrol
(interviewé par P.-M. de Biasi),
d'Isabelle Huppert et
d'Emma Bovary.
Le livre qui fait voir le film.*



HATIER

**Après Léon l'Africain
découvrez Mani, le
prophète oublié qui
subjuguait les princes et
bouleversa le monde.**

AMIN MAALOUF

Les jardins de lumière

romana

Une plongée initiatrice et poétique dans un monde et un siècle ignorés (...) le roman d'une entreprise grandiose et attachante.

Jacques Lacarrière - Le Monde

Amin Maalouf est un conteur limpide et chaleureux (...) C'est un bonheur que de découvrir le prophète de Mésopotamie. Ne vous en privez pas.

vous en privez pas.
Marie-Françoise Leclère - Le Point

Un grand roman qui participe de la légende et de la vérité, du péplum et de la poésie. Le talent du conteur donne ici sa pleine mesure. *Arnould de Liedekerke*
Le Figaro Magazine

Les jardins de lumière conserve l'éclat féérique qu'Amin Maalouf sait conférer à ses textes.

La réussite d'Amin Maalouf est d'en avoir fait un vrai roman accessible à tous et qui séduit à la fois l'intelligence et la sensibilité.

Bruno de Cessole
Le Figaro

J Clattès

هكذا من الأهل

صكزا من الامل

EN POCHE

Marx libéré du marxisme

Quinze ans après sa première publication, Gallimard réédite en poche cet ouvrage qui, à l'époque, avait fait quelque bruit. Anti-althusserien et, pour tout dire, antimarxiste, Michel Henry entendait démontrer que personne, avant lui, n'avait correctement lu Marx. Le projet avait évidemment fait naître quelques discrets sourires. Avec le recul, cependant, il faut reconnaître à ce travail un mérite inusable : il offre, à ceux que rebute la lecture des textes mêmes de Marx, un parcours exhaustif à travers la plus grande philosophie du dix-neuvième siècle.

Contrairement à bien d'autres, ce parcours n'exclut ni les textes de jeunesse ni les écrits de circonstance ni les derniers manuscrits. Michel Henry en a retiré la conviction que – contrairement à la thèse de Louis Althusser – Marx est resté toute sa vie un philosophe ; qu'il n'a jamais rompu avec les thèses exprimées pour la première fois dans *l'Idéologie allemande* ; et que le « matérialisme dialectique », tel que le comprenait Lénine, résulte de grossiers contresens commis sur la pensée du maître. Cette dernière thèse, au moins, fait aujourd'hui figure d'évidence pour la majorité des chercheurs sérieux. Et il faudra désormais n'avoir lu ni Marx ni Michel Henry, pour continuer à attribuer au premier la responsabilité de tout ce que le vingtième siècle aura connu sous le nom de « socialisme réel ».

Christian Delacampagne

► Marx, de Michel Henry, tome 1, 490 p., chaque tome, 75 F. Collect. « Tel », Gallimard.

► L'indispensable Histoire de l'antisémitisme, de Léon Poliakov, qui avait paru en quatre volumes chez Calmann-Lévy de 1956 à 1977, est reprise en deux tomes en « Points-Seuil » dans une édition à la fois allégée, mise à jour et complétée (n° H143 et H144).

► Le Séminaire de psychanalyse d'enfants, que Françoise Dolto avait tenu à partir de 1960 pour aider les thérapeutes, est réédité en trois volumes dans la même collec-

tion, série « Essais ». Édition réalisée avec la collaboration de Louis Caldagues et Jean-François Sauverzac (n° 220, 221, 222).

► Signalons également, toujours en « Points-Seuil Essais », l'édition revue et corrigée de État moderne État moderne. Stratégies pour un autre changement, de Michel Crozier (n° 223), et l'Aventure sémiologique, de Roland Barthes (n° 219).

ESSAI

L'idée de maladie

On ne saurait assez recommander à tous les hypocondriaques la lecture du beau livre de Jean-Paul Lévy : *Le Pouvoir de guérir*. D'une limpidité d'écriture et d'une clarté exemplaires, cet essai raconte l'histoire de la médecine à travers les innombrables conflits opposant foi et raison, science et irrationalité. L'auteur, qui dirige l'Institut Cochin de génétique moléculaire ainsi que l'Agence nationale de recherche sur le sida, se situe résolument dans une perspective matérialiste. Très réservé à l'égard de la psychanalyse, il est prêt à parier que dans quelques

fre et à toujours souffert d'un mal beaucoup plus profond, véritable maladie chronique qui fait le lit du vieillissement précoce et de l'infection, et contre laquelle il n'y a guère de remède : la faim. C'est l'un des mérites de Jean-Paul Lévy de rappeler combien notre situation est exceptionnelle et combien elle fausse notre vision de la médecine et de la maladie. Longtemps, la thérapeutique ne fut qu'un leurre : nous estimons aujourd'hui « avoir droit » à plus de soixante-dix ans d'existence. Quelle présomption !

Roland Jaccard

► *Le Pouvoir de guérir*, de Jean-Paul Lévy, éd. Odile Jacob, 314 p., 140 F.



CABAT

décennies les mécanismes de la souffrance morale, de la joie, du désir, de la haine, de la mémoire – et même de la pensée – s'effaieraient. « Nous résistons de toutes nos forces, écrit-il, à cet inéluctable constat de notre total lien à la matière parce que justement la particularité de notre cerveau est de chercher à prévoir l'avenir et ses risques (...) Comment supporter-nous de n'être que matière fugitive ? »

Si, pour nous, en Occident, la maladie est devenue un accident incongru sur fond permanent de santé – ce qui nous menace, c'est l'excès : de nourriture, d'alcool, de tabac, de sexe – nous oublions que la majorité des humains souff-

ROMAN

Naufage dans un miroir

Au milieu du nouveau roman de Max Gallo est une lettre que « la sorcière » (ainsi la nomme son fils, Philippe Guibert) envoie d'outre-tombe. On pourrait l'appeler lettre-miroir à double face : tant le portrait que « la sorcière » fait de son mari renvoie au portrait que Gallo fait de Guibert se voyant dans les yeux de sa femme. « Ton père était comme toi, occupé d'abord de lui-même. Je devais me soumettre, le suivre,

l'admirer... Tant que j'ai cru à sa sincérité, j'ai accepté. » Ainsi dit la mère, ainsi pourrait dire Lisa, la femme. Alors qu'il atteint « le tournant difficile de la cinquantaine », ce membre de la Commission européenne, qui a conduit une belle carrière, ne peut éviter le regard qui, non pas le juge, mais, pis, le force à se juger. Leur différence d'âge n'est pas l'essentielle raison de ce face-à-face. Lisa, qui a remplacé l'amour par la pitié – rien n'épargne Guibert – se veut libre et condamne l'univers politique dans lequel son mari évolue.

D'un côté, la vanité, les magouilles, les rivalités, qui ont pour armes la rupture des amitiés et le mensonge ; de l'autre, le besoin d'indépendance, de vérité, d'une certaine pureté, que nomme aussi une expression à l'allure désuète, les « valeurs » de la vie. Le conflit est inévitable qui, pour Guibert, prend forme d'interrogation. Une vaste autocritique. Que fut sa vie ? Pourquoi Lisa est-elle attirée par Karl Grueber, un poète allemand ? Si elle ne lui revient pas, quelle issue pour lui ?

Ce thème du conflit amoureux, du rejet irrémédiable d'un être qui fut aimé, Max Gallo le développe sur fond d'histoire contemporaine. Poursuivant ce qu'il a entrepris avec *Une affaire intime* et *Une affaire publique* (Robert Laffont), il place ses personnages dans cet univers politique. Mêlant fiction et réalité, il écrit le roman d'une vie perdue avec, en contrepoint, ce que les peuples – principalement en Europe – ont laissé perdre de leurs espoirs, comme des épaes enfouies qu'on veut oublier.

Pierre-Robert Leclercq

► *Le Regard des femmes*, de Max Gallo, Robert Laffont, 340 p., 110 F.

Une exposition Gombrowicz

Conçue par le graphiste et cinéaste polonais Jean Lenica, son fervent admirateur, une exposition Witold Gombrowicz (1904-1969) rend hommage à l'auteur, qui se présentait en déclarant : « Je suis un humoriste, un plaisantin, je suis un acrobate et un provocateur, je suis cirque, lyrisme, poésie, horreur, bagarre, jeu, que voulez-vous de plus ? » Un parcours biographique en quatre parties illustre quatre thèmes de l'œuvre : l'école ou l'immaturation ; la Pologne ou l'obsession de l'esprit ; le pouvoir et le cérémonial ; l'histoire, le vêtement, l'uniforme.

Le Magazine littéraire consacre à l'auteur de *Fardus* un dossier spécial dans son numéro d'avril avec de courts inédits, des articles de Pierre Mertens, Christophe Jezewski, Maurice Nadeau, Angelo Rinaldi, Christian Bourgois, Raymond Belleur, François Bondy, Czesław Miłosz, etc.

► Centre Pompidou. Galerie de la BPI, 2^e étage. Jusqu'au 10 juin. Projections salle Renoir à 18 h 30 : « Océaniques », FR 3 (le 16 mai) ; *le Mariage*, mise en scène de Jorge Lavelli (le 27 mai).

► « Écrire et éditer pour la jeunesse de France ». – Une rencontre de graphistes, d'écrivains et d'éditeurs français et tchécoslovaques aura lieu à Prague du 22 au 26 avril, organisée par le Centre régional des lettres du Languedoc-Roussillon et les Éditions Albatros. A cette occasion, une exposition d'ouvrages publiés en France aura lieu à l'Institut français de Prague.

DÉJA 100000 EX. VENDUS

JACQUES VERGES

LE SALAUD LUMINEUX

conversations avec JEAN LOUIS REMIHEUX

Edition 1

LA PRESSE UNANIME !

« Mr Vergès s'inscrit dans une grande tradition française, celle du bien-dit, celle de l'irrespect, celle du beau geste ! »

« Un livre captivant. On peut trembler, avoir la nausée, s'enflammer de colère ou d'enthousiasme, jamais on n'a envie de le lâcher avant la dernière page... »

« Une position tranchée des mots qui frappent, un goût affirmé de la provocation. »

Edition 1

Michel LAFON

VENDETTA
de Michael Dibdin.
traduit de l'anglais
par Hélène Amalric.
Calmann-Lévy.
272 p., 110 F.

COUSU MAIN
de Carl Hiaasen.
Traduit de l'anglais
par Yves Sarda.
Albin-Michel, 408 p., 120 F.

LA MORT EN GROS SABOTS
de John F. Bardin.
Traduit de l'anglais
par Jean Benoît.
Terrain vague, 197 pages, 98 F.

C E mois-ci, c'est de Calmann-Lévy que vient la surprise. Un polar anglais écrit par un homme et débarrassé de cette ambiance chic où l'on se tue à coups d'Earl Grey parfumés à l'ar-senic et de coupe-papier armoriés est un événement comparable à l'irruption d'un courant d'air dans une boîte de sardines.

A Rome, l'inspecteur Aurélio Zen enquête sur un meurtre impossible : comment Oscar Burolo, homme d'affaires pas vraiment net, sa femme et deux de ses amis ont-ils pu être massacrés à coups de *riot gun* dans une villa gardée par des lions et munie de ce qui se fait de plus sophistiqué en matière de protection électronique ? Nonchalant, peu sûr de lui, nanti d'une mère fragile comme une étoffe usée jusqu'à la trame, Aurélio chemine le long de cette énigme, se heurte aux archaïsmes de la politique italienne, déjoue les pièges de ses collègues et fait l'horrible expérience d'une réalité sociale compliquée par des siècles de civilisation retorse.

Mais plus encore que le brio de l'intrigue, c'est la subtilité du style de Dibdin qui étonne. *Vendetta* se lit comme un long murmure en aparté, un soliloque émaillé de traits d'humour désabusé, de digressions déambulatrices et de parenthèses révéseuses. L'écriture de Dibdin musarde le long du fil du récit, parle des choses sans les nommer et, sur les pas d'un héros touchant à force d'humanité fatiguée, brosse le portrait d'une ville humaine. On pense à Gadda (celui de *l'Affreux pastis de la rue Merle*), à Forster, et l'on se dit que la vieille idylle que se jouent l'Italie et les écrivains anglais n'a pas fini de nous étonner.

CARL HIAASEN n'aime pas la Floride, il hait les médecins, méprise la télévision, vomit les politiciens, ne porte pas les flics dans son cœur et se méfie des femmes. Seuls les barreaux semblent trouver grâce à ses yeux. Son héros, Mick Stranahan, ex-flic retiré du monde après une brève mais brillante carrière – cinq cadavres et cinq divorces – vit dans une case sur pilotis au large de Miami en compagnie d'un baracuda trop fainéant pour se nourrir

seul. Au début de l'histoire, il perd sa tranquillité, à la fin, après quatre cent huit pages et dix-neuf cadavres, il la retrouve.

Tenter de résumer davantage l'intrigue de *Cousu main* relèverait de la prétention pure. Construit comme un puzzle dont toutes les pièces seraient animées d'une vie propre, aussi grouillant qu'un nid de cloportes sentant venir le DDT, *Cousu main* semble à l'obéissance qu'à une seule règle narrative : le délire. Irrésistible de drôlerie cynique, sanglant et décapant comme une glorie de vitriol, ce bouquin est à classer d'urgence au rayon des... incassables, à côté de *la Conjurat* des imbéciles de J. K. Toole et de *Midnight Examiner* de W. Kotzwinkle.

Si Hiaasen déroute en jouant sur le registre du délire, c'est en exploitant celui, plus inquiétant, du fantastique que John F. Bardin distille un malaise digne des meilleurs textes d'Edgar Poe.

La force de Bardin consiste à transformer la souris initial en grimace, un peu comme si les

joyeux personnages d'Alice se mettaient soudain à exister et transformaient la légère angoisse onirique du conte en un cauchemar éveillé où la raison perd ses marques. Les deux autres romans de John Bardin, *Qui veut la peau de Philip Baner* et *Le Diable prend la gauche*, sont aussi parus au Terrain vague. Pourquoi se priver d'un si étrange plaisir ?

DEUX nouvelles collections dans le paysage polarisé français. L'une, le « Seuil policier », est dirigée par Robert Pépin. A côté de deux inédits américains – *Enquête sous la neige* de Michael Malone et *le Prochain* sur la liste de Dan Greenburg – elle réédite *Néropolis*, le fabuleux roman d'Herbert Lieberman. L'autre, « Trouble », est due aux Éditions Métailié et fait son lit du domaine français : Y. de Serge Quadruppani, et *la Nuit des monstres* de J.-M. Thivierge.

Le Festival du crime de Saint-Nazaire, quatrième du nom, occupe le terrain abandonné par ceux dont le souffle n'était pas à la hauteur de leurs ambitions. Sous la présidence d'honneur de J.-B. Puy, et dans l'ancienne prison de la ville, Arrêt sur polar tiendra ses soirées assises du 17 au 21 avril. Une trentaine d'auteurs de BD et de polars, des expos, du ciné, du rock, du théâtre et, surtout, l'atmosphère unique de cette ville mythique qui prête ses décors à ceux dont les écrits doivent tout à la chaleur humaine du théâtre urbain.

Patrick Raynal

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

11 Mars 1997 sur la propriété littéraire et bénéficie d'une véritable promotion auprès de tous les médias.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

1990 guerre ou paix ?

JOURNAL DE L'ANNEE

ÉDITION 1990

L'ANNEE

Le livre de l'année

Le film de l'année

Le théâtre de l'année

Le sport de l'année

Le musique de l'année

Le dessin de l'année

Le jeu de l'année

Le voyage de l'année

Le mode de l'année

Le cuisine de l'année

Le science de l'année

Le technologie de l'année

Le environnement de l'année

Le santé de l'année

Le éducation de l'année

Le culture de l'année

Le sport de l'année

Le musique de l'année

Le dessin de l'année

Le jeu de l'année

Le voyage de l'année

Le mode de l'année

Le cuisine de l'année

Le science de l'année

Le technologie de l'année

Le environnement de l'année

Le santé de l'année

Le éducation de l'année

Le culture de l'année

LIVRES • IDÉES

LETTRES ITALIENNES

Le vide devant soi

« Notre vie est hypothétique », dit Giuseppe Pontiggia.
La comptabilité céleste est encore une histoire d'illusion

LA COMPTABILITÉ CÉLESTE
de Giuseppe Pontiggia
Traduit de l'italien
par François Bouichard
Albin Michel, 268 p., 120 F.

Avec la *Comptabilité céleste*, Pontiggia obtient la consécration publique qu'accorde le prix Strega, l'équivalent italien de notre Goncourt. Pour la petite histoire, il se trouve en compétition avec l'un de ses éditeurs, lui-même écrivain, qui publiait les *Notes de Cadmo et Harmonie* (1). Pontiggia reconnaît, discrètement, que la situation fut « insolite », mais « n'a rien changé leurs rapports ». On a du mal à imaginer en France que deux ouvrages d'une telle qualité littéraire soient en lice pour un honneur de cette popularité et que l'amitié des candidats ne soit pas entachée par le résultat.

Les nouveaux lecteurs que cette reconnaissance lui a acquis ont peut-être été déconcertés par la façon dont Pontiggia raconte son histoire. Il s'agit d'une disparition. Ceux qui restent mènent une enquête. Mais, contrairement à la conception traditionnelle d'un roman policier, l'identité du disparu n'est pas, peu à peu, reconstituée. L'auteur n'avance pas une à une les pièces d'un puzzle pour les emboîter : il ôte tous les soutènements de cet échafaudage artificiel qu'est un rôle social.

Le disparu, qui n'a été ni tué ni enlevé, a fui une certaine réalité, son métier (des affaires financières louches), ses liaisons sentimentales, sa femme (une poétesse mûrie) et peut-être même la réalité. Thème pirandellien, encore que Pontiggia s'en défende, trouvant son prédécesseur sicilien « surréaliste par les théoriciens de la littérature » et lui attribuant une « richesse plus intellectuelle qu'effective ».

Le roman, selon le principe qui avait déjà été appliqué par l'auteur dans le *Rayon d'ombre* (2), tourne autour d'un vide central. Avons-nous une autre existence que celle que nous offre le regard des autres ? « Nous vivons notre vie », dit Pontiggia, « comme si nous la possédions. Mais, en fait, nous sommes toujours dans l'attente d'un sens. Notre vie est hypothétique ». Il cite, ici, un essai de Hans Vaihinger, la *Phi-*



Giuseppe Pontiggia : « Dans l'attente d'un sens ».

sophie du « comme si », auquel il a consacré une analyse dans le *Jardin des Hespérides* (3). « Nous vivons comme si notre vie était une autre, comme si notre condition et notre destin étaient différents de ce qu'ils sont ».

Au départ, Pontiggia avait pensé donner la parole à celui qui abandonnait les siens. Puis il s'est rendu compte qu'à travers les personnages secondaires, ceux qui restent, le frère du disparu (un critique de cinéma), sa maîtresse, sa femme, son neveu, son associé, un psychanalyste, à travers ses échos, à travers toutes ces traces laissées sur le sable, il pouvait faire le procès même de l'existence : « C'est la per-

ception de la disparition qui leur permet de se voir tels qu'ils sont. C'est comme un dieu inconnu qui les fait sortir de l'enfer de la famille ». Point de vue plus « métaphysique » que psychologique, comme l'avait souligné, à propos de son précédent roman, Moravia.

Le titre français, différent du titre italien (*La Grande Sera*, « le grand soir », qui se prêtait un peu trop, dans notre langue, à une interprétation politique, mais qui, dans l'esprit de Pontiggia, renvoyait aux poètes symbolistes et n'évoquait qu'une « éclipse ou l'annonce d'un tournant, d'un changement ») est, entendu « dans un sens ironique, simple rappel d'une préoccupation

métaphysique et d'un réalisme illusoire ».

L'illusion « dans notre monde dominé par la dimension du spectacle et de la publicité » sera le thème de son prochain roman, qui a pour héros un collectionneur d'art ancien, sur le point de mourir. La question de son héritage l'amène à s'interroger sur son passé et lui révèle le désastre opéré par la primauté de l'argent. Parallèlement, Pontiggia mène à terme un essai « composé de brefs chapitres plus proches du style narratif que de l'analyse académique » sur « le langage autoritaire », rappelant que la racine indo-européenne du terme latin *autor* signifie « accroissement de puissance ». Par ses œuvres de fiction et de réflexion, Pontiggia tente de saper les rapports de forces éphémères sur lesquels se fonde la vie sociale. Gadda est sa plus grande admiration littéraire, sans être son modèle stylistique. « Je travaille dans une langue claire, mais je cherche à concilier la limpidité de la narration et la complexité des thèmes ». En revanche, le nom de Guido Morselli qu'il cite comme est moins inattendu. La « mélancolie dissimulée » de cet écrivain suicidaire, sa « fuite hors du présent et sa fuite hors du moi » trouvent naturellement leur place dans l'univers critique et romanesque de Pontiggia.

René de Ceccatty

- (1) Gallimard, 1991, Le Monde du 15 février.
- (2) Maurice Nadeau, 1968.
- (3) Adelphi, 1984.

Les harmonies du désir et de l'attente

Le premier recueil de Mario Luzi
et une anthologie de son œuvre

LA BARQUE

de Mario Luzi.
Traduit de l'italien
par Jean-Yves Masson, bilingue.
La Différence, 160 p., 89 F.

DANS L'ŒUVRE

de Mario Luzi.
Traduit de l'italien
et présenté par Philippe Renard
et Bernard Simeone, bilingue.
La Différence, coll. « Orphée »,
126 p., 29 F.

Il y a au moins deux manières de regarder les premières œuvres d'un poète : en elles-mêmes, sans référence à l'œuvre ultérieure, ou bien à partir de celle-ci, du point de vue qu'elle offre la maturité. La première s'appuie sur une fiction ; la seconde conduit à mesurer des étapes, à reconstituer un périple sans surprise. L'auteur, lui, échappe à ce choix. Son regard, sa subjectivité, et éventuellement son émotion, lorsqu'ils embrassent le passé, reconstruisent, unifient ce qui doit être.

L'œuvre de Mario Luzi est à présent largement publiée en France. Si elle n'est pas encore suffisamment reconnue, il faut en chercher la responsabilité du côté des lecteurs davantage que chez les traducteurs et les éditeurs, qui ont pris conscience de son importance. Après *Cahier gothique* et *Une libération*, recueils datant de l'immédiat après-guerre, traduits par Jean-Yves Masson, récemment, chez Verdier (voir « Le Monde » des livres) du 10 novembre 1989), voici, par le même traducteur, les deux livres qui ont marqué les débuts de Luzi et ont fait de lui l'un des principaux chefs de file des « hermétiques » de Florence.

« Fonder l'objectif et le subjectif »

Sous une couverture d'un jaune trop hardi, qui oblige à cliquer des yeux, sont rassemblés, à La Différence, la *Barque* (la *Barca*), premier recueil publié en 1935 (le poète a vingt et un ans) et *Avène-*

ment nocturne (*Avvento notturno*), le deuxième, datant de 1940. Parallèlement, chez le même éditeur, dans la collection « Orphée », paraît une anthologie de Mario Luzi, traduite et présentée par Bernard Simeone et Philippe Renard sous le titre *Dans l'œuvre du monde* (1).

« La Barque, c'était le départ, avec les moyens que l'on avait à l'époque », explique le poète. Le thème est toujours la difficile intelligence entre l'expérience individuelle et l'objectivité, le désir de fonder l'objectif et le subjectif, dans un esprit de transcendance... explique Mario Luzi dans l'entretien avec le traducteur qui ouvre le recueil. Chaque poète a qu'une chose à dire, qu'il répète, la soumettant à l'épreuve de son existence, de son expérience. Symbole du passage sur l'autre rive, celle de la mort, la barque est aussi l'image féminine et maternelle qui retient et préserve. Les harmonies sont celles du désir et de l'attente. Une sensualité vitale anime l'être à qui le monde donne joie et espérance : « Amis depuis la barque on voit le monde / Et en lui une vérité qui s'avance / Intrépide, un soupir profond / Qui va des estuaires aux sources ».

Avènement nocturne marque, selon le poète, sous un titre parfaitement explicite, « une évolution très brève, qui fut un mûrissement accéléré par les circonstances historiques ». Le fascisme, le désastre européen qui se prépare, conduisent Luzi non pas à prendre distance avec la réalité, mais à constater l'éloignement de celle-ci, son aspect soudain « spectral ». Les mythes deviennent voies d'interrogation et de compréhension. L'inquiétude, l'angoisse, se font chant : « Il ne nous appartient plus, le désert qui nous étirent et nous sèpare / Dans la bouche arquée par l'oubli... »

Patrick Kéchichian

- (1) Mario Luzi présente, dans la collection « Orphée », les *Poésies de Malherbe*.

Précision. — Le livre d'Ernesto Grassi *La Métaphore inouïe* (Quai Voltaire), dont Roger-Pol Droit a rendu compte dans « Le Monde » des livres du 12 avril, a été traduit de l'italien par Marilène Raiola et préfacé par Alain Pons.

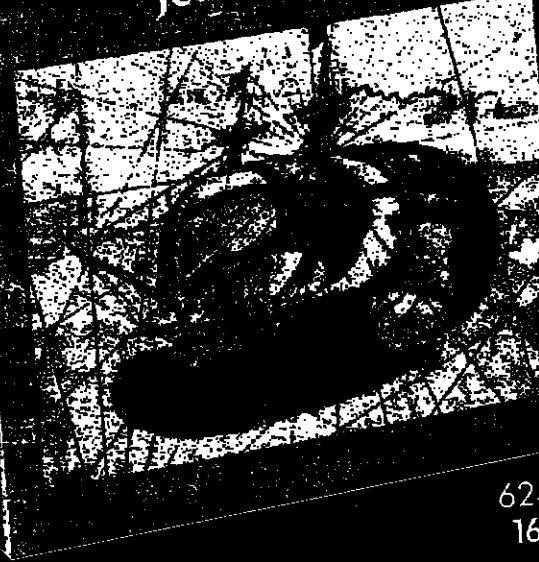
JEAN FAVIER

de l'Institut



LES GRANDES DÉCOUVERTES

Jean Favier



624 p.
160 F.

La «patte» du directeur des Archives de France est œcuménique. Son coup d'œil est vif, perçant, multiséculaire.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

«La logique d'Aristote est à un bout, l'œuf de Colomb à l'autre», explique Jean Favier. Que pourrait-on lire de mieux en cette veille de célébration du 500^e anniversaire de l'exploit du Génois !

Philippe Dufay, Le Figaro Magazine

Le directeur général des Archives de France, vrai puits de science qui a déjà montré ses talents dans d'autres ouvrages, raconte en un seul volume le mouvement des peuples, des marchands, des découvreurs, et cette soif de déplacement, cette recherche d'horizons toujours nouveaux, parfois en quête de profit, qui semble étreindre notre espèce. Un très grand sujet qui n'avait jamais été traité avec cette ampleur.

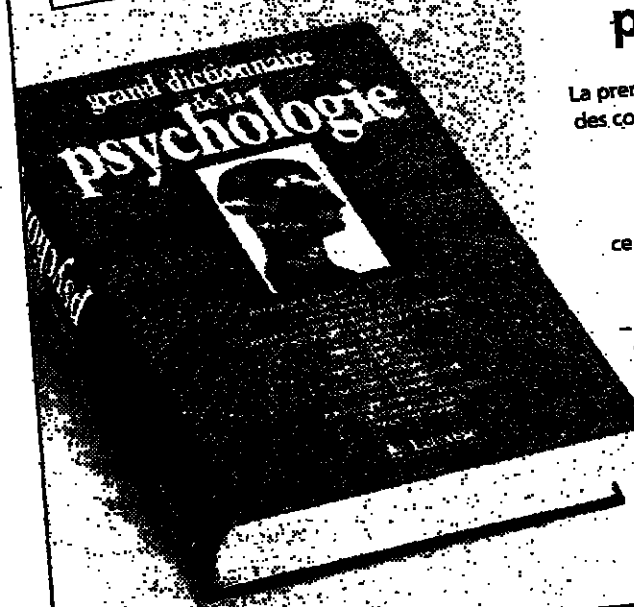
Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

FAYARD



192 PAGES 132 F.

VIENT DE PARAÎTRE



le panorama complet des sciences psychologiques

La première approche pluri- et interdisciplinaire des connaissances en sciences psychologiques : psychologie, psychiatrie, psychanalyse, toxicologie, etc.

Réalisé par 130 spécialistes, ce dictionnaire encyclopédique propose :
— 3 000 définitions assorties d'analyses complémentaires,
— des notices sur l'histoire des disciplines, la vie et l'œuvre des pères fondateurs, les institutions sociales...
— un glossaire anglais-français.

1 vol. relié sous jaquette (19 x 28 cm), 880 p.

Larousse

سكزا سن الاصل

LE RETOUR DES CHAUVES-SOURIS BLANCHES

de Marian Pankowski.
Traduit du polonais
par Elisabeth Destrie-Van
Wilden.

Actes Sud, 230 p., 110 F.
LES PIANOS DE LITUANIE
de Johannes Bobrowski.
Traduit de l'allemand
par Laurent Cassagnau,
Maren Sell, 173 p., 89 F.

CONTES FERROVIAIRES

de Cholem Aleichem.
Traduit du yiddish.
Liana Levi/Ed. du Scribe, 254 p.,
120 F.

CORRESPONDANCE ET ESSAIS CRITIQUES

de Bruno Schulz.
Traduit du polonais
par Christophe Jeczewski,
François Lallier, Dominique
Sila-Khan.
Denoël, 430 p., 185 F.

QU'EST-CE que cela signifie être « écrivain polonais » ? ... Le dernier prix Nobel de littérature polonais Czesław Miłosz vit en Californie, Witold Gombrowicz n'a jamais revu la Pologne après 1939, le grand dramaturge-nouvelliste Slawomir Mrozek est au Mexique après avoir passé plus de vingt ans à Paris à l'adresse de l'avenue Franco-Russe (1), Herling-Grudzinski est asoplatin, Kazimierz Brandys parisien, Isaac Bashevis Singer new-yorkais, le romancier Tadeusz Konwicki, varsovien originaire de Lituanie, s'invente, dans son dernier livre, une grand-mère

juive, tandis que Marian Pankowski, citoyen belge né dans les Carpates d'Ukraine, se compare à une « chauve-souris blanche ». ... Pourtant, hors de l'empire des Habsbourg, hors de l'empire des tsars, une forme de ce qu'on appelle « la polonité » s'était élaborée qui survivait aux partages, aux déportations et aux exils, aussi bien qu'aux apports de populations hétérogènes qui, le temps de plusieurs siècles parfois, coexistèrent pour ensuite disparaître en ne laissant que la trace d'un passage.

« Comment définir les grandes orientations de la prose polonaise du XX^e siècle ? Identité unique ou multiple ? Individualisme ou socialité ? » Sur ces interrogations avait lieu, la semaine dernière (10-12 avril) à Villeneuve-d'Ascq, une rencontre passionnante du très vivant Centre d'étude de la culture polonaise de l'Université Charles-de-Gaulle-Lille-III - où le professeur Daniel Beauvois avait organisé, en 1987, un important colloque (1). Comment s'est opérée l'osmose des peuples et des cultures dans un pays véhiculant des lan-

gages divers ? La langue polonaise peut-elle toujours être considérée comme le seul et l'unique facteur unificateur ? Questions d'autant plus intéressantes qu'elles ne peuvent trouver de réponse simple, qu'elles en suscitent d'autres innombrables sur l'identité polonaise et qu'elles sont le terreau d'une littérature originale. « Il serait, certes, quelque peu abusif de prétendre que la littérature polonaise est un melting-pot des langues et des sensibilités éparées, reconnaissant Marek Tomaszewski. Toutefois, force est de constater que, dans ce cas comme dans d'autres, la vraie cohésion culturelle est indissociable de la diversité. »

MARIAN PANKOWSKI (né en 1919) avait eu la bonne idée de venir à Lille, où son traducteur A. Van Grugten, son ancien étudiant, parlait de « la dérision humaniste » de ce poète admirateur de Lesmian, dramaturge désormais joué en Pologne, auteur d'une œuvre de romancier particulière-

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un carrefour des langues



Bruno Schulz : Autoportrait (vers 1935)

ment originale qui prend le contrepied de la littérature polonaise : laïque et anti-aristocratique, érotique et blasphemateur, gourmand insatiable des mots, des saveurs et des senteurs de son enfance à Sanok. Une œuvre de mémoire, qui n'ignore rien de la sensualité et même de la bestialité des corps,

mais aussi d'un humour parodique abondant en métaphores poétiques et en images, en situations scabreuses et en souvenirs poétiques, que nous avions découvert avec *Rudolf* (L'Age d'homme, 1982) et qui, ne voulant rien couper avec la patrie polonaise, nous ramène en même temps à l'enfant et à l'adulte qu'il est devenu. Ainsi, dans *Le Retour des chauves-souris blanches*, écrit en 1988-1989, Pankowski nous conte, comme en miroir, la réécriture, dans une auberge au cœur des Carpates polonaises, de deux touristes : un vieux professeur polonais émigré et une jeune sociologue ukrainienne installée aux États-Unis qui, le temps d'un séjour au pays natal, vont se raconter l'une à l'autre, se désirer, s'étreindre, passant de l'étrangeté à l'intimité, de la spontanéité volontaire à la brutalité de l'adulte dans un récit vigoureux et raffiné, qui revendique à la fois la liberté et l'attachement à ses racines d'un homme « chauve-souris blanche » qui ne se verra jamais « émigré ».

endroits interdits de résidence aux juifs et rencontrant les « bons juifs de tous les jours », les dévots et les faux-dévôts, les habileurs et les débrouillards, les tricheurs professionnels et les pigeons. Des trains rêvés par un conteur d'un autre temps dans une Ukraine polono-russe telle qu'elle n'existera plus jamais.

Pologne où le juif était refusé, faisant au mieux partie d'une minorité exotique (« Quel dommage que tu sois juif ! » dit avec sympathie un des personnages d'un roman de Leo Lipski). Pologne où la langue yiddish, considérée comme un « jargon », n'a jamais été perçue comme faisant partie de la polonité. Rachel Ertel, reprenant des idées qu'elle a développées dans la préface de l'édition en français de *Khaliastra* (Lachenaël et Ritter, 1989) à propos de la prose littéraire et de la critique yiddish d'avant-garde en Pologne au début du siècle, stupéfié nombre d'auditeurs polonais qui n'avaient jamais entendu parler de Koulbak, de Warszawski ou de Peretz Markish et qui découvraient, grâce au colloque de Lille, comment avaient coexisté des littératures si proches qui s'ignoraient totalement et s'influençaient totalement.

PAR un autre phénomène de coécrit, l'œuvre d'un des plus grands prosateurs de langue polonaise, Bruno Schulz, n'a pas encore vraiment reçu la célébrité qu'elle mérite. Même si ses lecteurs passionnés font inmanquablement des érudits. Même si de grands admirateurs de l'auteur des *Boutiques de cannelle*, tels Cynthia Ozick, dans *Le Messie de Stockholm* (Mazars), ou David Grossman, dans son roman qui vient de paraître (Seuil), voir « Le Monde des livres » du 12 avril, ont créé des fictions en quête de ce personnage mythique et de son manuscrit perdu, *Le Messie*. Même si un chercheur polonais Jerzy Ficowski s'est attaché depuis des décennies, à la manière d'un détective, à retrouver, par tous les moyens possibles, les traces et les écrits de celui que ses voisins ne connaissaient que comme le professeur de dessin du lycée. Faut-il encore présenter Bruno Schulz (1892-1942), né et mort - tué en pleine rue par un SS - dans une bourgade de Galicie, Drohobycz (aujourd'hui en URSS), dont la valeur exceptionnelle avait été reconnue par des auteurs en avance sur leur temps, comme Witkiewicz ou Gombrowicz, ou par de grands esprits de l'époque comme la romancière Zofia Nałkowska ?

Une grande nouvelle pour ceux qui ont lu les deux volumes de ses œuvres, *Les Boutiques de cannelle* et *Le Sanatorium au croque-mort* (Denoël), et qui connaissent son œuvre graphique (chez Actes Sud) et veulent en savoir plus sur Schulz : la publication en un volume de la correspondance et des essais critiques, soit l'ensemble, mis à jour, des « découvertes » de Jerzy Ficowski (dont un choix de lettres « perdues et retrouvées » avait paru en 1979 chez Pandion). Lettres de 1921 à 1942 à ses amis, correspondance avec l'administration scolaire pour demander un congé ou une mutation à Varsovie ou à Lwow, critiques pour des revues à propos de *Ferdynand*, ou même des *Cloches de Bêle*, de *Gentrix* ou de *Regain* (« Livre éblouissant. Giono ne décrit pas la nature, il en donne des équivalents exacts où se condense toute la charge du ciel, de la plaine, du vent, du flanc désert de la montagne. Tout vit chez lui »). Un volume capital d'un auteur qui traitait l'art épistolaire comme un véritable genre esthétique, et dont malheureusement beaucoup de lettres ont brûlé lors de la guerre. Il nous reste le souhait de pouvoir lire un jour les réponses de ses correspondants et de ses correspondantes. Qui sait ?

(1) Les travaux du colloque ont paru sous le titre : *Les confins de l'ancienne Pologne. Ukraine, Lituanie, Biélorussie*. Préface de Czesław Miłosz (Presses universitaires de Lille, 1989).

(2) Un volume de poèmes de Bobrowski, *Celui qui vit encore*, a paru en édition bilingue (Alphée, 1988).

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

 RAYMOND PROCE "A L'OMBRE D'UN SOURIS" 48 pages, 48,50 F.T.T.C.	 VICTOR CHAURAND "UNE VIE" 64 pages, 62,80 F.T.T.C.	 ERIC DEMOULIN "L'ATTENTE" La fuite peut être utile 96 pages, 53,80 F.T.T.C.	 DOMINIQUE VALLEE "NOUVELLES PAS FRAÎCHES" La vie est une énorme farce 128 pages, 61,20 F.T.T.C.	 JEAN DANIEL DUFAUR "THEORIE DE LA CONSTRUCTION ET DES CONSCIENCES" Pour une meilleure compréhension de l'univers 84 pages, 52,80 F.T.T.C.
 CHRISTOPHE LACAMPAGNE "CHRISTOPHER FLOPPES" 112 pages, 64,40 F.T.T.C.	 GUSTAVE CHENIERE "VENTS D'ANGES" 80 pages, 52,80 F.T.T.C.	 ANDRÉE TINANT "CONTES POUR MON FRÈRE D'AFRIQUE" Expériences chahuteuses sur l'Afrique Noire 192 pages, 78,10 F.T.T.C.	 JEAN THEAU "NEUF ESSAIS SUR L'HOMME ET LA METAPHYSIQUE" Critique de la philosophie bergsonienne 260 pages, 127,70 F.T.T.C.	 LILIANE LAVRIL-LAFOREST "LE PSYCHO SOCIOLOGIE AU SERVICE DE L'ENTREPRISE" Concepts et méthodes 240 pages, 96,00 F.T.T.C.
 GILBERT MIHRAN "LA DOUCEUR DE TON NOM" 128 pages, 67,50 F.T.T.C.	 JACQUES CECOT "DU COQ À L'ÂNE" Etude sur nos animaux familiers 184 pages, 80,00 F.T.T.C.	 ROBERT DE CHAMPFLEURY "UNE DES DOUZE METEORES" Des champs à l'école 144 pages, 70,70 F.T.T.C.	 S. HANCOUZ "NOUVELLE GRAMMAIRE BERBERE" La langue, les origines du peuple Berbère 304 pages, 162,50 F.T.T.C.	 JEAN-MARIE LEBLOND "AVENTURES D'UN JEUNE COQ GAULOIS AU QUÉBEC" Don Juan au Canada 288 pages, 118,20 F.T.T.C.

BON DE COMMANDE

Je commande à la Pensée Universelle

Titre : _____

Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____

Je joins _____ F. pour _____ exemplaires

+ 12,50 F par livre pour le port.

LIVRES

POLONAIS
et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

ÉCONOMIE

SOCIAL

Pour pallier un déficit de 72,7 millions de francs

La Fondation nationale de la transfusion sanguine supprime cent postes

Le conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) a adopté à l'unanimité, mardi 16 avril, un plan d'adaptation portant sur 95 millions de francs et prévoyant cent suppressions de postes. La FNTS a bouclé l'année 1990 avec un déficit de 72,7 millions de francs, dont 33,9 millions à titre de provisions pour le financement du plan social et la réorganisation de ses activités régionales.

Plusieurs raisons expliquent ce résultat négatif. Les médecins prescrivent moins de concentrés globulaires et transfusent plus facilement de l'albumine, ce qui a nécessité une réorganisation des activités de transfusion classiques. L'insuffisance de l'approvisionnement national en plasma a obligé la FNTS à se fournir à l'étranger et n'a pas permis de rentabiliser les infrastructures industrielles. Enfin des projets de coopération industrielle, avec le Brésil, la Hongrie, ou encore la Chine, ont dû être reportés,

voire annulés. L'augmentation des prix de cession des produits sanguins — une des principales sources de financement de la FNTS — a été insuffisante pour compenser le déficit prévisionnel de 1991 : 3,6 % de hausse réglementaire au lieu des 10 % attendus, selon le docteur Michel Garreta, directeur du CNTS, le Centre national de transfusion sanguine, géré par la fondation.

Le plan d'adaptation de la FNTS prévoit un retour à l'équilibre financier en 1991. Au total, cent postes devraient être supprimés (quarante et un postes vacants ne seront pas pourvus). L'Institut national de transfusion, qui poursuit des activités de recherche essentiellement fondamentale, est particulièrement concerné : trente-neuf postes y seront supprimés sur environ cent vingt : certaines activités de recherche devront, d'ici à la fin de l'année 1992, trouver des sources de financement extérieures ou disparaître.

MARTINE LARONCHE

□ **Marriott Roissy** services annonce le lock-out de 1 000 salariés. — Depuis le 15 avril, soutenus par FO, la CGT et la CFDT, une majorité des salariés de la société Marriott Roissy services étaient en grève. Le 17 avril, à compter de 19 h 30, et pour une durée indéterminée, la direction de l'entreprise a décidé le lock-out de l'ensemble des effectifs, soit 1 000 personnes. Marriott Roissy services fournit notamment les repas à de nombreuses compagnies aériennes faisant escale à Roissy et vient de perdre l'un de ses clients, la compagnie LTA, qui représentait 20 % de son marché. Un plan de restructuration, prévoyant des mesures sur les salaires et les qualifications, était en préparation.

□ **Grève à la verrerie Verdom de Puy-Guillemme**. — Une grève paralysait totalement, depuis mardi 16 avril, les activités de la verrerie Verdom, à Puy-Guillemme (Puy-de-Dôme), ville qu'administre

M. Michel Charasse, ministre du budget. Selon la CGT, 500 salariés ont débrayé, sur les 680 que compte l'entreprise. C'est la récente implantation d'un quatrième four (associée de la création de 50 emplois) qui est à l'origine du conflit, la CGT estimant que l'effectif actuel est insuffisant et la charge de travail trop importante. Le syndicat demande l'ouverture de négociations immédiates. La direction rétorque que ces négociations ne peuvent avoir lieu que le 28 mai, date à laquelle le nouveau four fonctionnera normalement. — (Corresp.)

□ **Renault souhaite hâter le rythme des suppressions d'effectifs**. — Renault, qui doit se séparer de 4 042 personnes d'ici à la fin de l'année, a proposé, mercredi 17 avril, des incitations financières pour les salariés qui accepteraient de quitter l'entreprise ou de se reclasser au sein du groupe avant le 31 août. Après cette date, des

conventions de conversion seront mises en place. Selon la CFDT, qui estime que Renault « accélère » les suppressions d'effectifs, « des listes de personnel excédentaire » seront constituées dans chaque établissement à partir de septembre.

□ **Adolphe Lafont** : 220 suppressions d'emplois. — Filiale du groupe André, la société Adolphe Lafont, spécialisée dans le vêtement de travail, va supprimer 220 de ses 640 emplois. Sur trois usines, celle de Gélard (Saône-et-Loire), qui emploie 101 salariés, va être fermée et celle de Villefranche-sur-Saône va arrêter la production, ne conservant que le siège social, la coupe et les stocks. Le comité central d'entreprise est convoqué pour le 23 avril. Adolphe Lafont affiche un résultat courant avant impôt négatif de 20,6 millions de francs et un chiffre d'affaires, en baisse, d'environ 300 millions de francs pour l'exercice 1989-1990.

La présentation officielle du cinquième plan

Le comité central d'entreprise de Michelin s'est réuni dans une ambiance mouvementée

A l'issue du comité central d'entreprise de Michelin, réuni mercredi 17 avril à Clermont-Ferrand, dans une ambiance parfois mouvementée, les délégués ont acquis la certitude qu'au terme du cinquième plan social il ne restera plus que 16 335 salariés dans les usines clermontoises. Lorsque la séance a été levée, les syndicats ont appelé à des actions sans en préciser les formes.

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Le 11 avril, M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand et sénateur du Puy-de-Dôme, avait déclaré, en présence de M. François Michelin, qu'après le cin-

quième plan les usines clermontoises devraient maintenir en poste 18 000 salariés. M. Michelin n'avait pas démenti. Le 17 avril, lorsque M. Daniel Mathieu (CGT), secrétaire du comité central d'entreprise (CCE), a posé la question des futurs effectifs clermontois, il lui a été répondu que le chiffre de 18 000 devait être considéré comme un objectif ne pouvant être atteint qu'après redressement de la situation actuelle.

Lors de l'une des nombreuses interruptions de séances provoquées par l'intrusion de salariés dans la salle de réunion (quelques centaines d'entre eux avaient cessé le travail pour s'y rendre à l'appel des syndicats), M. Mathieu a parfaitement résumé la conviction des délégués : « Des si rien que des si pour que se maintiennent 18 000 salariés dans les usines de Clermont-Ferrand. »

La CGT n'a obtenu aucune précision sur le déficit de 5,2 milliards annoncé par le groupe à Paris. « Chez Michelin, commentait M. Mathieu, on n'a pas pour habitude de mélanger les problèmes du groupe et de la manufacture française. » Le projet global de suppressions d'emplois (4 900, dont 2 432 à Clermont-Ferrand, 616 à Bourges, 330 à Montceau, 182 à Vannes, pour les usines les plus touchées, sans compter Orléans qui doit disparaître) n'a pas été commenté.

Chaque comité d'établissement se réunira ultérieurement. Les syndicats ont demandé la nomination d'un expert comptable (le cabinet Secafi Alpha a été retenu) afin d'obtenir « tous les éléments à même de permettre d'apprécier la situation réelle de l'entreprise ».

JEAN-PIERRE ROUGER

ÉTRANGER

Après cinq années de déclin continu

La production américaine de pétrole remonte

Après cinq années de déclin continu, la production de pétrole des États-Unis a augmenté de 1,2 % au premier trimestre 1991, pour atteindre 7,5 millions de barils par jour. Ce renversement de tendance est une conséquence directe du conflit du Golfe : à la demande du gouvernement, les compagnies exploitant le plus grand champ américain, North Slope (en Alaska), ont pris une série de mesures afin d'accroître le rythme d'exploitation du gisement, tandis que, grâce à la hausse des cours, le déclin des autres champs était stoppé.

Conséquence directe de ce sursaut et du tassement de la consommation : les importations américaines de pétrole ont chuté de 17 % au cours des trois premiers mois de l'année, après avoir dépassé l'an dernier la moitié de la consommation. Le retournement de tendance est donc complet. Reste à savoir si sera durable. Depuis 1986, année record au cours de laquelle elle a atteint 9,2 millions de barils, la production américaine de brut a chuté au rythme de 5 % l'an. Le bas niveau des cours du pétrole ne permet pas de rentabiliser l'exploitation des gisements les plus anciens, et les zones les plus prometteuses étaient jusqu'ici fermées à l'exploration en raison des lois sur l'environnement.

Le nouveau plan énergétique présenté le 20 février dernier par le président Bush (le Monde du 22 février) prévoit de mettre fin à ce déclin et d'accroître la production domestique d'un bon tiers d'ici à l'an 2010, afin de réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis des importations. Conformément à ce plan, M. George Bush a aussi ordonné mercredi 17 avril au gouvernement fédéral de réduire sa consommation d'énergie de 20 % d'ici à l'an 2000, afin de réaliser une économie équivalente à 100 000 barils de pétrole par jour. Aux termes d'un décret, les ministères et autres agences du gouvernement devront réduire de 10 % leur consommation de fuel au cours des quatre prochaines années.

□ **Déficit des paiements courants de l'Allemagne**. — La balance des opérations courantes de l'Allemagne (marchandises, services, transferts) a été déficitaire de 1,6 milliard de deutschemarks en février, après un déficit de 2,1 milliards en janvier (chiffres révisés). Selon la Bundesbank, le déficit de février est lié en grande partie au premier versement aux États-Unis de la contribution allemande à la guerre du Golfe.

□ **Fortes croissances pour le Mexique en 1990**. — La croissance économique au Mexique a atteint 3,9 % en 1990, soit le taux le plus élevé depuis le début des années 80. La Banque centrale mexicaine, qui donne cette information dans son rapport annuel, souligne les effets positifs de la politique économique menée ces dernières années : lutte contre l'inflation, réduction du déficit budgétaire, privatisation de 61 entreprises publiques, rééchelonnement de 48,2 milliards de dollars de la dette extérieure privée, amélioration du secteur pétrolier.

La libéralisation des mouvements de capitaux

Les Espagnols sont autorisés à ouvrir des comptes en devises étrangères

MADRID

de notre correspondant

L'Espagne a franchi un pas important sur la voie de la libéralisation des mouvements de capitaux avec les deux mesures promulguées mercredi 17 avril par le ministre de l'économie. La première, la plus importante, autorise les Espagnols, pour la première fois dans l'histoire de leur pays, à ouvrir un compte en devises étrangères. Cette possibilité reste toutefois provisoirement limitée, pour raison de contrôle fiscal, les comptes ne pouvant être ouverts que dans des banques, nationales ou étrangères, installées en Espagne. La seconde mesure permet aux établissements financiers du pays disposant de dépôts en monnaie convertible de consentir dorénavant des prêts aux citoyens étrangers.

Si les responsables économiques avancent ainsi de plus d'un an et demi des mesures qui auraient dû de toute manière être appliquées à partir du 1^{er} janvier 1993, ce n'est pas par simple souci de jouer au non élève communautaire. Comme l'a reconnu lui-même le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, cette libéralisation des mouve-

ments de capitaux vise essentiellement, en stimulant la sortie de devises, à lutter contre les incessantes pressions à la hausse qu'enregistre actuellement la monnaie espagnole, plus particulièrement face au franc français.

Ces mesures seront-elles suffisantes ? Nombreux sont ceux qui en doutent à Madrid et considèrent leur efficacité limitée, à court terme tout au moins. Ainsi, il est peu probable que les Espagnols profiteront de la possibilité d'ouvrir un compte dans une monnaie étrangère tant que la peseta continuera à leur assurer la meilleure des rentabilités, en raison de taux d'intérêt qui restent les plus élevés de la Communauté.

M. Solchaga a d'ailleurs reconnu que ces taux d'intérêt constituaient en fait la véritable cause de la surévaluation actuelle de la peseta. Il a toutefois ajouté que le gouvernement, pour faire face à ce problème, préférerait avoir recours à la libéralisation des capitaux plutôt qu'à une nouvelle baisse des taux : on considère en effet à Madrid que la lutte contre l'inflation est encore loin d'être gagnée et qu'il faut, dans ces conditions, éviter tout relâchement de la politique monétaire.

THIERRY MALINIAK

REPÈRES

ALLOCATION LOGEMENT

60 000 bénéficiaires de plus en région parisienne

Un décret, publié au Journal officiel du 14 avril, ouvre le droit à l'allocation logement à 60 000 bénéficiaires de plus en région parisienne. Cette mesure concerne les personnes seules et les ménages sans enfant, de moins de 65 ans, aux ressources modestes, locataires ou accédants à la propriété, qui jusqu'à présent restaient encore exclus juridiquement de toute aide personnelle au logement, selon les termes du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer. Les intéressés doivent déposer leur demande à la Caisse d'allocation familiale de leur domicile. Cette mesure sera étendue à l'ensemble du territoire d'ici à 1993.

CONJONCTURE

Croissance de 1,6 % en France en 1991 selon l'IPECODE

La croissance économique en France ne sera que de 1,6 % en 1991, mais atteindra 2,4 % en 1992, prévoit l'IPECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises), qui estime que la reprise ne « paraît pas clairement

assurée ». La progression du pouvoir d'achat du revenu des ménages se ralentit nettement : + 2,2 % cette année après + 3,4 % en 1990. La consommation des particuliers augmenterait nettement moins vite : + 2,3 % en 1991 et 1992 après + 3,1 % en 1990. Les investissements des entreprises croîtraient de 1,3 %, puis de 2,5 % en 1992 ; après + 4,8 % l'année dernière. Les exportations augmenteraient de 3,8 % puis de 4,8 % en 1992, après + 4,6 % en 1990. La hausse des prix resterait stable : + 3,1 % cette année et + 3 % en 1992.

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Un chiffre d'affaires en hausse de 5,3 % en 1990

Le chiffre d'affaires de la vente par correspondance (VPC) française a progressé globalement de 5,3 % en 1990, selon le Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance. La vente aux particuliers a connu une croissance de 4,44 %, avec un chiffre d'affaires de 40,94 milliards de francs, tandis que la VPC aux entreprises a augmenté de 17,88 %.

La VPC allemande a connu une croissance record de 24,4 %, avec un chiffre d'affaires de 35,1 milliards de deutschemarks (près de 120 milliards de francs). La moitié du chiffre d'affaires supplémentaire a été réalisée dans les Länder de l'ex-RDA.

Soleil. Embarquement immédiat.

GUADELOUPE	3290F
REUNION	4590F
MARTINIQUE	3290F
GUYANE	3990F
SAINT-MARTIN	3290F
MAURICE	5990F

Le soleil au zénith, les plages de sable fin, la végétation luxuriante et le far niente comme art de vivre c'est ici et maintenant avec Air France. Du 13 mai au 16 juin 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels au départ de Paris.

Tarifs valables, pour la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique sur vols Air France ou Aériamérique. Tarifs applicables pour Maurice sur vols désignés exclusivement. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE

C'est le moment !

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

COMMUNICATION

A la suite de mésententes

Le groupe Hachette se retire du capital de Rizzoli - « Corriere della sera »

Un projet de budget en déficit M. Bourges annonce des « économies drastiques » à FR 3

Trois jours après Antenne 2 (le Monde du 17 avril), le conseil d'administration de FR 3 a adopté, mercredi 17 avril, un projet de budget 1991 en déficit de 255 millions de francs. Les prévisions de dépenses sont en effet évaluées à 3,79 milliards de francs pour 3,58 milliards de recettes seulement. Malgré une audience en hausse et une bonne progression du chiffre d'affaires publicitaire, l'audience de la chaîne réalisée ces dernières semaines prévoyait, à situation inchangée, un déficit plus important (440 millions de francs).

Certains postes de dépenses seront donc soumis à une forte tension qu'il faudra maîtriser par une gestion particulièrement rigoureuse et des économies drastiques, a prévenu le président d'Antenne 2-FR 3, M. Hervé Bourges. Un plan social élaboré en

concertation avec le personnel accompagnera un plan de réorganisation de la chaîne qui s'intégrera dans le « Projet Télévision publique » annoncé lundi dernier et présenté en juin prochain.

Ce projet, en cours d'élaboration, prévoit un rapprochement d'Antenne 2 et FR 3, voire la fusion de certaines activités. Il devrait également se traduire par 280 millions de francs d'économies dès 1992 pour la troisième chaîne (150 pour A 2). Réuni le même jour que le conseil d'administration de FR 3, le comité d'entreprise de la troisième chaîne a émis un avis négatif sur le projet de budget. De source syndicale, on estime que « le gouvernement ne remplit pas ses missions d'actionnaires principal » et l'on redoute un plan de licenciements sur le modèle de celui appliqué à la SFP l'an dernier.

M. Parretti perd les présidences de Pathé Communication et de la MGM

M. Giancarlo Parretti a perdu, mercredi 17 avril, les présidences de Pathé Communication Corp. et de sa principale filiale aux États-Unis, la Metro Goldwyn Mayer (nos dernières éditions du 18 avril). M. Cesare De Michelis, frère du ministre italien des affaires étrangères, lui succède à la présidence de Pathé Corp., tandis que le producteur américain Alan Ladd Jr. prend la présidence et la direction générale de la filiale dont il avait démissionné il y a quelques mois.

Personnalité très contestée aux États-Unis comme en Europe, M. Parretti reste cependant l'actionnaire principal du groupe Pathé/MGM et membre de son conseil d'administration. Dans un communiqué, le groupe annonce que le Crédit lyonnais, son principal bailleur de fonds, s'est engagé à lui fournir un financement complémentaire de 145 millions de dollars, à condition que la demande de mise en faillite présentée par six créanciers, soit retirée (le Monde du 18 avril).

M. Marmaduke Hussey reconduit à la tête de la BBC. - M. Marmaduke Hussey, seizième président de la BBC, a été reconduit, mercredi 17 avril, pour un second mandat de cinq ans. Ce choix de continuité est une première dans l'histoire de la radio-télévision britannique. M. Hussey devra notamment renégocier, au cours de son mandat, la charte royale de service public de la BBC, qui vient à expiration en 1996.

La Générale des eaux équipe ses réseaux câblés en D2 MAC. - La Compagnie générale de vidéocommunications, filiale de la Générale des eaux, va équiper ses réseaux câblés pour recevoir quatre programmes aux nouvelles normes D2 MAC. Une quarantaine de villes seront ainsi équipées, à commencer par Brest et Rouen, puis Lyon, Toulouse, Grenoble, etc. Les abonnés équipés d'un terminal Vision-pass auront ainsi accès à des chaînes payantes dont Canal Plus (avec laquelle un accord est en discussion).

Le groupe Maxwell va céder 45 % du Mirror Group. - M. Robert Maxwell a indiqué, mercredi 17 avril, qu'il allait introduire en bourse entre 45 % et 49 % du capital de son groupe de presse

Le groupe Hachette a traversé l'année 1990 sans trop d'ennuis. Mais les effets de la récession internationale sur son chiffre d'affaires 1991 et le financement du développement de la Cinquième incitent à envisager des cessions. Ainsi, le premier groupe de communication français va revendre sa participation dans le premier groupe éditorial italien, Rizzoli-« Corriere della Sera » (RCS).

Le groupe Hachette se tire sans trop de difficultés de la mauvaise passe financière qu'a représentée 1990 pour les entreprises de communication. Il vient d'achever un chiffre d'affaires 1990 de 30,047 milliards de francs, en hausse de 2,3 % par rapport à 1989 (29,358 milliards) et un

Mirror Group Newspapers (MGN). MGN, qui publie le Daily Mirror, le Scottish Daily Record ainsi que les hebdomadaires People et Sunday Mirror, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 445 millions de livres et un bénéfice de 53,3 millions de livres (533 millions de francs). Le prix de vente des titres MGN sera annoncé le 30 avril. Selon divers analystes, la vente d'une part du capital de Mirror Group devrait rapporter 250 millions de livres à M. Maxwell.

La diffusion payée du Figaro a baissé de 1,33 % en 1990. - Le Figaro a enregistré l'an dernier une baisse de sa diffusion payée de 1,33 % (403 216 exemplaires contre 408 643 en 1989). Si les abonnements sont restés stables (69 548 exemplaires), la vente en kiosque en France est passée de 394 248 exemplaires à 386 791. La hausse de la diffusion à l'étranger de 1,41 % (2 030 exemplaires de plus qu'en 1989, soit 16 425 exemplaires) n'a pas suffi à enrayer cette baisse. En dépit d'une forte augmentation de la diffusion de ses exemplaires gratuits - 20 777 exemplaires soit 3,40 % de plus qu'en 1989. La diffusion totale du Figaro s'établit, en 1990, à 1,11 % (423 993 exemplaires en moyenne) par rapport à 1989.

résultat net hors plus-value de 231 millions de francs, en baisse de 27,8 % par rapport à celui de 1989 (320 millions de francs).

Cependant, les cessions réalisées en 1990 - notamment l'immeuble des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) dont Hachette a tiré 2 milliards de francs - et le 1,75 milliard de francs affectés en provision aux activités audiovisuelles du groupe, dont la Cinquième, permettent à Hachette de dégager en 1990 un résultat de 492 millions de francs, contre 469 il y a deux ans.

Les résultats enregistrés par Hachette au premier trimestre 1991, du fait de la récession internationale, du fait de la chute de la publicité et de la chute des ressources publicitaires de ses magazines aux États-Unis, la nécessité de redresser la Cinquième et de redéployer sa filiale éditoriale en Espagne, Salvat, lui font envisager d'autres cessions.

C'est le cas de la participation de 10 % qu'Hachette avait acquise en 1987 dans le premier groupe éditorial italien, RCS, en échange de parts dans la holding presse d'Hachette et dans leur partenaire, les Publications Filipacchi.

La rumeur de ce retrait était insistant depuis quelques semaines même si les dirigeants d'Hachette la démentaient (le Monde du 27 février).

M. Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, a dévoilé l'opération dans la République du 17 avril, en indiquant que le groupe français « avait mandaté le Crédit lyonnais pour vendre la participation qu'il détenait dans Rizzoli ».

M. Haberer précise aussi que « le Crédit lyonnais pourrait être un acquéreur possible de cette participation, puisque la banque est un investisseur européen ».

Le retrait d'Hachette de Rizzoli est dû à des mésententes entre les deux groupes. L'implantation, voulue par Rizzoli, de son mensuel masculin Max en France ne s'est guère soldée par le succès, à tel point qu'il y a quelques semaines des bruits coulaient à propos de son éventuel arrêt.

Mais c'est surtout l'entrée de RCS, par le biais de sa filiale RCS-Vidéo, dans le capital de TF1 à hauteur de 4 % qui a profondément irrité M. Jean-Luc Lagarète, à la fois PDG d'Hachette et de Matra. L'accord conclu sur les composants élec-

troniques entre Fiat, maison mère de RCS, et CGE-Alsthom a avivé la mauvaise humeur du PDG de Matra.

En vendant ces 10 %, Hachette pourrait récupérer 700 millions à 800 millions de francs. Ce retrait n'empêcherait pourtant pas Hachette et son ex-partenaire italien de poursuivre des projets communs en Italie et en Grèce (le Monde du 27 février). Mais il n'exclut pas d'autres cessions à venir.

VYVES-MARIE LABÉ

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COGEDIM

COGEDIM - RÉSULTATS 1990

Le conseil d'administration de COGEDIM, réuni le mercredi 27 mars 1991, sous la présidence de M. Michel Maurer, a enregistré les résultats de l'activité en 1990 et a arrêté les comptes de l'exercice.

COGEDIM a réalisé 5,5 milliards de francs de placements (pour moitié en 1990 et a arrêté les comptes de l'exercice). COGEDIM a réalisé 5,5 milliards de francs de placements (pour moitié en 1990 et a arrêté les comptes de l'exercice).

Au cours de l'exercice, la société a reconstruit son « approvisionnement foncier » en prenant position dans les ZAC importantes en cours de développement dans l'Ouest parisien, notamment à Courbevoie, Boulogne et Issy-les-Moulineaux, ainsi que dans certaines communes en évolution comme Massy.

La politique patrimoniale mise en place au cours des précédents exercices a été poursuivie. Les cinq immeubles de bureaux achevés ou en voie d'achèvement (17 500 mètres carrés) sont entièrement loués. La plus-value en réserve par rapport au prix de revient de ces immeubles peut être estimée à 400 MF.

Le bénéfice du groupe, après provision et frais financiers sur programmes en cours, s'établit à 323 millions de francs avant impôt et 201 millions de francs après impôt, en hausse de 25 % par rapport à 1989 (et de 90 % par rapport à 1988).

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer un dividende net de 46 F par action, contre 41 F pour l'exercice précédent.

Concernant 1991, malgré un début d'année encore marqué par la crise du Golfe, le bénéfice de l'exercice 1991 devrait à nouveau dépasser 200 MF.

MOGLIANO VENETO. 15 MARS 1991.
AU CENTRE INTERNATIONAL
DE FORMATION GENERALI.
ON NE PARLE QU'UN SEUL LANGAGE :
LE PROFESSIONNALISME.



Comme chaque jour, ces cadres du Groupe Generali vont travailler sur les problèmes d'assurance les plus usuels comme les plus exceptionnels. Vus des quatre coins du monde, ils se retrouvent pour échanger leurs expériences et dialoguer avec les experts du Centre de Formation International du Groupe Generali. Dès leur retour, c'est promis, ils se feront un plaisir de vous faire profiter de tout ce qu'ils ont appris.



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

En France: Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, l'Équité, Fédération Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Lutèce, Europ Assilance.

سكننا في الامم

صلى الله عليه وسلم

AFFAIRES

Les Pays-Bas déclarent la guerre à l'automobile

Le ministre des transports, M^{me} Hanja Maij-Weggen, veut restreindre « l'automobilité » des Néerlandais

AVEC cent soixante-cinq véhicules à moteur au kilomètre carré, les Pays-Bas ont une motorisation cinq fois supérieure à la moyenne européenne. Cette densité explique l'acharnement mis par les gouvernements néerlandais successifs à domestiquer la voiture. M^{me} Hanja Maij-Weggen, ministre des transports, explique pourquoi et comment.

« Pourquoi avez-vous déclaré la guerre à la voiture ? »

« Pour éviter que les Pays-Bas ne deviennent le Mexique de l'Europe. Entre 1986 et 1989, la circulation routière s'est accrue de 12 % en général et de 20 % sur les autoroutes. Nos études indiquent que si nous ne passons pas aux actes, ce que nous appelons « l'automobilité » sera, en 2010, de 70 % supérieure à ce qu'elle était en 1985. C'est inacceptable tant pour l'écologie que pour l'économie.

« Le trafic routier est déjà responsable de 15 % à 20 % de la pollution de l'air. Nous avons calculé que s'il augmentait de 70 %, les émissions de gaz toxiques seraient multipliées par deux alors que dans les zones urbaines les normes de pollution atmosphérique sont déjà fréquemment dépassées. Il en va de même pour les nuisances sonores. Enfin, la création de nouvelles infrastructures routières conduit inéluctablement au morcellement du pays et au rétrécissement de l'espace vital de la faune et de la flore.

« L'autre raison de notre inquiétude est de nature économique. Nous chiffrons à 3 milliards de francs par an le manque à gagner dû aux embouteillages quotidiens. Cette facture quadruplerait si l'usage de la voiture devait croître autant que nous le redoutons. De plus, les Pays-Bas ne pourraient plus être la plaque tournante du transport et de la distribution en Europe : environ le tiers des transports routiers et la moitié des transports fluviaux au sein de la CEE ont leur origine chez nous. A quoi servirait de disposer à Rotterdam du premier port du monde et à Amsterdam du quatrième aéroport européen si les canaux et les routes sont bloqués dans les « bouchons » ?

« Notre objectif est de limiter la progression du trafic à 35 % tout en réduisant ses inconvénients. Ce qui suppose, en premier lieu, que tous les moyens de transport — voiture, camion automobile, autobus — soient aussi propres que possible. Par des subventions, nous aidons les transporteurs routiers à se doter d'un parc de véhicules répondant aux normes antipollution les plus sévères. Autre exemple : en 1989, 71 % des automobiles étaient équipées d'un pot d'échappement catalytique. Nous

voulons arriver aussi vite que possible à un taux de 100 %.

« Mais une partie des gains de cette politique sera réduite à néant si la circulation routière croît tout de même de 35 % ! »

« C'est précisément pour cela que nous voulons tout mettre en œuvre pour restreindre « l'automobilité » superflue, notamment dans le domaine des déplacements privés. Afin d'offrir des alternatives satisfaisantes, nous allons investir, entre cette année et 2010, quelque 60 milliards de francs en faveur des transports en commun. Il s'agit d'une véritable révolution : pour la première fois, les crédits affectés aux transports collectifs ont été presque doublés, dépassant même ceux destinés à l'extension de l'infrastructure routière dont j'ai réduit le montant de 57 à 39 milliards de francs d'ici à 2010.

Aider les entreprises

« Comment comptez-vous dépenser cette somme ? »

« Une bonne moitié de ces crédits permettra de financer le développement et la modernisation de l'infrastructure ferroviaire ainsi que le doublement de la capacité des transports des trains. D'autre part, les quatre grandes villes du pays — Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Utrecht — recevront environ 18 milliards de francs pour moderniser et développer substantiellement leurs réseaux de tramways. Enfin, nous étendrons le système des autobus-express et des autobus-heures de pointe qui assurent les trajets domicile-travail en empruntant les autoroutes.

« Les gouvernements des décennies 60 et 70 ont encouragé les Néerlandais à aller habiter en dehors des zones urbaines. L'intention était bonne mais nous en payons aujourd'hui les conséquences sous la forme d'une circulation routière intense, la distance moyenne entre le domicile d'un salarié et son lieu de travail étant de 30 kilomètres. Nous changeons notre fusil d'épaule : les entreprises sont désormais contraintes de s'établir là où leur accessibilité par les transports en commun est garantie. Nous subventionnons à hauteur de 18 millions de francs la réalisation de plans de transports qui permettent aux entreprises d'aider leurs employés à moins utiliser leur voiture en leur offrant des solutions de rechange. De tels plans seront, d'ailleurs, obligatoires pour les entreprises et les services de plus de cinq mille personnes, à partir de 1993, et pour les sociétés de plus de cinquante salariés, à partir de 1995. Dernier exemple : nous avons prévu

d'octroyer un avantage fiscal au salarié qui fera profiter de son véhicule plusieurs de ses collègues de travail, en pratiquant ce que les Américains ont baptisé le *car pooling* là où il n'y a pas de transports en commun suffisants.

« Notre ambition est claire : à l'heure actuelle, 20 % de Néerlandais utilisent régulièrement les transports en commun ; nous voulons arriver à 40 %.

Péage électronique

« Favoriser l'usage des autobus et du train n'implique-t-il pas aussi que vous découragez l'utilisation de l'automobile ? »

« On a coutume de dire aux Pays-Bas qu'il faut une mitrailleuse pour faire sortir de sa voiture un Néerlandais, qui est persuadé que se déplacer en automobile est plus rapide et moins coûteux que d'emprunter le train, le tram, le bus ou le métro. Pour inciter l'automobiliste à laisser son véhicule au garage, nous allons augmenter, le 1^{er} juillet prochain, les taxes sur l'essence et le super de

75 centimes (+ 25 %) et celles sur le diesel de 21 centimes (+ 17 %). La vignette coûtera également plus cher dans certains cas. Au total, les coûts fiscaux liés à l'utilisation de la voiture seront renchérissés de 34 % en moyenne (1).

« Nous envisageons également l'instauration d'un système de péage sur un certain nombre d'axes routiers de la conurbation Amsterdam-La Haye-Rotterdam-Utrecht et alentours.

Ce péage électronique serait copié sur le modèle norvégien : l'automobiliste fixerait sur son pare-brise une carte chargée d'un certain montant qui serait débitée à chaque fois qu'il franchirait les bornes de lecture à haute fréquence installées sur son parcours. Le tarif serait modulable selon les heures de la journée afin qu'une véritable régulation du trafic en résulte. Mais ce système ne sera sans doute pas opérationnel avant 1996. Aussi, pensons-nous créer dans l'intervalle une surtaxe « heures de pointe », inspirée de l'expérience de Singapour.

« Le gouvernement fera connaître son choix au plus tard le mois prochain, mais le principe est d'ores et

déjà arrêté : un péage sera imposé dont le but est de réduire la circulation routière et ses recettes — qui varieront de 900 millions minimum à 3 milliards de francs maximum par an — serviront à financer, non pas le développement de l'infrastructure routière, comme en France, mais celui des transports en commun.

« Les camions seront-ils soumis à ce péage ? »

« Pour l'heure, je ne l'envisage pas. Le péage que nous souhaitons mettre en place visant à freiner le trafic des véhicules individuels, les camions en seront exonérés de même que les autobus et les taxis. Je précise que cette exonération profitera aussi aux camions étrangers.

« Cela étant, notre politique concerne directement le transport de marchandises par la route, qui pourrait croître de 50 % à 70 % à la suite notamment de la suppression des frontières en 1993. Nous souhaitons donc transférer une partie de ce trafic vers les voies fluviales et le rail. Si le Rhin reste bien la colonne vertébrale des Pays-Bas, nous allons désigner six voies navigables prioritaires qui seront aménagées et sur les-

quelles nous inviterons des investisseurs privés à créer six terminaux de dépôt et de transbordement des marchandises.

« Quant au rail, une nouvelle ligne de marchandises sera construite entre Rotterdam et le réseau ferré de l'Allemagne qui est notre premier partenaire commercial. D'autre part, la création de la ligne TGV Amsterdam-Anvers nous permettra d'utiliser la voie actuelle de façon plus intensive pour le transport des marchandises vers la Belgique et la France.

« Les Pays-Bas vont-ils vraiment participer à la création du TGV nord européen ? »

« Absolument. Le gouvernement a décidé le mois dernier de construire une ligne spéciale entre Amsterdam et Rosendael. Le coût total du projet est évalué entre 7,5 milliards et 9 milliards de francs, dont la moitié serait apportée par des investisseurs privés et l'autre moitié par l'Etat. La partie publique des fonds est déjà disponible.

« Ne craignez-vous pas l'opposition des écologistes ? »

« Je leur ai expliqué que les avantages du TGV en termes de diminution du trafic routier et aérien étaient tels qu'il fallait accepter les petits sacrifices inhérents au tracé de la ligne nouvelle.

« Malgré son fondement écologique, votre politique n'est guère populaire.

« C'est exact. Mais il en va ainsi à chaque fois que l'on tente de modifier en profondeur un système de transport et que l'on veut restreindre la liberté de déplacement des automobilistes. Lorsque le péage a été institué à Oslo, le public était hostile à 80 % ; aujourd'hui, les opposants ne sont plus que 30 %.

« La liberté totale de déplacement n'est donc plus de mise ? »

« Non. Le choix se situe entre, d'une part, une liberté totale de circulation et le chaos routier, d'autre part, une restriction de cette liberté et un système de transport décongestionné. Aujourd'hui, mes compatriotes grignent. Mais je préfère qu'ils bougument et que leurs enfants soient satisfaits de notre action plutôt que l'inverse. Nous n'avons pas le droit de mener une politique dont les générations futures auraient à payer le prix.

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER et ALAIN FAUJAS

(1) Parallèlement, le prix des transports en commun augmentera de 6 % par an, en 1992, 1993 et 1994.

Un ministre qui se sait impopulaire

C'est moins en pensant à son père — marchand de cycles — qu'à ses enfants et futurs petits-enfants qu'Hanja Maij-Weggen, ministre (chrétien-démocrate) des transports depuis novembre 1989, est partie en guerre contre l'auto au pays du vélo. « Les générations futures ne doivent pas pouvoir nous reprocher de n'avoir pas pris à temps les bonnes mesures », dit cette infirmière de formation qui, après avoir passé dix ans au Parlement européen, a entrepris de soigner la boulimie de voitures dont souffrent, selon elle, ses compatriotes.

« Sa politique, qu'elle juge « créative et ferme », ne manque ni d'ambition... ni d'obstacles. Le premier résiste sans doute dans la personnalité d'un ministre qui a le don de susciter des enthousiasmes contradictoires : un vrai fan-club réunit ses admirateurs, tandis que ses contempteurs plaquent sur leur pare-brise des autocollants l'invitant à déguerpir ! Déterminée mais cassante,



peu soucieuse d'arrondir les angles comme le voudraient les usages en vigueur à La Haye, Hanja Maij-Weggen n'est pas non plus la favorite des professionnels du transport ou du monde politique. Mais une majo-

rité parlementaire soutient, fût-ce en renâclant, les grandes lignes de son action.

Reste un discours qui, pour impopulaire qu'il soit — « Je suis dans la bas des sondages », reconnaît-elle, — n'est pas sans rencontrer un écho : les autobus sont pleins à craquer, de même que les trains. Le ministère des transports mène une expérience de « télétravail » (à domicile) qui pourrait être élargie.

A l'occasion de la prochaine présidence de la CEE par les Pays-Bas, Hanja Maij-Weggen plaidera auprès de ses collègues européens — « Ils jugent mon action courageuse, mais politiquement dangereuse » — pour une « politique des transports plus respectueuse de l'environnement ». Elle remettra notamment sur le tapis la lancinante question du cabotage routier — « 30 % des camions roulent à vide » — et proposera une harmonisation européenne, vers le bas, des limitations de vitesse.

Ch. C.

Des planches à voile qui dopent le marché

Un nouveau procédé de fabrication donne à Marco Copello, un immigré italien installé dans les Pyrénées-Orientales, un avantage décisif alors que les ventes s'essoufflent

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

« R EDONNER aux amateurs de planche à voile l'envie de changer de matériel : ce pari est en passe d'être gagné par Marco Copello, un immigré italien de trente-sept ans, qui produit depuis près de dix ans des planches haut de gamme. Les industriels de la planche à voile se heurtent en effet à un véritable problème de marketing. Ils ont transformé l'image de ce loisir en mettant sur le marché depuis 1983 des petits flotteurs destinés à une pratique sportive. De 120 000 planches au début des années 80, les ventes sont aujourd'hui tombées à moins de 60 000. Les pratiquants renouvellent peu un matériel qui coûte de plus en plus cher alors que les véritables innovations sont rares.

Qualité de la décoration et de la finition

Marco Copello a trouvé le truc. Sa nouvelle gamme rencontre un réel succès : 3 000 planches sont déjà commandées cette année alors que 1 000 ont été vendues en 1990. Ces modèles affichent des performances largement supérieures à la concurrence grâce à une nouvelle technologie de fabrication qui enfonce sous vide une mousse dure dans un sandwich de stratifiés.

Leurs qualités sont reconnues par les coureurs professionnels. Anders Bringdal, le vice-champion du monde, a accepté de diminuer ses prétentions financières pour être

assuré de courir cette année sur des planches Copello. Ses chances de remporter un titre mondial permettent au petit artisan des Pyrénées-Orientales qui s'est promis un jour que « les meilleurs planchistes du monde courraient un jour sous sa marque » de réaliser son ambition. Il a commencé à fabriquer des planches en 1982 dans un garage de 12 mètres carrés à Banyuls-sur-Mer pour payer la poursuite de ses études d'océanographie biologique. Peintre et sculpteur à ses heures, Marco Copello avait été fasciné en arrivant en France par une planche rapportée d'Hawaï : « Des objets aussi esthétiques avaient forcément un avenir commercial. »

En 1983, Marco Copello vend 70 « customs », qui portent la marque Swell Expression, aux pratiquants les plus expérimentés de la région de Perpignan. Ces derniers vantent déjà la qualité de la décoration et de la finition. Un an plus tard, il rencontre sur une compétition Raphaël Salles, un des meilleurs coureurs français. Au cours d'une épreuve de la Coupe du monde au Japon en 1985, Raphaël Salles domine Robby Naish, le mytique premier champion du monde de la spécialité. D'une notoriété régionale, les planches Swell Expression passent à une renommée nationale à travers les articles de la presse spécialisée.

Marco Copello qui est inscrit depuis un an à la chambre des métiers de Perpignan, s'installe à Argelès-sur-Mer. Avec deux employés, il fabrique 240 planches dans l'année, une production qui doit cette fois être écoulée par un véritable réseau de distribution :



« En commercialisant mes planches, je réduisais les marges sur des produits vendus 6 000 francs au public avec très peu de valeur ajoutée en raison du temps de travail (une quinzaine d'heures) et du coût des matériaux. » L'atelier artisanal est réorganisé : quatre personnes se répartissent alors chacune les tâches nécessaires pour fabriquer une planche : découpe du pain de mousse, décoration, stratification, glaciage et finition.

En 1990, 400 planches sont vendues dans toute la France. Les problèmes de stocks sont résolus par un système de pré-commandes : les clients choisissent les dimensions et la décoration de leur modèle par correspondance et dans les magasins

spécialisés. Marco Copello fonctionne en autofinancement complet : « La conjoncture dans la planche à voile est si mauvaise qu'il est hors de question de présenter à une banque un dossier sous cette étiquette. J'ai même été interdit de chèque pour un découvert de 600 francs. » L'aide vient plutôt de la chambre des métiers de Perpignan dont l'un des experts visite les ateliers Swell Expression à la fin de 1984. Si l'allure assez bohème des « shapeurs » en maillots de bain recouverts de résine ne le choque pas, il s'étonne de découvrir factures et commandes dans un simple fût vide. Sur ses recommandations, un audit permanent de l'entreprise est organisé et Marco Copello se pré-

pare à la gestion par des stages de formation.

Dès cette époque, Marco Copello cherche à éviter une banalisation de ses planches : « Le seul moyen de garder une image haut de gamme consiste à raréfier le produit. Pour ne pas réduire la production, il nous fallait donc commencer à exporter. » Son entreprise n'a aucun moyen pour s'implanter à l'étranger. Il faut attendre plusieurs années avant d'espérer trouver une place à l'ISPO de Munich, le plus grand Salon européen des sports de plein air. Mais en 1986, Fondexpro (Fondation à l'exportation artisanale) finance un stand dans le hall planches à voile de l'exposition allemande pour les entreprises artisanales françaises. Les planches Swell Expression séduisent tant les visiteurs allemands, suisses, italiens et belges que 27 % de la production est exportée en 1987.

L'atelier emploie sept personnes. Les industriels mettent alors sur le marché des planches de plus en plus performantes : « Pour rester concurrentiel, il fallait développer des produits de plus haute technologie », raconte Marco Copello. Après l'utilisation de matériaux comme le carbone et le kevlar, son atelier met au point une planche à amortisseur, une innovation trop coûteuse à produire mais qui rapporte un prix de 100 000 francs auprès des Banques populaires et une subvention de 70 000 francs de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

Fin 1987, Marco Copello découvre la technologie de fabrication « sandwich » des volants de compétition. Pendant toute l'année qui

suit, il réalise des prototypes de planches pour adapter le procédé. Le bilan de Swell Expression s'en ressent : les bénéfices de 200 000 francs réalisés en 1988 se transforment en déficit en 1989.

Une usine à Taiwan

Un directeur de société, qui a acheté un des premiers modèles et déclare immédiatement convaincu de son avenir commercial, il investit personnellement dans l'entreprise, qui se transforme en SARL au capital de 600 000 francs. A l'ISPO de 1989, un industriel de Taiwan propose à Marco Copello de sous-traiter la production en série des planches « sandwich » dans son usine chinoise.

Tout en continuant à produire 600 « customs » par an dans l'atelier-relais d'Argelès qu'il a racheté à la municipalité, Marco Copello met en place sa nouvelle stratégie commerciale. Le chiffre d'affaires de Swell Expression a augmenté de 70 % en 1990 et devrait dépasser 10 millions de francs en 1991. L'usine de Taiwan, qui emploie 70 personnes, est capable de produire 5 000 planches chaque année. Pour continuer à les vendre avec une étiquette de très haut de gamme, il met en place un ensemble de services à ses clients et se prépare à lancer une gamme d'accessoires mis au point et fabriqués avec les technologies les plus avancées. L'italien de Bolzano veut que dans le milieu de la planche à voile « le nom de Copello soit synonyme de classe. » CHRISTOPHE DE CHENAY

Les cimentiers

Le marché mondial du ciment... ils ont cherché à...

Le ciment est un matériau de construction essentiel. Les cimentiers ont cherché à améliorer la qualité et à réduire les coûts. Ils ont développé de nouvelles technologies et ont mis au point de nouveaux produits. Les cimentiers ont également cherché à élargir leur marché et à pénétrer de nouveaux marchés. Ils ont réalisé de nombreuses infrastructures et ont contribué à la construction de nombreux bâtiments. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur image et à promouvoir leur profession. Ils ont organisé de nombreuses conférences et ont participé à de nombreuses expositions. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur relation avec les clients et à leur offrir de meilleurs services. Ils ont mis en place de nombreux programmes de fidélité et ont offert de nombreuses réductions. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur environnement et à réduire leur impact sur la nature. Ils ont mis en place de nombreux programmes de recyclage et ont utilisé de nombreux matériaux recyclés. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur sécurité et à réduire les risques. Ils ont mis en place de nombreux programmes de formation et ont offert de nombreuses formations. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur qualité de vie et à offrir de meilleures conditions de travail. Ils ont mis en place de nombreux programmes de bien-être et ont offert de nombreuses prestations. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur réputation et à devenir des acteurs majeurs de l'économie. Ils ont réalisé de nombreuses réalisations et ont obtenu de nombreuses distinctions. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur image et à devenir des acteurs majeurs de la société. Ils ont réalisé de nombreuses réalisations et ont obtenu de nombreuses distinctions. Les cimentiers ont également cherché à améliorer leur image et à devenir des acteurs majeurs de la société. Ils ont réalisé de nombreuses réalisations et ont obtenu de nombreuses distinctions.

ment le marché

Les cimentiers français organisent leur recherche

independent pro-

ANNIE KAHN

هكذا في الأصل

Règlement mensuel

SICAV (sélection)

COMPTANT (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Derni cours
---------	----------------	----------------

[illegible]

Cote des Changes		Marché libre	
		ANNES	CO

IRS COURS

IRS COURS

54 10	12B	0	Eastwest Corp.	108
11		Europac London	120
			Euromen	

[Illegible handwritten notes]

Emulsion	Rach
----------	------

	VALEURS	Emission Frais Incl.	Rachet net
--	---------	-------------------------	---------------

Enrollment	2023 14
Enrollment Transfer	514255 10
Enrollment	2023 14

3 55	Franchi-Capi	38 65	38 05
	Franchi-Capi	128336 51	128336 51

54 10	12B	0	Eastwest Corp.	108
11		Europac London	120
			Euromen	

8 84	Fruido	239 08	236 5
4 29	Fruido	31 78	31
9 87	Fruido	242 57	239 5

... ..

	VALEURS	Emission Frais Incl.	Rachet net
--	---------	-------------------------	---------------

VALEURS	Frais incl.	net
	123 12	123 72

2003 11	Natio-Inter	1308 99
514255 10	Natio-Inter	23010 03
271 28	Natio-Montana	231 07

Plénitude	59195 67	59195 67
Poste Gestion	10478 07	10468 60
Remarque China		

9 78	1038 63	Paribas Epargne.....	132 2
7 34	1177 88	Paribas Opportunities.....	582 2
	2000 57	Paribas Prévoyance.....	

Prév. Econom.	112 96	111 84
Pro. Associations	28602 47	28602 47
	1050 05	

$\frac{1}{2}$

VALEURS	Frais incl.	net
	123 12	123 72

1

1274 93	U.A.P. Abt. I	696 13
23010 03	U.A.P. Abt. II	197 51
577 78	U.A.P. Abt. III	197 51

126 87
588 55
PUBLIC

1. *Journal of the American Medical Association*, 271:1301-1302, 1994.

Renseignements :
45-55-91-82, poste 433

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché com.

CARNET DU Monde

M. Marcel Bénichou
président de l'ONERA

● **Service de santé.** — Est nommé directeur du service de santé de la III^e région militaire, le médecin général Jean Stipon.

Trois projets lancés entre 1981 et 1988 restent à achever. La seconde tranche du Grand Louvre, commencée en 1989, se poursuit conformément au calendrier prévu. Elle sera achevée en 1993. Elle comporte la restructuration de l'aile Richelieu, la restauration complète du palais, l'achèvement des aménagements souterrains et le redéploiement de l'ensemble des collections du musée.

(Né le 27 avril 1931, à Alger, M. Bénichou est ancien élève de l'École polytechnique (1951) et de l'École supérieure de l'aéronautique. De 1961 à 1966, il a participé au programme de développement des avions de combat Mirage, puis, de 1967 à 1970, à celui des avions Transall, Alouette, et de multiocture. Il a eu pour avoir été sous-directeur des affaires industrielles à la délégation générale pour l'armement (DGA), il devient, en 1981, directeur des programmes et des affaires industrielles, puis, en 1984, occupe le poste de directeur des constructions aéronautiques. Il quitte, en mai 1986 pour prendre celui de délégué aux programmes d'armement, toujours au sein de la DGA.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5602

TTUT

- M. Jacques Kurlif, 57 ans, titulaire de la chaire d'anthropologie physique au Collège de France et père en 1960 d'une nouvelle discipline : l'phénotypologie qui permet d'identifier les individus, les populations par leurs particularités biologiques, hématologiques, immunologiques, cytogénétiques.

neveux et nièces,
M^{me} Jeanne Klein,
Les familles Gruson, Labouret
Le Sourd, Delattre, Desforges, Ginot
Daum et Pénét,
Et ses nombreux amis.

M. Jean LAZARD,
dit « Goular »,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaillon de la Résistance,

19H35
10 13 14 21 28 30 22
READING OF TONNAGE 16 READING OF TONNAGE 16

20H35
6 8 15 30 36 49 35
READING OF TONNAGE 16 READING OF TONNAGE 16

de mon chemin. Le soleil fatigué par la durée du jour estompe, en se couchant, l'ombre du grand sapin. »

« Car la joie, quand déjà la douleur est profonde, la joie est plus profonde. »

Paul Les SCHWARTZ,
professeur
à l'université Waseda, à Tokyo,

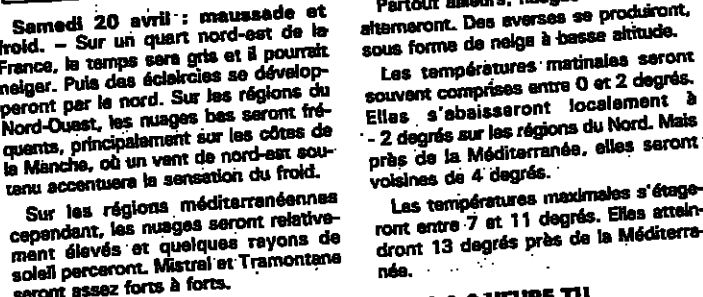
43-20-74-52
MINITEL par le 11

MÉTÉOROLOGIE

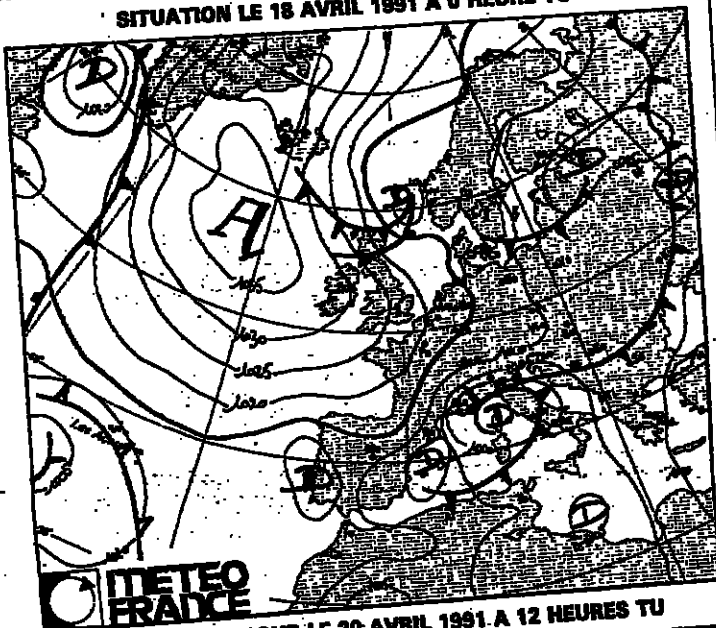


RADIO-TÉLÉVISION

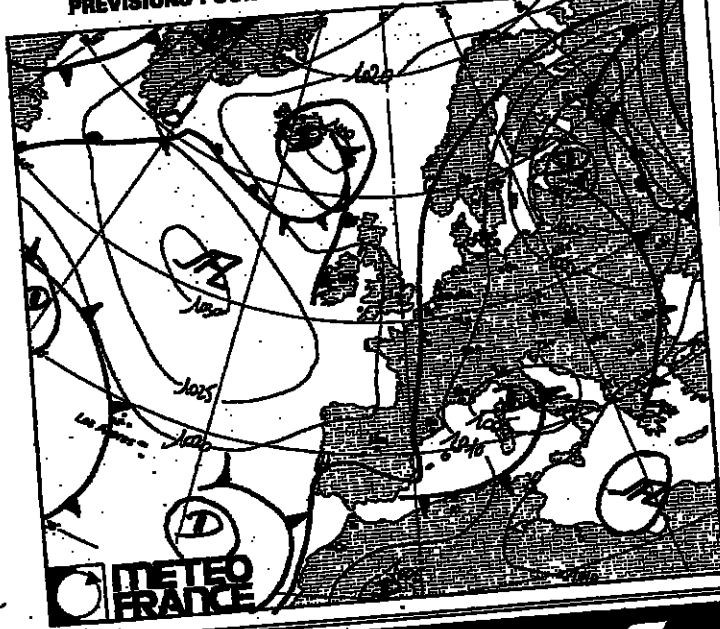
Prévisions pour le vendredi 19 avril 1991
Giboulées de pluie ou de neige.



SITUATION LE 18 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 AVRIL 1991 À 12 HEURES TU



Islande

Islande :
le secret le mieux
gardé de l'Europe

ALANTOURS vous
propose de découvrir
"votre ISLANDE".
Voyages individuels,
location de 4 x 4,
randonnées à pied,
à vélo de montagne,
à cheval, circuits
accompagnés avec
hébergement à l'hôtel
etc.

ALANTOURS

**Demandez la brochure ALANTOURS
"DESTINATION ISLANDE"
à votre agent de voyage ou
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
Tél.: (1) 42 96 59 78**

**un vrai spécialiste
de l'Islande**

LIC 1033

etc.

TOURS

001 Paris

C 1053

Info mailée : 3615 code OTISLAND

Michèle Barzach, le cœur à nu

OUBLIÉ, l'animal politique à sang froid, le vermis lisse des astroléides, le balancement poisé des phrases toutes faites, la comédie souriante et charnue du pouvoir. Michèle Berzach a crayonné, en direct, sur TF1, mercredi soir, pendant le journal télévisé. Une vraie émotion, à peine maîtrisée, une sorte de communion à retardement qui l'ont laissée la voir tremblante.

Michèle Berzach était nue devant Patrick Poivre d'Arvor et nue devant nous, ni de droite ni de gauche mais de tout. Nue cette femme bouleversée parce qu'elle avait vu ce que d'autres vivent dans la montagne kurde. Nu le

médecin frappé par l'immensité de l'impuissance collective. Nue la politique en rupture des petites vérités politiques franco-françaises.

Elle revenait de là-bas, la frontière irakienne, pour nous raconter ce qu'on voit tous les soirs, sur toutes les chaînes, dans l'autoimmolation gâtée au désordre du monde et au malheur des peuples. Elle nous a dit les enfants morts que leurs mères présentent à bout de bras, dans une sorte d'offrande désespérée. Et cela depuis des jours et des jours, les reportages le montrent, au point que lorsque l'on femme kurde démaillote son nourrisson devant

les caméras nous le savons, déjà, en cœur.

La différence, c'est que Michèle Barzach, elle, a reçu l'offrande dans les bras. Elle a été bouleversée. Qui na le serait, en pareil cas ? Mais l'image de télévision est chose bizarre qui fait que l'émotion passe parfois davantage dans le récit de quelqu'un qui a vraiment vu que dans ce que nous voyons sur l'écran. La reste, elle l'a dit, dans le désordre et l'urgence des mots ne pas laisser le monde à son absurdité, sauver les Kurdes et nages, en même temps, les condamner, et condamner le monde, la malédiction de nouveaux camps de réfugiés.

Michèle Barzach a demandé que l'action dure assez pour éviter l'amnésie collective. C'est curieux : plus tard dans la soirée, on a repensé à elle. Claude Maglori, dans son émission « Choe », s'entretenait avec une femme qui, victime d'amnésie, a vécu, un an, sur une aire de l'autoroute du Nord. Oubliés, les maris successifs, les trois enfants. « J'étais bien, dira la femme, sans mémoire ni angloise. On se réveille le matin sans savoir qui on est et la seule préoccupation est la journée qui commence. » C'est là, en effet, un exilisme exorbitant.

Programme de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

CANAL PLUS

TF 1

20.55 **Série :** Navarro.

22.30 **Magazine :** Ex Libris.
La Vie comme un roman. Invités : Jean-Marie Gustave Le Clézio (Orfèvre) ; William Boyd (Brazzaville plage) ; André Le Gell (7 Or des sables) ; Raphaëlle Billetdoux (Enfer et fermez la porte).

23.30 **Journal, Météo et Bourse.**
1.10 **TF 1 Mult. 7 Arts à la Une.**

A 2

20.45 **Magazine :** Envois spécial.
Le cadé de la Joie, d'Anne Ginzburger et Bruno Carraz ; Intégrer dissent-ils... de Jean-Marc Séban et Pierre Mescozitch.

22.05 **Cinéma :** Tir groupé...
Film français de Jean-Claude Misseau (1982).

23.40 **Journal et Météo.**

0.00 **Série :** Le Saint (rediff.).

FR 3

20.35 **Cinéma :** L'Homme en colère. ■■■
Film franco-canadien de Claude Pinoteau (1978). Avec Lino Ventura, Angie Dickinson, Laurent Maier.

22.20 **Journal et Météo.**

22.45 **Sport :** Basket-ball. Coupe d'Europe des clubs champions (finale).

0.00 **Documentaire :** Cinéma des pêches.

0.55 **Coups métrages :** Regards sur court.

Musique : Carnet de notes.

20.30 **Cinéma : Mister Frost.** ■
Film français de François Serbon (1989).
Avec Jeff Goldblum, Alan Bates, Kathy
Baker.

22.10 **Flesh d'Informations.**

22.15 **Cinéma : Milou en mai.** ■■■■
Film français de Louis Malle (1989). Avec
Michèle Piccoli, Miqu-Miqu, Michel Duchaus-
son.

23.55 **Cinéma : Can't buy me love.** □
Film américain de Steve Rash (1989).

LA 5

20.50 **Feuilleton : Les oiseaux
se cachent pour mourir.**

22.30 **Magazine : Conséquences.**
Les 12-15 ans, le nouveau marché.

23.25 **Magazine : À la cartonnée.**

23.50 **Journal de la nuit.**

23.57 **Demain se décide aujourd'hui.**

0.05 **Le Club du Télé-achat.**

M 6

20.35 Cinéma : L'Étalon. ■
Film français de Jean-Pierre Mocky (1989).
Avec Bourvil, Francis Blanche, Michael
Lonsdale.

22.15 Téléfilm : Les Derniers Jours
de Patton.

0.40 Six minutes d'informations.

Vendredi 19 avril

TF 1

14.30 Feuilletton : Côte Ouest.
15.25 Feuilletton : La Vent des moissons.
16.25 Club Dorothée.
17.30 Gérie : Chips.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilletton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !
20.00 Journal, Météo, Trafic info et Tapis vert.
20.50 Variétés : Tous à l'Une.
22.50 Magazine : 52' sur la Une.
Dans le secret des couvents, de Dominique Angiol et Gérard David.
Sport : Boxe.
Akim Tefar-Siriki Senoso : Meuro Martial.
Gilberto Batista.
0.55 Au trot.
1.00 Journal, Météo et Bourse.

A 2

13.45	Feuilleton : Générations.
14.30	Série : Madame le Juge.
16.10	Série : Arsène Lupin.
17.05	Magazine : Gipsy.
18.10	Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.30	Série : Alf.
19.05	Série : Mac Gyver.
20.00	Journal et Météo.
20.45	Diversissement : Avant que le ciel nous tombe sur la tête. Présenté par Patrice Laffont.
22.00	Magazine : Caractères. Invités : Bernard Clavel (Mémoires au Grandvaux), Michel Ragon (L'an au co- des équinoxes), Charles Juliet (Dans l'ombre des saisons), Patrick Mod- (Fleurs de ruine).
23.20	Journal et Météo.
23.40	Cinéma : Témoin à charge. ■■ Film américain de Billy Wilder (1957). Tyrone Power, Marlene Dietrich, Ch- Laughton (v.o.).

FR 3

14.30 Magazine : Regards de femme.
15.05 Magazine : Faut pas rater (répét.).
16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Magazine : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le Journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa.
Perrin-marin, de Yannick Charles et
Georges Minnery.
21.35 Feuilletin : L'Affaire Saint-Romans et
22.30 Journal et Magas.

22.50 **Traverses.**
De Shanghai à Pékin, à la recherche du Qi,
documentaire de Yolande du Luart. 2 et fin.
Le Qi Gong ou danse des souffles.

23.45 **Hommage à Silvia Monfort.**

CANAL PLUS	
13.30	Cinéma : E. T. l'extraterrestre. Film américain de Steven Spielberg (1982).
15.20	Jeu : V.O.
15.45	Charcuterie fine.
16.00	Cinéma : Rendez-vous au tas de sable. □ Film français de Didier Grousset (1989).
17.35	Magazine : Rapido (redif.).
18.00	Canaille patuche.
En clair jusqu'à 20.30	

18.30 Ca cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nutie part ailleurs.
20.05 Sport : Football.
Sociaux-Monaco. Match avancé de
34^e journée du championnat de France.
22.40 Flash d'informations.
22.45 Magazine : Exploits 2.
23.00 Cinéma : Les Accusés. ■■
Film américain de Jonathan Kaplan (1988)
0.45 Cinéma : Buster. ■
Film britannique de David Green (1988)
2.20 Cinéma : Jours et nuits d'Éva Blue.
Film français, classé X, de Francis L.
(1978).

	LA 5
	14.25 Série : L'Inspecteur Derrick.
	15.30 Série : Soko, brigade des stupés.
	16.25 Youpi! L'école est finie.
	17.45 Série : Star Trek.
	18.40 Série : ABC Nelly Bolo.
	19.05 Jeu : La Ligne de chance.
	19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras, chroniqueur mondain.
	20.00 Journal et Météo.
	20.40 Téléfilm : courses.
	20.50 Séries : Seule face au crime.
	22.30 Feuilleton : Mystères à Twin-Park (premier épisode, rediff.).
	0.10 Journal de la nuit.

M 6

- 14.45 Boulevard des clips.
- 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
- 16.40 Série : Drôles de dames.
- 18.40 Jeu : Hit hit hit houra !
- 17.35 Jeu : Zygomusic.
- 18.05 Série : Tonnerre mécanique.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.

LA SEPT

00 Concert : Solti, Barenboim et Schiff
jouent Mozart.

15 Documentaire : L'Opéra du roi.

00 Documentaire : Benedita da Silva ou
les Sentiers de la favelle.

FRANCE-CULTURE

- .30 Antipodes. L'Algérie.
- .30 Correspondances. Des nouvelles de Belgique, du Canada et de la Suisse.
- .00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques d'après Edgar Allan Poe.
- .40 Les Nuits magnétiques. Les métiers politiques. 2. Le territoire du politique.
- .05 Du jour au lendemain.
- .50 Musique : Coda. Morrissey.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre Champs-Élysées) : Symphonie n° 5 de Béla Bartók, D 485, de Schubert. Concerto pour piano et orchestre n° 1 de Frédéric Chopin, op. 25, de Mendelssohn. Petrouckha, de Stravinsky, par l'Orchestre national de France, dir. Bernhard Haitink. sol. : Cécile Ousset, piano..

23.07 Poussières d'étoiles. La boîte de Pandora. Diaghilev. Œuvres de Tchaïkovski, Chopin, Stravinsky, Debussy, de l'Orchestre national de France.

20.00 Série : Cosby Show
20.30 Météo 6.
20.35 Téléfilm : La Marque de la panthère.
22.15 Série : La Malédiction du loup-garou.
22.40 Magazine : Vénus.
23.10 Magazine : La 6^e Dimension.

fnac
présente
la sixième dimension

23.40 Capital.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT	
16.30	Théâtre : Rosal. Pisto de Harald Mues mise en scène de Christian Schiaretti.
17.30	Documentaire : Non-fleux.
18.40	Documentaire : Par amour.
18.55	Une leçon particulière de musique avec Kenneth Gilbert.
19.55	Chronique : Le Dessous des cartes
20.00	► Je rai algérien.
21.00	Fautillet : Champagne Charlie.
22.35	Documentaire : Art Lahcene, le huitième Jour du neuvième mois lunaire.
23.10	Danse : Galanteries. Chorégraphie David Bentley, avec la Royal Ballet de

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Langage !

21.30 Musique : Black and blue. Quel jazz nassait.

22.40 Les nuits magnétiques. Les mémoires politiques. 4. Et demain, quelles fonctions ?

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Myxine : Coda. Morrissey.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 mars au Symphonique de l'U.S. ouverte). Orchestre symphonique pour violon et orchestre symphonique pour piano et orchestre, dirigé par l'Orchestre philharmonique de France, dir. Marek Janowski; sol., Oleg, violon, Catherine Boland, pian.

23.07 Pousières d'étoiles. Pin-up d'or : Les nouvelles polyphonies de Valse Music 1879.

هكذا في الأصل

حکذا من الاجل

38 • Vendredi 19 avril 1991 •

Le Monde

ITALIE : le programme du gouvernement

M. Andreotti veut gérer « le passage de l'ancien au nouveau »

Ouvert le week-end dernier dans le chaos et la confusion, le processus de formation du « nouveau » gouvernement dirigé par M. Giulio Andreotti – le septième de sa longue carrière – s'est poursuivi, mercredi 17 avril, par la nomination des secrétaires d'Etat et par la présentation du programme politique de ce cabinet au Parlement. Sauf coup de théâtre de dernière minute, et malgré la défection du Parti républicain, le cinquantième gouvernement de la République italienne devrait obtenir, vendredi 19 avril, le soutien d'une confortable majorité.

ROME

de notre correspondant

Aux trente-deux ministères déjà attribués se sont ajoutés mercredi soixante-neuf « sottosegretari » (les secrétaires d'Etat), ce qui portera à

cent un, le nombre total des membres du gouvernement. La quasi-totalité des précédents titulaires ont été reconduits dans leurs fonctions mais le cabinet comprendra deux personnes de plus que le précédent. Ce qui, selon l'opposition, augure plutôt mal des promesses, réitérées mardi, la chambre, par M. Andreotti sur la nécessité absolue de réduire les dépenses publiques.

« Nous vivons une époque de transition, a notamment déclaré le président du conseil, et mon gouvernement est donc appelé à gérer le passage de l'ancien au nouveau (...). Nous serons jugés, a-t-il poursuivi, sur quatre points de repère : les questions institutionnelles, l'assainissement des finances publiques, la justice et la lutte contre la criminalité, et l'ajustement des services publics ». Pour ce qui concerne les réformes « opportunes et nécessaires », dont l'urgence s'est manifestée avec encore plus de vigueur ces dernières semaines, et dont l'absence fut d'ailleurs déplorée par les socialistes, M. Andreotti a confirmé ce qu'on savait déjà, à savoir que le gouvernement s'en occupera... après les prochaines élections.

Pour le reste, le discours de M. Andreotti s'est articulé autour de la répétition liturgique d'un certain nombre de grands principes et de petites mesures symboliques sans véritable portée sur les graves problèmes précités. Il est question d'une « meilleure coordination » de la force publique engagée contre la Mafia et ses dérivés, il est envisagé de permettre aux magistrats qui le souhaitent de rester en poste deux ou trois ans après leur retraite légale pour combler « le déficit de la justice », et il est promis que le gouvernement prônera « une attention maximale » aux légendaires dysfonctionnements de l'administration publique.

Dans le domaine économique, M. Andreotti a repris à son compte un projet déjà bien avancé dans son étude, à savoir la privatisation, par le biais d'un projet de loi qui sera présenté « d'ici un mois », d'une partie des biens mobiliers et immobiliers de l'Etat. Après leur transformation prochaine en sociétés par actions, le trust pétrolier public ENI et la compagnie nationale d'électricité ENEL seraient ainsi les premières à se voir introduites en Bourse pour une part minoritaire de leur capital.

Une fois n'est pas coutume, c'est probablement le MSI néo-fasciste qui a le mieux résumé l'impression générale de la classe politique après le discours-programme du chef de l'exécutif : « Il s'est agi pour l'essentiel, affirme le communiqué de ce parti, d'une répétition fatiguée de engagements déjà entendus dans des occasions analogues et qui sont restés lettre morte. On a ainsi l'impression que tout, y compris les urgences, est renvoyé à la prochaine législature ».

PATRICE CLAUDE

Sept jours après l'explosion du « Haven »

Des nappes éparpillées d'hydrocarbures arrivent sur la Côte d'Azur

NICE

de notre correspondant régional

Une semaine après l'explosion du pétrolier chypriote Haven dans le golfe de Gènes, et quatre jours après son naufrage, des nappes éparpillées d'hydrocarbures paraissent devoir atteindre la Côte d'Azur jeudi 18 avril dans la journée après avoir été repérées la veille à une vingtaine de kilomètres de Menton. Cette menace était d'autant plus précise que les services de météorologie annonçaient un vent défavorable, d'est-nord-est, soufflant à 25 nœuds, avec une mer « agitée à forte ».

Un espoir subsistait, néanmoins, que la pollution transportée par le courant ligure soit maintenue suffisamment au large des côtes françaises et n'ait, en définitive, que des conséquences limitées. Toutes les dispositions ont, au demeurant, été prises, dans le cadre du plan Polmar, pour contenir et traiter cette pollution si elle devait se rapprocher du littoral. Un deuxième caboteur pétrolier, équipé du système récupérateur-excruteur ESCA, devait rejoindre, jeudi, les six bateaux de la flotte affectée par la préfecture maritime de Toulon et déjà à pied d'œuvre, depuis lundi, dans la région d'Imperia. « Il ne s'agit pas, en tout état de cause, d'une marée noire, mais d'une pollution pétrolière résiduelle », a estimé le docteur Maurice Aubert, directeur du Centre d'études et de recherche de biologie marine et d'océanographie médicale (CER-BOM), chargé, par la préfecture des Alpes-Maritimes, d'interpréter

les relevés effectués, deux fois par jour, par un avion des douanes de Marseille.

En une semaine, les nappes d'hydrocarbures échappées du Haven se sont, en effet, considérablement dégradées grâce, d'une part, à un phénomène naturel d'évaporation (environ 30 %) et, d'autre part, à l'action des bactéries marines « mangeuses » de pétrole.

« Mousse au chocolat »

Ces nappes, très fragmentées, se présentent désormais sous trois formes différentes : des irisations de surface, des émulsions plus consistantes évoquant une « mousse au chocolat » et des « croûtes » de pétrole carbonisé qui sont les plus facilement récupérables. Il paraît cependant impossible de capter tous ces résidus, qui de 200 à 500 mètres de large, à des distances variables de la côte et qui ont déjà souillé plusieurs plages de la Riviera ligure.

Les autorités italiennes ont cependant réaffirmé, mercredi, que le Haven, dont six cuves sur treize seraient apparemment vides, ne laisse échapper que des quantités infimes d'hydrocarbures. Le ministre de la protection civile, M. Nicola Capria, a annoncé, pour sa part, que les opérations de pompage sur l'épave du pétrolier seraient confiées à l'Ente nationale idrocarburi (ENI). Aucune date n'a encore été fixée pour le début de ces travaux délicats.

GUY PORTE

FOOTBALL : la crise de l'ancien club de M. Claude Bez

Une solution en vue pour les Girondins de Bordeaux

L'ancien club de football dirigé par M. Claude Bez, les Girondins de Bordeaux FC, en redressement judiciaire depuis le 22 février, devrait éviter la liquidation. Le tribunal de grande instance de Bordeaux devait désigner, le 18 avril, un reprenneur. Selon toute probabilité, il s'agit de M. Jean-Didier Lange, associé à M. Bernard Charron.

BORDEAUX

de notre correspondante
Le tribunal de grande instance de Bordeaux a examiné, le 17 avril, les six propositions de reprise parvenues aux administrateurs judiciaires, M^{rs} Chiquet et Philippot. Selon ces derniers les deux offres – émanant des sociétés FINEMEX et SOLIMAN Finance, déjà concernées par les plans nébuleux de

l'éphémère président du club, Jean-Pierre Derosé – ne présentaient pas les conditions requises par la loi. Les PDG d'ADIA Interim, une entreprise de travail temporaire, et d'INVESTIMO, une société immobilière bordelaise, se sont désistés au dernier moment. Enfin, le PDG d'un groupe girondin de constructions bois M. Jean-Manuel Bajen, a abandonné la partie à l'issue de l'audience en raison de revendications des joueurs sur le solde des salaires et des primes de matchs non prises en compte par les ASSÉD.

En revanche, MM. Lange et Charron auraient trouvé un accord avec les joueurs qui auraient également accepté une baisse des salaires jusqu'à la fin de la saison. Le plan de cession de l'ex-vice-président du club prévoit un apport de 20 millions de francs. Le passif des Girondins s'élève à 300 millions de francs, mais les reprenneurs n'auront à rembourser qu'une partie des créances prioritaires. Les garanties d'emprunt accordées par les collectivités locales joueront. Enfin, les administrateurs ont facilité la tâche des futurs patrons : ils ont accéléré le dépôt de bilan de deux sociétés satellites du club, et ils gèreront la procédure de licenciement envisagée à l'encontre de quarante-cinq des cent deux salariés des Girondins de Bordeaux FC.

« C'est un plan très moral, très scout dans son esprit », affirme M. Jean-Didier Lange. Il assure bénéficier de l'appui de « gens représentatifs des institutions bordelaises ». Il pourrait s'agir de la société de développement régional Expanso et de grands noms du vin. MM. Lange et Charron sont également assurés du concours financier de la mairie de Bordeaux : la subvention de 8,3 millions de francs, inscrite au budget primitif 1991 de la ville, reste acquise au club. En revanche, le conseil général de la Gironde n'a pris pour l'instant aucun engagement.

GINETTE DE MATHA

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Nuit rose

EN, mes cochons, question chose du machin, vous vous embêtez pas, dites donc ! Pour avoir pas mal fréquenté les sex shops, – par pure curiosité professionnelle, attention ! – je vous savais déjà très portés sur l'accessoire essentiel à vos plaisirs ou solitaires ou partagés, mais alors pendant la fameuse nuit rose de Canal X, pardon de Canal + vous avez vraiment battu tous les records de lubricité assistée.

De quoi ? De quoi ? Ah !, je vous en prie, ne jouez pas les innocents, les étonnés. On vous a vus par la vitre de vos lucarnes l'autre samedi, on vous a comptés. Vous savez combien vous étiez, devant le poste, à faire tressauter la couette ou les coussins du canapé, le regard fixe et les mains balladeuses ? 3,5 millions. Si, parfaitement, ils le disent cette semaine dans l'Express.

Mais le plus fort, c'est pas ça. Seuls 26 % des abonnés de la chaîne ont choisi de suivre les ébats, aux couleurs d'un état de boucherie, des stars du porno cernées par les caméras. Encore une prise, les enfants. Marcel, tu

fais gaffe à pas partir trop tôt et toi, Ginette, cambre bien les reins et rentre un peu le ventre pour pas que je loupe mon gros plan. Bon, on y va. « Fesses à confesse », clap onzème !

Ce qui signifie ? Sortez vos calculatrices et faites le compte. Pour les deux tiers des mateurs non seulement, c'était pas clair, c'était crypté ! Ils se sont évertués à deviner, derrière le mouvement qui déplace des lignes zigzagantes dans une nébuleuse grisaille, ces affolantes variantes du Kamasutra.

Moi, ça me saie ! Pourquoi préférer l'ombre à la proie ? Solitude ? Peur du sida ? Faut vraiment être en manque. Oui, mais pas d'imagination. A ce moment-là, autant projeter sur l'écran noir de ses nuits blanches son petit cinéma intérieur. A croire qu'à l'ère de la communication tout passe par l'électronique. Même quand il s'agit de s'épancher en duo ou en solo.

Vous verrez que, dans les ménages, on fera bientôt chambre et minitel à part. C'est tellement plus civilisé que cette sale vieille bête à deux dos. On est pas des sauvages !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 avril

Hausse modérée

Encouragé par le record historique de Wall-Street la veille, le marché français poursuivait sa lancée jeudi 18 avril. Après avoir ouvert sur un gain de 0,35 %, l'indice CAC 40 s'inscrivait à + 0,51 %. L'avance était modérée après une progression de 1,47 % mercredi. Du côté des hausses, figuraient Truffaut, Sextant Avionique et Peugeot. En baisse, on notait les certificats d'investissement BNP et Crédit lyonnais.

DAVID SHIFF

1995 F

LE COSTUME EN SUPER 100

La plus vaste et belle collection de costumes, couleurs, vestes et pantalons en SUPER 100 signés par les plus grandes marques.

13 RUE ROYALE PARIS 8^e

4 RUE MARBEUF PARIS 8^e

SVM Mac

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

LES SECRETS DES IMAGES DE SYNTHÈSE

Spectaculaires, troublantes, plus vraies que nature, les images de synthèse sont désormais à la portée de tous, enfin presque ! SVM MAC vous montre et vous explique tout ce qu'on peut créer avec un Macintosh en appliquant quelques principes simples. Lisez vite SVM MAC et votre Macintosh va vous étonner.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs, SVM MAC paraît désormais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM MAC avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC"

LIQUIDATION TOTALE

Avant travaux

BOSS
NINO CERRITI
KENZO
FERRE
Dior
BOUTIQUES POUR LUI
112, rue de Richelieu Paris 2e
Carrefour Richelieu Drouot
de 20 à 50%

MANIÈRE DE VOIR 11

LE MONDE diplomatique

PROCHE-ORIENT : UNE GUERRE DE CENT ANS

108 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

« La qualité japonaise, la fin d'un mythe » Les Pays-Bas déclarent la guerre à l'automobile « Les rêves de Khabarovsk... » 31 à 33

Services

Abonnements... 12
Annonces classées... 30
Cartes... 36
Loto... 38
Marchés financiers... 34-35
Météorologie... 37
Mots croisés... 36
Radio-Télévision... 37
Spectacles... 16
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 avril 1991 a été tiré à 496 913 exemplaires.